



Données de référence 2018 (01/01/2018 - 31/12/2018)

Dates de début et fin de la campagne de collecte des données : 01/03/2019 - 01/10/2019

Objectif :

La CEPEJ a décidé, lors de sa 31^{ème} réunion plénière, de lancer le huitième cycle d'évaluation 2018 – 2020, portant sur les données de l'année 2018.

La CEPEJ souhaite utiliser la méthodologie développée dans le cadre des cycles d'évaluation précédents pour obtenir, en s'appuyant sur son réseau de correspondants nationaux, une évaluation globale des systèmes judiciaires des 47 Etats membres du Conseil de l'Europe ainsi que de trois pays observateurs (Israël, le Maroc et le Kazakhstan). Ceci permettra aux décideurs publics et aux praticiens du droit d'agir en tenant compte de ces informations uniques.

Le présent questionnaire a été adapté par le Groupe de travail sur l'évaluation des systèmes judiciaires (CEPEJ-GT-EVAL) à la lumière des cycles d'évaluation précédents et en tenant compte des commentaires des membres, observateurs, experts et correspondants nationaux de la CEPEJ. Le but de cet exercice est d'accroître la connaissance des systèmes judiciaires des Etats participants, de comparer le fonctionnement des systèmes judiciaires dans ses divers aspects ainsi que de comprendre les tendances de l'organisation judiciaire pour contribuer à améliorer l'efficacité de la justice. Le questionnaire d'évaluation et l'exploitation des résultats obtenus par ce biais ont pour ambition de devenir un véritable outil de politique publique de la justice, au service des citoyens européens.

Instruction :

La manière d'utiliser l'application et de répondre aux questions est guidée par deux documents principaux:

- le manuel d'utilisation et,
- la note explicative.

Tandis que la note explicative apporte des définitions et explications sur le questionnaire d'évaluation de la CEPEJ et la méthodologie nécessaire pour y répondre, le manuel d'utilisation est un outil pour vous aider à naviguer dans cette application. Vous pouvez télécharger la note explicative dans son intégralité sur le site web de la CEPEJ. Les explications spécifiques sont également accessibles pour chaque question dans l'application sous l'onglet « Note explicative ». Ce dernier constitue un outil de consultation immédiate lorsque vous répondez aux questions.

Le manuel d'utilisation est accessible dans l'onglet « Documentation » de l'application.

Si vous avez des questions relatives à ces documents ou à l'utilisation de l'application, n'hésitez pas à contacter le Secrétariat.

1. Informations générales et financières

1.1. Données démographiques et économiques

1.1.1. Habitants et informations économiques



001. Nombre d'habitants (si possible au 1er janvier de l'année de référence +1)

[83 019 200]

Commentaires

002. Total des dépenses publiques annuelles au niveau national et le cas échéant, les dépenses publiques des collectivités territoriales ou entités fédérales (en €)

	Montant
Niveau national ou fédéral	385 998 000 000 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Niveau territorial/entités fédérales (total pour l'ensemble des niveaux territoriaux/entités fédérales)	658 933 000 000 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires

003. PIB par habitant (en €) en prix courant pour l'année de référence

[40 852]

Commentaires

004. Salaire moyen brut annuel (en €) pour l'année de référence

[53 688]

NA

Commentaires With regard to this question, no data are available for 2018. The data from 2017 have therefore been included.

005. Taux de change de la monnaie nationale (zone non Euro) en € au 1er janvier de l'année de référence +1

[]

Autorisation de décimales : 5

NAP

Commentaires

A1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions 1 à 5 :

Sources : On question 1: Federal Statistical Office (Wiesbaden); intercensal population updates on basis of 2011 census, subject-matter series 1, series 1.3.

On question 2: Federal Statistical Office (Wiesbaden); tax and finance (subject-matter series 14, series 2.

On question 3: Federal Statistical Office, national accounts (subject-matter series 18, series 1.2, table 1.4)

On question 4: Federal Statistical Office, Statistical Yearbook (Germany and abroad), table 6.1.2.

1.1.2. Données budgétaires relatives au système judiciaire

006. Budget public annuel (approuvé et exécuté) alloué pour le fonctionnement de l'ensemble des

tribunaux, en € (sans le budget du ministère public et sans le budget de l'aide judiciaire). Si vous ne pouvez pas distinguer le budget alloué aux tribunaux des budgets alloués au ministère public et/ou à l'aide judiciaire, merci de vous référer à la question 7. Si vous êtes en mesure de répondre à la question 6, veuillez répondre NA à la question 7.

	Budget approuvé (en €)	Budget exécuté (en €)
TOTAL - Budget public annuel alloué pour le fonctionnement de l'ensemble des tribunaux (1 + 2 + 3 + 4 + 5 + 6 + 7)	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
1. Budget public annuel alloué aux salaires (bruts)	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
2. Budget public annuel alloué à l'informatisation	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
3. Budget public annuel alloué aux frais de justice (frais d'expertise, d'interprètes, etc.)	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
4. Budget public annuel alloué aux bâtiments des tribunaux (maintenance, budget de fonctionnement)	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
5. Budget public annuel alloué à l'investissement en nouveaux bâtiments (tribunaux)	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
6. Budget public annuel alloué à la formation	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
7. Autres (veuillez préciser)	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus. Si le budget public annuel alloué au fonctionnement de l'ensemble des tribunaux qui a été réellement exécuté est différent du budget public annuel approuvé, veuillez indiquer les principales raisons de ces différences : The budget of the courts cannot be separated from budget from the public prosecution.

007. Si vous ne pouvez pas répondre à la question 6 parce que vous ne pouvez pas isoler le budget public alloué aux tribunaux des budgets publics alloués au ministère public et/ou à l'aide judiciaire, veuillez remplir uniquement la ligne adéquate dans le tableau selon votre système :

	Budget approuvé (en €)	Budget exécuté (en €)
Total du budget public annuel alloué aux tribunaux et au ministère public	10 578 742 300 [] NA [] NAP	10 244 986 292 [] NA [] NAP
Total du budget public annuel alloué aux tribunaux et à l'aide judiciaire	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
Total du budget public annuel alloué aux tribunaux, au ministère public et à l'aide judiciaire	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

Commentaires - Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus. Si le budget public annuel qui a été réellement exécuté est différent du budget public annuel approuvé, veuillez indiquer les principales raisons de ces différences : It is an aggregation of the Federal Courts and the Lander's budgets. All Landers are included. Baden-Württemberg:

The budget allocated to the public prosecution services cannot be separated from the budget allocated to all courts.

Bavaria:

The budget of the public prosecution offices cannot be presented separately. Finance courts: The budget allocated to legal aid cannot be separated from the budget approved for the finance courts and has therefore been included under question 6.

Administrative courts: There is no separate position in the budget for legal aid.

Separating the budget allocated to Land administrative courts and legal aid from the budget approved for all courts is not possible. The budget allocated to Land administrative courts and legal aid has therefore been included under question 6.

Other (finance courts): other material administrative expenditure, capital expenditure and special financing expenditure for finance courts.

Brandenburg: The budget plan for 2017/2018 was based on an assumption of greater expenditure. Furthermore, due to budget funds not being fully utilised in 2018, reserves were used for personnel and administrative expenditure.

Bremen:

The total annual public budget allocated to all courts and public prosecution services cannot be presented either separately or jointly since parts thereof (IT expenditure for the entire justice system including prisons and the senatorial authority, as well as training expenditure) are centrally estimated.

Mecklenburg-Western Pomerania:

The approved budget includes expenditure for the courts, the public prosecutor general and all four public prosecution offices. The individual budgets cannot be shown separately.

Rhineland-Palatinate:

Under the system currently in place, the budgets allocated to courts and public prosecution offices cannot be shown separately. The expenditure shown therefore includes the expenditure for public prosecution offices. Saarland:

7.a) Budget allocated to public prosecution services:

For the public prosecutor general and the public prosecution office, the only data shown separately are the estimates for the staffing and materials expenditure budget (i.e. not including statutory expenditure).

Saxony:

Expenditure for IT, basic and further training, maintenance and operating costs for buildings and facilities, internal court costs, public relations work, trans-regional cooperation etc. is centrally estimated, spent and managed for all parts of Saxony's justice system (courts, public prosecution offices, prisons, Justice Ministry, Central Office for Information Technology, Training Centre). Insofar as it is incurred by the courts and public prosecution offices, this type of expenditure cannot therefore be shown separately.

Thuringia:

Excl. costs for maintenance and construction of court buildings.

No information has been provided in this regard by the other Federal Länder.

008. Existe-t-il une règle générale selon laquelle une personne doit payer une taxe pour intenter une procédure devant un tribunal de droit commun :

	Obligation de payer une taxe pour intenter une procédure devant une juridiction de droit commun ?
en matière pénale	() Oui (X) Non
en matière autre que pénale	(X) Oui () Non

S'il existe des exceptions à la règle de payer une telle taxe , veuillez préciser ces exceptions :

008-1. Quelle est, en quelques mots, la méthode de calcul de cette taxe :

- In criminal proceedings, fees related to the proceedings will arise in an amount stipulated by law, while the amounts of fees charged in other court proceedings will be primarily oriented by the amount in dispute or the transaction value.

008-2. Montant de la taxe exigée pour engager une action en recouvrement d'une créance d'un montant de 3000€ :

[324]
 NA
 NAP

Commentaires -

009. Montant annuel des taxes perçues par l'Etat (en €) :

[4 322 388 298]
 NA
 NAP

Commentaires

012. Budget public annuel approuvé alloué à l'aide judiciaire, en €.

	TOTAL	Affaires pénales	Affaires autres que pénales
TOTAL - Budget public annuel approuvé alloué à l'aide judiciaire (12.1 + 12.2)	755 656 823 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
12.1 pour les affaires portées devant les tribunaux (taxes et/ou représentation légale)	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
12.2 pour les affaires non portées devant les tribunaux (conseil juridique, ADR et autres services juridiques)	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires

012-1. Budget public annuel exécuté alloué à l'aide judiciaire, en €.

	TOTAL	Affaires pénales	Affaires autres que pénales
TOTAL - Budget public annuel exécuté alloué à l'aide judiciaire (12-1.1 + 12-1.2)	647 411 572 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
12-1.1 pour les affaires portées devant les tribunaux (taxes et/ou représentation légale)	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
12-1.2 pour les affaires non portées devant les tribunaux (conseil juridique, ADR et autres services juridiques)	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Si le budget public annuel alloué à l'aide judiciaire qui a été réellement exécuté est différent du budget public annuel approuvé, veuillez indiquer les principales raisons de ces différences : Bavaria

Administrative courts: no separate estimate for legal aid

Labour and social courts: No answer can be provided regarding question 12 because – as explained under questions 6 and 7 – legal aid and court costs etc. are estimated together in one budgetary item. For this reason, only question 12.1 can be answered here.

Brandenburg

The budget plan for 2017/2018 was based on an assumption of greater expenditure.

The expenditure depends on the number of court proceedings and their value. This means that it cannot be controlled by the justice administration. The target was derived from a prognosis based on the actual numbers of previous years, taking into account any changes made to the law governing costs.

Bremen:

Actual expenditure over the financial year fell behind the approved funds.

Hesse

As regards questions 12 and 12.1, it should be noted that the amount indicated only refers to attorney fees paid within the framework of legal aid. No data can be provided regarding court costs paid within the framework of legal aid – especially regarding costs for experts or interpreters and witness compensation – as these data are not collected separately.

Mecklenburg-Western Pomerania

The budget plan for 2018/2019 was based on an assumption of greater expenditure.

Lower Saxony

As concerns the estimation of legal aid, no separation is made between criminal cases and cases other than criminal cases. It is not possible to differentiate between the areas of law in which legal aid was granted.

Saxony

Expenditure is dependent on the number of court proceedings and the value of the subject matter, both of which are beyond the control of the judicial administration. The target is therefore based on a prognosis reached on the basis of how expenditure has developed in previous years, taking into account any possible changes to the law governing costs.

Saxony-Anhalt

Legal assistance in line with the Act on Legal Advice and Assistance

Schleswig-Holstein

In terms of legal aid, no target data can be provided since most jurisdictions include legal aid expenditure in the estimate of expenditure on legal matters, which is why it cannot be shown separately. In terms of legal aid, no target data can be provided (legal aid is only estimated in one of the jurisdiction chapters in a separate budgetary item; apart from that, legal aid is included in the estimate of expenditure on legal matters; see explanations to question 6.3).

Thuringia

The information provided with regard to questions 12.2 and 12.1.2 (non-litigious cases) refers to expenditure for legal advice and assistance.

No information has been provided in this regard by the other Federal Länder.

013. Budget public annuel (approuvé et exécuté) alloué au ministère public, en €.

	Budget approuvé (en €)	Budget exécuté (en €)
Total du budget public annuel alloué au ministère public, en € (dont 13.1)	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
13.1 Budget public annuel alloué à la formation du ministère public	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

Veillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus. De plus, si le budget public annuel alloué au fonctionnement du ministère public qui a été réellement exécuté est différent du budget public annuel approuvé, veuillez indiquer les principales raisons de ces différences : The budget of the courts cannot be separated from budget from the public prosecution.

014. Instances formellement responsables des budgets alloués aux tribunaux (réponses multiples possibles) :

Préparation du budget global des tribunaux	Adoption/approbation du budget global des tribunaux	Gestion et répartition du budget entre les tribunaux	Evaluation de l'utilisation du budget au niveau national
--	---	--	--

Ministère de la Justice	(X) Oui () Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	(X) Oui () Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP
Autre ministère	(X) Oui () Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	(X) Oui () Non [] NAP
Parlement	() Oui (X) Non [] NAP	(X) Oui () Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	(X) Oui () Non [] NAP
Cour Suprême	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	(X) Oui () Non [] NAP
Conseil Supérieur de la Magistrature	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP
Tribunaux	(X) Oui () Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	(X) Oui () Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP
Organisme d'inspection	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	(X) Oui () Non [] NAP
Autre	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP

Si autre ministère et/ou organisme d'inspection et/ou autre, veuillez préciser : Budgetary laws, budget plans, individual plans, budget accounts from the Länder.

014-1. (ancienne question 61) Quelles instances possèdent des compétences budgétaires au sein des tribunaux ?

	Préparation du budget	Arbitrage et répartition du budget	Gestion quotidienne du budget	Evaluation et contrôle de l'utilisation du budget
Conseil d'administration	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Président du tribunal	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Directeur administratif du tribunal	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Greffier en chef	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non
Autre	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser : Bavaria

Labour and social courts: Exact responsibilities are set out in the business roster of each individual court.

Others: Budget management is usually the responsibility of civil servants of the higher intermediate service working in the court administration.

Administrative courts: Budget commissioners.

Brandenburg:

Information provided applicable where a budget commissioner is appointed who is not the head of the court.

Bremen:

The court management is usually supported by a budget officer.

Hamburg:

Responsibility for budget planning, arbitration and allocation lies with the Authority for Justice and Equality as the competent ministerial office. This is done in close coordination with the courts. Budget evaluation and control is based on revenue and expenditure accounting by the Court of Audit and Parliament.

North Rhine-Westphalia:

Specially commissioned court staff.

Saxony:

A budget commissioner is appointed for each court in accordance with section 9 of the Saxon Budget Code (SäHO), unless the court president carries out this task him/herself. Individual budget-related tasks (see table above) can be transferred by the court president or budget commissioner to other court staff, regardless of their function, by including these in the roster allocating court business.

Saxony-Anhalt:

"Other" refers to authorising officers and budget managers within each court.

A2. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions 6 à 14 :

Sources : Information provided by the Länder upon request submitted to the Land justice administrations.

Budgetary laws, budget plans, individual plans, budget accounts from the Länder.

Information from federal courts.

1.1.3. Données budgétaires relatives à l'ensemble du système de justice

015-1. Budget public annuel (approuvé et exécuté) alloué à l'ensemble du système de justice, en € (ce budget global inclut le budget du système judiciaire – voir 15-2 ainsi que d'autres éléments du système de justice – voir 15-3) :

	Budget approuvé (en €)	Budget exécuté (en €)
Budget public annuel alloué à l'ensemble du système de justice, en €	17 079 829 012 [] NA [] NAP	16 792 836 023 [] NA [] NAP

Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus et préciser notamment si une part importante du budget provient d'une organisation internationale. De plus, si le budget public annuel alloué au fonctionnement de l'ensemble du système de justice qui a été réellement exécuté est différent du budget public annuel approuvé, veuillez indiquer les principales raisons de ces différences : Bavaria

The figure provided covers the budget for the justice system and the administrative courts.

Finance, labour and social courts: NA

Administrative courts: Question 15.1 includes the overall allocation for the administrative courts incl. further training costs

Berlin

Consumer protection matters, Bar Examinations Office

Brandenburg

The budget plan for 2017/2018 was based on an assumption of greater expenditure. The total budget calculation for EPL 04 did not include the chapter for Europe and consumer protection departments, Land Office for Occupational Health and Safety, Consumer Protection and Health (LAVG) and INTERREG. The indicated budget includes Land and federal funds only.

Bremen

Figures take account of expenditure in product plan justice as well as justice expenditure in product plan 96, IT budget, of the Free Hanseatic City of Bremen.

Actual expenditure over the financial year fell behind the approved funds.

Rhineland-Palatinate

Rhineland-Palatinate Constitutional Court

Saxony

Expenditure for the justice system in the Free State of Saxony is estimated in section 06 of the Land budget, with the exception of building and maintenance works/management and rental of real estate. This section thus accounts for all expenditure falling within the portfolio of the Saxony State Ministry of Justice. This portfolio includes the courts and public prosecution offices, prisons, Bobritzsch Training Centre, and the Central Office for Information Technology of the Saxon Justice System. Section 06 is split into various chapters, including chapters for each individual jurisdiction and for the public prosecution offices en bloc. However, it is not possible to provide a detailed breakdown of the funds approved in the budget plan and those actually spent over the financial year on each individual branch of the justice system. This is because part of the expenditure earmarked for each branch is estimated in a central chapter and some of these funds are centrally managed. Budget planning for these funds is also centralised. Expenditure on building and maintenance, as well as management and rental of real estate, is estimated in section 14 of the Land budget for the entire of Saxony. Any such expenditure falling within the remit of the Saxony State Ministry of Justice is consolidated into a single chapter within this section. Offices within the remit of the Saxony State Ministry of Finance are responsible for planning and managing funds under section 14. Investment-related expenditure for major building works (i.e. those entailing total building costs exceeding 1 million euros) can be attributed to individual facilities and thus, as a rule, to courts or public prosecution offices. However, investment-related expenditure for minor building works cannot be separated according to courts/public prosecution offices. At each individual court and public prosecution office, as well as at the Central Office for Information Technology in the Saxon Justice System and the Saxony State Ministry of Justice, budget planning, administration and execution fall within the purview of the head of office and the budget commissioner. In total – graded according to the volume of funds – more than 50 offices are involved in planning and managing budgetary resources. It is therefore not possible to draw up an organisational diagram. Expenditure is dependent on the number and scale of court/criminal proceedings as well as the number of inmates, all of which are beyond the control of the judicial administration. Moreover, human resources management entails a certain degree of employee fluctuation (newly hired staff, parental leave, long-term sickness etc.); potential salary increases under collective bargaining agreements can only be estimated; IT projects and planned building works are subject to ongoing amendment. Target figures are based on forecasts and usually differ from actual expenditure.

Saxony-Anhalt

In accordance with the Land Government’s decision on the structuring of the Saxony-Anhalt Land Government and the remits of the various departments, the Ministry of Justice is also responsible for women’s and equality policy. The corresponding budgetary resources are set down in section 11 (judicial budget). The judicial budget does not include expenditure for building maintenance.

Schleswig-Holstein

The information given under question 15.1 is based on the estimate for 2018 in section 09 (2018 target) and the budget actually executed in 2018 (2018 actual).

The information shows the total expenditure of the Justice Ministry including expenditure on the Ministry itself, the prison service and the public prosecution offices.

Explanation of significant deviations between the executed budget in 2018 and the approved budget in 2018: - additional revenues, particularly in the area of court costs,

- reduced expenditure, particularly in the area of staff costs, expenditure on legal matters and other expenditure. Thuringia

Information comprises all estimated/actual expenditure for courts, public prosecution offices, prisons, ministry (incl. Bar Examinations Office), and includes personnel, payments, procedural expenses, investment and IT. It does not include expenditure for building works and maintenance of Land-owned justice facilities or expenditure in the areas of migration and consumer protection.

No information has been provided in this regard by the other Federal Länder.

015-2. Eléments du budget du système judiciaire (Q6, Q7, Q12, Q13)

	Inclus	Non inclus	N'existe pas (NAP)
Tribunaux (voir question 6 ou 7)	(X)	()	()

Aide judiciaire(voir question 12 ou 7)	(X)	()	()
Ministère public (voir question 13 ou 7)	(X)	()	()

015-3. Autres éléments budgétaires

	Inclus	Non inclus	N'existe pas (NAP)
Systeme pénitentiaire	(X)	()	()
Service de probation	(X)	()	()
Conseil supérieur de la magistrature	()	()	(X)
Cour constitutionnelle	()	(X)	()
Service de gestion du système judiciaire	(X)	()	()
Service de l'avocat d'Etat	()	(X)	()
Service de l'exécution	(X)	()	()
Notariat	()	(X)	()
Service d'expertise légale	()	(X)	()
Protection judiciaire de la jeunesse	()	(X)	()
Fonctionnement du ministère de la Justice	(X)	()	()
Services des demandeurs d'asile et réfugiés	()	(X)	()
Service d'immigration	()	(X)	()
Certains services de police (ex : transfert, enquête, sécurité des détenus)	()	(X)	()
Autres	(X)	()	()

Si « autres », veuillez préciser : Training centres for the administration of justice, such as the German Judicial Academy, the Northern German College for the Administration of Justice and educational/further training centres.

A3. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions 15-1, 15-2 et 15-3:

Sources : Budgetary laws, budget plans, individual plans, budget accounts from the Länder

2. Accès à la justice et à l'ensemble des tribunaux

2.1. Aide judiciaire

2.1.1. Champ d'application de l'aide judiciaire

016. L'aide judiciaire concerne-t-elle :

	Affaires pénales	Affaires autres que pénales
Représentation devant les tribunaux	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Conseil juridique, ADR et autres services juridiques	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

016-1. Veuillez décrire brièvement l'organisation du système d'aide judiciaire dans votre pays à la fois avant d'aller devant le tribunal et durant la procédure ?

- Legal aid system before going to court:

According to the Act on Advisory Assistance and Representation for Citizens with a Low Income (Advisory Assistance Act; Gesetz über Rechtsberatung und Vertretung für Bürger mit geringem Einkommen, Beratungshilfegesetz) persons seeking legal aid have access to advisory assistance for the exercise of rights outside court proceedings and in mandatory conciliation proceedings.

Provisions to be met are as follows: litigants cannot mobilise the necessary resources due to their personal and economic circumstances (which is determined according to the standards set out for assistance with court costs under the provisions of the Code of Civil Procedure); there are no other possibilities for assistance, use of which can be expected from the litigant; use of advisory assistance does not seem frivolous (section 1 (1)).

Advisory assistance consists of advice and necessary representation in all legal matters except in criminal and regulatory offence laws in which only advice is granted (section 2 (1) and (3)). Advisory assistance is usually provided by attorneys (section 3). Litigants can apply for a certificate of eligibility at the local court; the application can also be made retroactively within four weeks of directly contacting a consultant (section 6). If legal aid is granted the person has to pay at most 15 Euro to the attorney. Special provisions apply for cross border disputes pursuant to Directive 2003/8/EC and in case of maintenance pursuant to Regulation (EC) No 4/2009.

017. L'aide judiciaire prévoit-elle la couverture ou l'exonération des frais de justice ?

Oui

Non

NAP

Si oui, veuillez préciser :

018. Est-il possible de bénéficier de l'aide judiciaire pour des frais relatifs à l'exécution des décisions de justice (par exemple : honoraires d'un agent d'exécution) ?

Oui

Non

NAP

Si oui, veuillez préciser : -

019. L'aide judiciaire peut-elle être allouée pour d'autres frais (différents de ceux indiqués aux questions 16 à 18, par exemple honoraires d'un conseiller technique ou expert, honoraires d'autres professionnels de la justice (notaires), frais de voyage, etc.) ?

	Affaires pénales	Affaires autres que pénales
Allocation de l'aide judiciaire pour d'autres frais	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

2.1.2. Informations relatives à l'aide judiciaire

020. Veuillez indiquer le nombre d'affaires ayant bénéficié de l'aide judiciaire :

	Total	Affaires portées devant les tribunaux	Affaires non portées devant les tribunaux
TOTAL	506 470 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	506 470 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
En matière pénale	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
En matière autre que pénale	506 470 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	506 470 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Veuillez préciser le cas échéant :

021. En matière pénale, les personnes n'ayant pas les moyens financiers suffisants peuvent-elles bénéficier de l'assistance gratuite (ou financée par un budget public) d'un avocat?

	Assistance gratuite d'un avocat
Personnes mises en cause	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Victimes	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : The assistance of defence counsel is necessary under certain conditions. In cases of necessary defence, defence counsel is appointed for an accused person who does not yet have defence counsel. The incomes and assets of the accused person are immaterial.

022. En matière pénale, ont-elles le libre choix de l'avocat dans le cadre de l'aide judiciaire?

	libre choix de l'avocat
Personnes mises en cause	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Victimes	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires

023-0. Votre pays procède-t-il à un examen des revenus et/ou des biens (patrimoine) du demandeur avant d'octroyer l'aide judiciaire complète ou partielle ?

Oui

Non

Commentaires - Veuillez préciser si d'autres critères sont pris en compte pour l'octroi de l'aide judiciaire et veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus : Section 114 (1), first sentence, of the Code of Civil Procedure (Zivilprozessordnung, ZPO), applies:

Any parties who, due to their personal and economic circumstances, are unable to pay the costs of litigation, or are able to so pay them only in part or only as instalments, will be granted assistance with the court costs upon filing a corresponding application, provided that the action they intend to bring or their defence against an action that has been brought against them has sufficient prospects of success and does not seem frivolous.

In accordance with section 115 (1) ZPO, the parties are to use their income.

Section 115: Use of income and assets

(1) The parties are to use their income. The term "income" comprises all earnings in money or in money's worth. The following are to be deducted in determining the parties' income:

1.

a) The amounts designated in section 82 (2) of Book XII of the Social Code (Sozialgesetzbuch Teil XII, SGB XII);

b) For parties earning an income from economic activities, an amount of 50 percent of the maximum standard rate initially assessed or later updated for the single, or single-parent, beneficiary of benefits granted under stage 1 standard support needs pursuant to the annex to section 28 of Book XII of the Social Code (SGB XII);

2.

a) For the party and the party's spouse or partner under a civil union, the amount of the maximum standard rate initially assessed or later updated for the single, or single-parent, beneficiary of benefits granted under stage 1 standard support needs pursuant to the annex to section 28 of Book XII of the Social Code (SGB XII), increased in each case by 10 percent;

b) In the event of further maintenance payments being made based on a statutory obligation to pay such maintenance, for each person entitled to maintenance, in each case the amount of the maximum standard rate initially assessed or later updated for the person of the corresponding age entitled to benefits granted under standard support needs of stages 3 to 6 pursuant to the annex to section 28 of Book XII of the Social Code (SGB XII), increased in each case by 10 percent;

3. The costs of residential accommodation and heating costs, insofar as they are not obviously disproportionate to the general life circumstances of the party concerned;

4. Extra allowances for additional needs pursuant to section 21 of Book II of the Social Code (SGB II) and pursuant to section 30 of Book XII of the Social Code (SGB XII);

5. With a view to special obligations to which the party is subject, further amounts as appropriate; section 1610a of the Civil Code (Bürgerliches Gesetzbuch, BGB) shall apply mutatis mutandis. The amounts in force at the time at which assistance with court costs is approved shall govern. The Federal Ministry of Justice publishes, in the Federal Law Gazette (Bundesgesetzblatt, BGBI.), the amounts initially assessed or later updated in accordance with the third sentence hereinabove at number 1 lit. b and with number 2. Where these amounts are not full amounts in euros, they are to be rounded down where they are equal to 0.49 euros and less, and shall be rounded up where they are equal to 0.50 euros and higher. The maintenance allowance amounts stipulated by the third sentence hereinabove at number 2 shall be reduced by the income earned by the person entitled to maintenance. Should an annuity be paid, it is to be deducted

instead of the allowance amount wherever reasonable. According to the 2017 announcement on legal aid, from 1 January 2017 onwards the determinative amounts to be deducted from the party's income in accordance with section 115 (1), third sentence, no. 1 letter b and no. 2 of the Code of Civil Procedure (Zivilprozessordnung, ZPO) are: 1. for parties earning an income from economic activities (section 115 (1), third sentence, no. 1 letter b ZPO): 215 euros;

2. for the party and the party's spouse or partner under a civil union (section 115 (1), third sentence, no. 2 letter a ZPO): 473 euros; 3. for each additional person who receives maintenance from the party due to statutory support obligations, depending on their age (section 115 (1), third sentence, no. 2 letter b ZPO): a) adults: 377 euros;

b) children from the age of 14 up until their 18th birthday: 359 euros;

c) children from the age of 6 up until their 14th birthday: 333 euros;

d) children up to their 6th birthday: 272 euros.

For determining the instalments, the following applies in accordance with section 115 (2) ZPO:

Out of that part of the monthly income remaining after deductions ("income to be used"), monthly instalments are to be assessed in the amount of half of the income to be used; such monthly instalments are to be rounded down to a full amount in euros. Where the amount of a monthly instalment is lower than 10 euros, the assessment of monthly instalments is to be desisted from. Where the income to be used is greater than 600 euros, the monthly instalment shall amount to 300 euros plus that part of the income to be used that is in excess of 600 euros. As a maximum, and regardless of the number of court instances in which the proceedings are pursued, a maximum of 48 monthly instalments are to be paid. In accordance with section 115 (3) ZPO, the party is to use its assets to the extent this can reasonably be expected of it. The details are regulated by law.

Legal aid is granted if a party, due to their personal and economic circumstances, is unable to pay the costs of litigation, or can only pay the costs in part or in instalments. This requires an examination of the specific case.

023. Si oui veuillez indiquer ci-dessous:

	Montant du revenu annuel (pour une personne), (en €)	Valeur des biens (patrimoine) (pour une personne), (en €)
Aide judiciaire complète accordée au demandeur en matière pénale	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Aide judiciaire complète accordée au demandeur en matière autre que pénale	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Aide judiciaire partielle accordée au demandeur en matière pénale	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Aide judiciaire partielle accordée au demandeur en matière autre que pénale	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

024. Est-il possible de refuser l'aide judiciaire pour absence de bien-fondé de l'action (par exemple pour caractère abusif de l'action en justice ou en raison de l'absence d'un éventuel succès) ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez expliquer les critères concrets pour refuser l'aide judiciaire : Please refer to the answer to question 23. In accordance with section 114 (1), first sentence, of the Code of Civil Procedure (Zivilprozessordnung, ZPO), parties in need will be granted assistance with the court costs upon filing a corresponding application, provided that the action they intend to bring or their defence against an action that has been brought against them has sufficient prospects of success and does not seem frivolous. However, the requirements for determining the prospects of success cannot be excessive. In general, it must merely seem possible based on a summary examination of the factual and legal situation that the applicant can successfully pursue his case. The approval procedure is explicitly not designed for taking decisions on contentious legal matters. Furthermore, there is no mandatory taking of evidence on the

facts relevant to a decision on the merits. In accordance with section 118 (2), second sentence, ZPO, no witnesses or experts are examined, unless it cannot be established by any other means whether or not the action brought by a party, or the defence against an action brought by others against it, holds out sufficient prospects of success and does not seem frivolous.

Legal aid is only granted if the intended legal action or legal defence has sufficient prospects of success and does not appear to be frivolous.

025. La décision d'accorder ou de refuser l'aide judiciaire est-elle prise par :

- le tribunal
- une instance extérieure au tribunal
- une instance mixte (tribunal/organe externe)

Commentaires

026. Existe-t-il un système privé d'assurance de protection juridique permettant aux personnes physiques (cela ne concerne pas les entreprises ou autres personnes morales) de financer une action en justice ?

- Oui
- Non

Commentaires - Le cas échéant, veuillez donner des indications sur le développement actuel de ce type d'assurance dans votre pays; s'agit-il d'un phénomène en progression ? -

027. La décision judiciaire peut-elle préciser la manière dont les frais de justice payés par les parties au cours de la procédure seront partagés :

	La décision judiciaire précise le partage des frais de justice
en matière pénale	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
en matière autre que pénale	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non

Commentaires

B1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions 20 et 23 :

Sources : Re question 20: Federal Statistical Office:
Special publication series (Fachserie) 10, Civil Courts, Family Courts, Administrative Courts, Financial Courts, Social Courts, Labour Courts

Re question 23.:
Section 115 of the Code of Civil Procedure (Zivilprozessordnung, ZPO), section 166 of the Code of Administrative Court Procedure (Verwaltungsgerichtsordnung, VwGO), section 73a of the Act on Social Court Procedure (Sozialgerichtsgesetz, SGG); section 142 of the Code of Finance Court Procedure (Finanzgerichtsordnung, FGO); sections 114 et seqq. of the Code of Civil Procedure (<https://www.gesetze-iminternet.de/zpo/index.html#BJNR005330950BJNE157201311>)

2.2. Usagers des tribunaux et victimes

2.2.1.Droits des usagers et victimes



028. Existe-t-il des sites/portails Internet officiels (ex: ministère de la Justice, etc.) à partir desquels le public a accès gratuitement :

	Oui	Adresse(s) internet :
aux textes juridiques (codes, lois, règlements, etc.)	()	(X) regarding federal law: www.gesetze-im-internet.de ; regarding the law of the states ("Bundesländer"): www.justiz.de/onlinedienste/bundesundlandesrecht/index.php , http://www.landesrecht-bw.de/jportal/portal/page/bsbawueprod.psml , http://gesetze.berlin.de/jportal/portal/page/bsbeprod.psml , www.recht.nrw.de , www.lexsoft.de/cgi-bin/lexsoft/justizportal_nrw.cgi , http://www.gesetze-rechtsprechung.sh.juris.de/jportal/page/bsshoprod.psml

<p>à la jurisprudence des hautes juridictions</p>	<p>()</p>	<p>(X) www.rechtsprechung-im-internet.de, www.bundesverfassungsgericht.de, www.bundesgerichtshof.de, www.bundesverwaltungsgericht.de, www.bundesfinanzhof.de, www.bundesarbeitsgericht.de, www.bsg.bund.de, www.bundespatentgericht.de, www.justiz.de/onlinedienste/rechtsprechung/index.php, http://lrbw.juris.de/cgi-bin/laender_rechtsprechung/list.py?Gericht=bw&Art=en, http://gerichtsentscheidungen.berlin-brandenburg.de/jportal/portal/t/14lr/bs/10/page/sammlung.psml/bs/10/, https://www.berlin.de/sen/justiz/service/justiz-onlinedienste/, www.nrwe.de, www.vgh.nrw.de, https://www.schleswig-holstein.de/DE/Fachinhalte/E/entscheidungssammlung_justiz/landesrechtsprechungsdatenbank.html</p>
<p>à d'autres documents (par exemple le téléchargement de formulaires, l'enregistrement en ligne)</p>	<p>()</p>	<p>(X) www.justiz.de/bundlaender/index.php, http://www.justiz-bw.de, http://gerichtsentscheidungen.berlin-brandenburg.de/jportal/portal/t/14lr/bs/10/page/sammlung.psml/bs/10/, https://www.berlin.de/sen/justiz/service/justiz-onlinedienste/, www.justiz.nrw.de, https://www.schleswig-holstein.de/DE/Justiz/Gerichte/gerichte_node.html</p>

Veillez préciser quels documents et informations sont inclus dans « à d'autres documents » : The website www.justiz.de provides nationwide access to online services that provide free information, e.g. with regard to register entries, publication of insolvency notices, compulsory auction schedules, interpreters and translators and legal service providers.

Baden-Württemberg: Forms, e.g. legal aid application forms; information on proceedings is also provided online by the courts themselves

Bavaria:

Labour jurisdiction: information from the Labour Ministry; ordinary jurisdiction: Forms and information brochures (see the websites www.justiz.Bavaria.de and www.freistaats.Bavaria.de)

Berlin

(Application) forms used uniformly in all of Germany; online registration to access nationwide justice portals (register portal, compulsory

enforcement portal...)

Hamburg:

Laws and statutory instruments, further information, e.g. <https://justiz.hamburg.de/>

Lower Saxony:

Forms and form completion assistance in the fields of labour law, advisory assistance, guardianship, family law, land register law, insolvency law, summary proceedings for recovery of debt, law governing estates, legal aid, criminal law, law governing compulsory enforcement, other; the online portal "Opferschutz Niedersachsen" (Victim Protection Lower Saxony) provides victims and relatives easy access to information and assistance regarding their rights as well as further information for professionals who work with victims.

North Rhine-Westphalia: Application forms, information brochures regarding various legal topics, more general information, glossary explaining legal terms, links, explanations of the organisational structure of the court system and the Ministry of Justice

Saxony:

Collection of Saxony's laws and statutory instruments (Revosax), websites of some courts, collection of decisions of the ordinary courts of Saxony (ESAMOSplus) Saxony-Anhalt:

No changes in comparison with previous years. Forms, general information on procedures and legal aspects, public relation publications, <http://www.landesrecht.Saxony-Anhalt.de>

029. Votre système prévoit-il une obligation d'informer les parties concernant les délais prévisibles de la procédure judiciaire ?

Oui, toujours

Non

Oui, seulement dans quelques situations particulières

Commentaires - Si oui seulement dans quelques situations particulières, veuillez préciser :

030. Existe-t-il un système d'information spécifique, public et gratuit, pour informer et aider les victimes d'infractions ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : -

031. Existe-t-il des modalités favorables particulières applicables aux catégories de personnes vulnérables suivantes, au cours des procédures judiciaires ?

	Dispositif d'information	Modalités particulières pour les auditions	Autres modalités particulières
Victimes de violence sexuelle/viol	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Victimes du terrorisme	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Mineurs (témoins ou victimes)	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Victimes de violence domestique	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Minorités ethniques	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Personnes handicapées	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non

Délinquants mineurs	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Autres (par exemple, les victimes de la traite des êtres humains, mariage forcé, mutilation sexuelle)	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non

Commentaires - Si « autres personnes vulnérables » et/ou « autres modalités particulières », veuillez préciser : Where they do not have capacity to contract, children are also not capable of suing and being sued, and must be represented in court (e.g. by their parents). Under the law, children are entitled to legal aid. In parent and child matters concerning the child the court shall appoint a suitable guardian ad litem for minors to the extent necessary for representing the child's interests. The guardian ad litem for minors shall determine the interests of the child and shall assert these in the court proceedings. He shall inform the child of the object, course, and potential result of the proceedings in a suitable manner."

Victims of domestic violence may apply for special measures of the court in accordance with the Violence Protection Act (Gewaltschutzgesetz, GewSchG), such as a ban on coming close and the sole allocation of the joint dwelling. In accordance with section 184, second sentence, of the Courts Constitution Act (Gerichtsverfassungsgesetz, GVG), Sorbs may speak Sorbian in court. Section 186 of the Courts Constitution Act contains special provisions for hearing impaired or speech impaired persons for communication in court. The entitlement to join criminal proceedings as private accessory prosecutor opens up the opportunity, pursuant to section 397a (1) of the Code of Criminal Procedure (Strafprozessordnung, StPO), to appoint counsel who is to provide assistance to the aggrieved person at no charge, as well as the right to be present, pursuant to section 406h (1), first sentence, of the Code of Criminal Procedure (StPO), during the course of the entire main proceedings of the trial. Other special arrangements of protection have been provided for by the Code of Criminal Procedure (StPO), such as the audio-visual transmission or recording of testimony during the main hearing (section 247a of the Code of Criminal Procedure (StPO)) or the removal of the defendant from the courtroom during an examination of a witness (who may be a victim) (section 247 of the Code of Criminal Procedure (StPO)). Inasmuch as, in various instances, there is the concern of the witness being placed at risk, any assessment of such risk by the court and the public prosecutor's office will have to consider the age of a juvenile or child. In some instances, the group of witnesses under the age of 16 is given particular consideration: inter alia, the removal of the defendant from the courtroom during their examination by the court is facilitated (section 247, second sentence, of the Code of Criminal Procedure (StPO)); it is permissible to have their examination conducted solely by the presiding judge (section 241a of the Code of Criminal Procedure (StPO)); or the showing of an audio-visual recording of a witness examination before the court is facilitated (section 255a (2) of the Code of Criminal Procedure (StPO)); the same applies to the exclusion of the public from the hearing (section 172 number 4 of the Courts Constitution Act (GVG)). In addition, psychosocial assistance in proceedings (psychosoziale Prozessbegleitung) is embodied in law in order to allow victims of serious criminal offences to receive support before, during and after the main hearing. Child and juvenile victims will generally be legally entitled to free psychosocial assistance in proceedings. As regards other victims of violent or sexual offences, need for such psychosocial assistance will be determined on a case-by-case basis by the court. The latter was included within German law by implementing the Victims Rights Directive (EU) 2012/29 with the Third Act on Reforming the Laws Governing Victims' Rights (3. Opferrechtsreformgesetz).

031-1. Les mineurs peuvent-ils être parties à une procédure judiciaire :

(X) Oui

() Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser pour quelles procédures (civile, pénale, administrative/procédure normale ou accélérée) et à quelles conditions (les mineurs peuvent-ils bénéficier de l'aide judiciaire, d'un avocat, etc.) : -In criminal proceedings, minor victims can play an active role in criminal proceedings and participate in criminal proceedings as joint plaintiffs under the conditions of section 395 of the Code of Criminal Procedure. Joint plaintiffs who are victims of certain offences which are listed in the catalogue of section 397a (1) of the Code of Criminal Procedure receive, upon request and irrespective of their economic preconditions, a free victim lawyer as assistance. All other joint plaintiffs receive legal aid in accordance with section 397a (2) of the Code of Criminal Procedure for the involvement of a lawyer if they are unable to adequately safeguard their own interests or cannot be reasonably expected to do so. Joint plaintiffs are entitled to be present at the main hearing and have their own procedural rights, which are described in more detail in section 397 of the Code of Criminal Procedure, such as the right to ask questions or the right to request evidence. Victims of criminal offences who are entitled to participate in criminal proceedings as joint plaintiffs under the condition of section 395 of the Code of Criminal Procedure, but who do not wish to join the proceedings as joint plaintiffs, receive according to section 406h of the Code of Criminal Procedure a lawyer under

the conditions of section 397a of the Code of Criminal Procedure. They are also entitled to be present at the main hearing and their legal counsel has according to section 406h of the Code of Criminal Procedure a right to ask questions.

-Family court proceedings are governed by the Act on Proceedings in Family Matters and in Matters of Non-Contentious Jurisdiction (Gesetz über das Verfahren in Familiensachen und in den Angelegenheiten der Freiwilligen Gerichtsbarkeit, FamFG). The English version of these provisions can be found here: https://www.gesetze-im-internet.de/englisch_famfg/index.html

According to section 9 (1) no. 3 of the Act on Proceedings in Family Matters and in Matters of Non-Contentious Jurisdiction, a child with limited capacity to contract has capacity to participate in proceedings if he or she is at least 14 years old and is asserting a right granted under civil law in proceedings that affect him or her. Any person with capacity to participate in proceedings can make or accept legally effective declarations – either on their own or via a representative appointed by them.

Minors have capacity to be a party to an action since they can be holders of rights. But since they do not have full capacity to contract, they do not have capacity to sue and be sued. For this reason, they must be represented in court proceedings by a legal representative.

032. Votre pays dispose-t-il d'une procédure d'indemnisation des victimes d'infractions ?

(X) Oui, veuillez préciser pour quels types d'infractions : Compensation in accordance with the Act on Compensation for Victims of Violent Crime (Opferentschädigungsgesetz, OEG) is not contingent on the nature of the criminal offence. It is also not conditional on the offenders being prosecuted. It is, rather, conditional on a person having suffered harm to their health by an intentional, unlawful violent act within German state territory. Equally, surviving dependants of persons who died as a result of the health damage also have a right to benefits. Medical and healthcare benefits are provided, as are pensions to compensate for the health and economic consequences of the damage to health caused by the violent act, as well as benefits to ensure a person's livelihood. Pension payments are made if the damage to health is permanent and reaches a certain minimum level. Psychological damage is recognised as constituting health damage. Additionally, (restricted) benefits have also been provided since 1 July 2009 for damage caused by violent acts committed abroad. The criminal offences which are normally connected with an intentional, unlawful violent at-tack and can cause damage to health, for instance include grievous bodily harm, murder/intentional manslaughter, rape and sexual coercion. Also, deprivation of liberty may constitute a physical attack. According to the law, the following are deemed to be equivalent to a physical attack • the intentional application of poison, • the at least negligent bringing about of a risk to life and limb of another by virtue of a felony committed with means that pose a danger to the public (e.g. arson, explosives attack).

() Non

Commentaires

032-1. Une décision du tribunal est-elle nécessaire dans le cadre de la procédure d'indemnisation ?

() Oui

(X) Non

Commentaires

033. Si oui, cette indemnisation provient-elle :

[X] d'un dispositif avec des fonds publics

[] des dommages et intérêts à payer par la personne responsable

[] d'un dispositif avec des fonds privés

Commentaires

034. Existe-t-il des études permettant d'évaluer le taux de recouvrement des dommages et intérêts octroyés aux victimes par les juridictions ?

() Oui

(X) Non

Commentaires - Si oui, veuillez illustrer avec des données disponibles concernant le taux de recouvrement, le nom des études, la fréquence des études et l'organe responsable :

035. Le procureur a-t-il un rôle spécifique au regard des victimes (protection et assistance) ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : Section 158 (3) sentence 1 of the Code of Criminal Procedure statutes the transmission of reports upon the request of the aggrieved persons: If an aggrieved person resident in Germany reports an offence committed in another Member State of the European Union, the public prosecution office shall - with the exception of the cases referred to in sentence 2 -, upon the request of the aggrieved person, transmit the report to the competent criminal prosecuting authority of the other Member State if the offence is not subject to German criminal law or if prosecution of the offence is dispensed with pursuant to section 153c subsection 1, sentence 1, number 1, also in conjunction with section 153f of the Code of Criminal Procedure. Prosecutors, like other public bodies, must observe the provisions of § 48 (3) of the Code of Criminal Procedure in criminal proceedings. Accordingly, in cases in which the witness is also the injured party, the negotiations, hearings and other investigative acts concerning him must always be carried out taking into account his particular need for protection. The personal circumstances of the witness and the nature and circumstances of the offence shall be taken into account. According to No. 19a of the Guidelines for Criminal and Fines Proceedings (RiStBV), the Public Prosecutor's Office must treat a victim witness who can be identified as being subject to considerable psychological stress with particular empathy and consideration. In order to protect the privacy of the witness questions concerning facts which might dishonour the witness or concerning his / her previous convictions or concerning their personal sphere of life are to be asked only insofar as this is necessary (section 68a of the Code of Criminal Procedure). According to No. 173 RiStBV, public prosecutors ensure that injured persons or their heirs are informed as early as possible of the possibility of asserting claims for compensation pursuant to §§ 403 et seq. of the Code of Criminal Procedure. According to No. 174a RiStBV, they must also check whether victims of criminal offences have already been sufficiently informed of their rights and powers in accordance with their information claims under §§ 406i et seq. of the Code of Criminal Procedure and, if necessary, make up for them. If an injured party submits an application for the appointment of a lawyer as assistance during the investigation procedure, the public prosecutor's office must immediately forward this application to the court in accordance with § 174b RiStBV.

In the case of minor victims of criminal offences, the public prosecutor's office is to avoid repeated interrogations prior to the main hearing as far as possible in accordance with No. 19 (1) RiStBV. In addition, the Public Prosecutor's Office examines in accordance with No. 19 (2) RiStBV whether the video-recording of a judicial interrogation pursuant to § 58a of the Code of Criminal Procedure is indicated in the interlocutory proceedings and suggests, if necessary, such an interrogation and its recording. In this case, it is to ensure that the defence counsel and the accused have the opportunity to participate so that the necessary prerequisites for the use of the recording of the interrogation in the main trial are fulfilled.

The public prosecution office carries out important functions for those injured by criminal offences within the framework of the criminal law confiscation of assets: - In the investigation procedure, the public prosecutor takes preliminary measures to prevent the hiding of incriminated assets and to secure confiscation (section 111b et seq of the Code of Criminal Procedure, section 73 et seq of the Criminal Code). According to section 111l of the Code of Criminal Procedure the public prosecution office shall give the aggrieved person notice of the enforcement of seizure or asset seizure and shall at the same time invite the aggrieved person to declare whether he/she wishes to claim the sum of money equal to the value of that which was obtained by virtue of the offence and the amount thereof. Movable property shall be surrendered to the aggrieved person who has been deprived of it by the offence (section 111n (2) of the Code of Criminal Procedure). - The public prosecution office is also responsible for the return transfer of retracted objects to the aggrieved person and the enforcement of the judicially ordered confiscation of assets (section 459h et seq of the Code of Criminal Procedure). The aggrieved person shall be given notification without delay upon the confiscation order becoming final (section 459i of the Code of Criminal Procedure). The objects confiscated pursuant to sections 73 et seq of the Criminal Code shall be returned to the aggrieved person. The proceeds generated by realization of the objects attached on the ground of asset seizure or a confiscation order shall be disbursed to the aggrieved person. In cases involving a less serious criminal offence and a minor degree of guilt, the public prosecution office may dispense with the preferment of public charges and concurrently issue the direction to the accused according to section 153a (1) sentence 2 number 5 of the Code of Criminal Procedure: making of a serious attempt to reach a mediated agreement with the aggrieved person (victim-offender mediation) thereby trying to make reparation for the offence, in full or to a predominant extent, or to strive therefor. Section 154c of the Code of Criminal Procedure regulates that the public prosecution office may dispense with prosecution of less serious criminal offences of victims of coercion or extortion or human trafficking (sections 240, 253 and 232 of the Criminal Code).

036. Les victimes d'infractions peuvent-elles contester une décision du procureur de classer une affaire ? Veuillez vérifier la cohérence de votre réponse avec celle de la question 105 qui traite de la possibilité pour un procureur "de classer une affaire sans suite, sans avoir besoin d'obtenir une décision d'un juge". (La réponse NAP signifie que le procureur ne peut pas décider de classer une affaire de son propre chef. Une décision d'un juge est nécessaire.)

Oui

Non

NAP

Commentaires - Le cas échéant, veuillez préciser : Section 171 of the Code of Criminal Procedure states that if the Public Prosecutor's Office does not act on a request to bring a public action, or if, after the investigation has been concluded, it decides to terminate the proceedings, it shall give the applicant a written notice stating the reasons of the decision. If the applicant is at the same time the aggrieved person, he/she is in the notice, to be informed of the possibility of challenge and of the deadline provided for this (section 172 (1) of the Code of Criminal Procedure) (section 171, first and second sentence, of the Code of Criminal Procedure). If the applicant is at the same time the aggrieved person, he/she has a right to complain against the notice in accordance with section 171 of the Code of Criminal Procedure within two weeks of notification to the superior official at the public prosecution office (section 172 (1), second sentence, of the Code of Criminal Procedure). The applicant can request a court ruling (proceedings to enforce an action) against the rejection notice of the superior official of the public prosecution office, within one month of the notification. He/she is to be informed of this and of the form provided for this; the deadline does not run if the information has not been provided (section 172 (2), first and second sentences, of the Code of Criminal Procedure). The Higher Regional Court has jurisdiction to rule on the application (section 172 (4), first sentence, of the Code of Criminal Procedure). The application against the rejection notice is not admissible if the proceedings refer exclusively to a criminal offence which can be pursued by the aggrieved person by means of a private action, or if the public prosecution office has refrained from prosecuting the offence for reasons of discretionary prosecution (for instance in accordance with section 153 et seqq. of the Code of Criminal Procedure and section 45 of the Youth Courts Act [Jugendgerichtsgesetz, JGG]).

037. Existe-t-il un système d'indemnisation pour les usagers dans les circonstances suivantes :

	Nombre de demandes d'indemnisation	Nombre de condamnations	Montant total (in €)
Total	<input type="checkbox"/> X] NA <input type="checkbox"/>] NAP	<input type="checkbox"/> X] NA <input type="checkbox"/>] NAP	<input type="checkbox"/> X] NA <input type="checkbox"/>] NAP
Durée excessive de la procédure	<input type="checkbox"/> X] NA <input type="checkbox"/>] NAP	<input type="checkbox"/> X] NA <input type="checkbox"/>] NAP	<input type="checkbox"/> X] NA <input type="checkbox"/>] NAP
Non-exécution des décisions de justice	<input type="checkbox"/> X] NA <input type="checkbox"/>] NAP	<input type="checkbox"/> X] NA <input type="checkbox"/>] NAP	<input type="checkbox"/> X] NA <input type="checkbox"/>] NAP
Arrestation injustifiée	<input type="checkbox"/> X] NA <input type="checkbox"/>] NAP	<input type="checkbox"/> X] NA <input type="checkbox"/>] NAP	<input type="checkbox"/> X] NA <input type="checkbox"/>] NAP
Condamnation injustifiée	<input type="checkbox"/> X] NA <input type="checkbox"/>] NAP	<input type="checkbox"/> X] NA <input type="checkbox"/>] NAP	<input type="checkbox"/> X] NA <input type="checkbox"/>] NAP
Autre	<input type="checkbox"/> X] NA <input type="checkbox"/>] NAP	<input type="checkbox"/> X] NA <input type="checkbox"/>] NAP	<input type="checkbox"/> X] NA <input type="checkbox"/>] NAP

Commentaires - Le cas échéant, veuillez fournir des renseignements concernant la procédure d'indemnisation et la méthode de calcul du montant de l'indemnisation (par exemple, le tarif journalier pour une arrestation ou une condamnation injustifiée) : As a general rule, in the case of excessively long court proceedings, the person concerned has to file a complaint about undue delay (Verzögerungsrüge) with

the court at which the proceedings seem excessively long. If necessary, he or she can then file an application for compensation even if the original proceedings have not yet been concluded. Adequate compensation is granted for pecuniary disadvantages. To the extent that an alternative form of redress would appear insufficient, a fixed amount of €1,200 per year is granted as a general rule for non-pecuniary disadvantages.

The law of state liability is only partly regulated by national law (see below). In addition, there are provisions of Land law, as well as customary and judge-made law.

Provisions of federal law

If the parties to a legal dispute suffer damage because of the excessive length of proceedings, a compensation claim may ensue from section 839 of the Civil Code (Bürgerliches Gesetzbuch, BGB) in conjunction with Article 34 of the Basic Law (Grundgesetz, GG) if there is a case of an official being culpable of refusal or delay in exercising a public function in breach of duty (section 839 (2), second sentence, of the Civil Code). However, the manner in which a judge conducts the proceedings within the scope of section 839 (2), second sentence, of the Civil Code may only be examined for its justifiability due to the constitutional principle of judicial independence.

A creditor's first port of call in procedural terms against the non-execution of a court decision by a bailiff is to lodge a reminder in accordance with section 766 (2) of the Code of Civil Procedure. The court responsible for execution rules on the reminder. If a senior judicial officer of the court responsible for execution wholly or partially rejects a creditor's motion to issue a compulsory enforcement measure, the creditor may lodge an immediate complaint (section 567 (1) no. 2 of the Code of Civil Procedure). If the organ responsible for execution has delayed compulsory enforcement culpably and in breach of duty, there may be a compensation claim under section 839 (1) of the Civil Code in conjunction with Article 34 of the Basic Law.

A claim may also exist under section 839 of the Civil Code in conjunction with Article 34 of the Basic Law in the case of wrongful arrest if the acting official can be accused of a culpable breach of official duty. As regards rulings by the judge responsible for matters of custody, as well as discretionary decisions by the public prosecution office in the investigation proceedings, the decision may only be examined for its justifiability.

In the case of a wrongful judgment, there is an official liability claim under section 839 of the Civil Code in conjunction with Article 34 of the Basic Law if the breach of duty consists of a criminal offence (section 839 (2), first sentence, of the Civil Code).

The claim under section 839 of the Civil Code in conjunction with Article 34 of the Basic Law is to be asserted in the courts of ordinary jurisdiction.

Distinct from these claims are compensation claims under provisions of special statutes, which as a rule are not intended to compensate for the entire damage, but provide lump sums instead.

In cases of acquittal, discontinuation of the proceedings or refusal to initiate the main proceedings, section 2 (1) of the Act on Compensation for Criminal Prosecution Measures (Gesetz über die Entschädigung für Strafverfolgungsmaßnahmen, StrEG) provides for compensation for the damage suffered due to the execution of remand detention or temporary arrest. Where the proceedings are discontinued in accordance with a discretionary provision, compensation may be granted ex bono (section 3 of the Act on Compensation for Criminal Prosecution Measures). The subject of the compensation is the property damage caused by the criminal prosecution measure. In cases of deprivation of liberty on the basis of a court ruling, this can also be immaterial damage (section 7 (1) of the Act on Compensation for Criminal Prosecution Measures). The immaterial compensation is €25 for each day of deprivation of liberty commenced.

The decision on whether or not there is a fundamental obligation to provide compensation is made by the court in the judgment or in the order concluding the proceedings. This is a so-called 'fundamental ruling' in accordance with sections 8 and 9 of the Act on Compensation for Criminal Prosecution Measures. If the public prosecution office discontinues the proceedings, the court issues a fundamental ruling upon application by the accused persons, who must lodge this application within one month after being served with notification about the discontinuation of proceedings. With this notification, the accused must be informed about the right to apply, the application deadline and the court with jurisdiction. Once the fundamental ruling has become final and binding, the claim must be lodged with the investigating public prosecution office within six months. If the deadline is missed, a claim is ruled out. In examining the compensation claim, no official investigation is conducted. Rather, applicants must explain and substantiate their claims. The Land administration of justice, which may however delegate the powers to the public prosecution office or the chief public prosecutor, rules on the application.

Anyone who has suffered damage from a criminal conviction is compensated by the Treasury if the conviction is quashed or reduced in reopened proceedings or otherwise in criminal proceedings after having become final and binding (section 1 (1) of the Act on Compensation for Criminal Prosecution Measures). The same applies if a measure of correction and prevention or an ancillary measure has been ordered without a conviction (section 1 (2) of the Act on Compensation for Criminal Prosecution Measures). The above information applies accordingly in other respects. The implementation of the Act is incumbent on the Länder.

The Act on Legal Redress for Excessive Length of Court Proceedings and of Criminal Investigation Proceedings (Gesetz über den Rechtsschutz bei überlangen Gerichtsverfahren und strafrechtlichen Ermittlungsverfahren, ÜVerfBesG) came into force on 3 December

2011. The “Erfahrungsbericht über die Anwendung des Gesetzes über den Rechtsschutz bei überlangen Gerichtsverfahren und strafrechtlichen Ermittlungsverfahren,” a report on the application of said Act, provides information on case rates and the outcome of proceedings (Official Record of the German Parliament (Bundestagsdrucksache) 18/2950).

2.2.2. Confiance et satisfaction des citoyens dans leur système de justice

038. Votre pays a-t-il mis en place des enquêtes auprès des professionnels de la justice et des usagers des tribunaux pour mesurer leur confiance dans la justice et leur degré de satisfaction par rapport au service rendu ? Si oui, à quelles fréquences et à quels niveaux ?

	Au niveau national	Au niveau des tribunaux
1. Enquêtes auprès des juges	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc
2. Enquêtes auprès du personnel des tribunaux	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc
3. Enquêtes auprès des procureurs	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc
4. Enquêtes auprès des avocats	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc
5. Enquêtes auprès des parties	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc
6. Enquêtes auprès d'autres usagers des tribunaux (par exemple jurés, témoins, experts, interprètes, représentants des agences gouvernementales, ONG)	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc
7. Enquêtes auprès des victimes	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc
8. Autre(s) enquête(s) non mentionnée(s)	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc

Commentaires - Veuillez indiquer les références et les liens vers les enquêtes de satisfaction citées : Baden-Württemberg

A large number of courts in Baden-Württemberg have conducted "customer satisfaction surveys" in the past. All of these courts commissioned and carried out those surveys on their own initiative. The results of customer satisfaction surveys are published regularly under the list of projects available on the intranet of the Ministry of Justice and European Affairs.

Bavaria

Staff surveys are carried out at the Bavarian courts and public prosecution offices every six years as part of a regular audit; in addition to the latter, stand-alone staff surveys are largely carried out three years after the most recent regular audit.

Saxony-Anhalt

Confidential internal satisfaction surveys are carried out on a discretionary basis by the court/prosecution offices as part of ongoing quality management programmes.

040. Existe-t-il un dispositif national ou local permettant de déposer une plainte concernant le fonctionnement du système judiciaire ? (par exemple le traitement d'une affaire par un juge ou la durée d'une procédure)

Oui

Non

Commentaires

041. Si oui veuillez préciser certains aspects de ce dispositif :

	Autorité compétente pour traiter de la plainte	Existence d'un délai pour cette autorité pour traiter la plainte
Tribunal concerné	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Instance supérieure	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Ministère de la Justice	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Conseil supérieur de la magistrature	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Autres organisations extérieures (ex. médiateur)	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non

Commentaires

041-1. Si oui, veuillez préciser certains aspects de ce dispositif :

	Nombre de plaintes	Montant des indemnisations accordées
Tribunal concerné	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Instance supérieure	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Ministère de la Justice	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Conseil supérieur de la magistrature	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Autres organisations extérieures (ex. médiateur)	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Si possible, veuillez donner des informations sur l'efficacité de cette procédure de plainte et veuillez indiquer tout commentaire utile : NA as to the number of complaints and the annual compensation amounts granted.

If there are fears that a judge is biased, the judge may be recused by lodging an objection under section 42 of the Code of Civil Procedure (Zivilprozessordnung, ZPO). The motion to recuse a judge must be filed with the court at which the judge is a member; it may be made orally to be recorded by the court registry. The grounds for the recusal must be substantiated; the party may not be permitted to issue an affidavit. In order to substantiate the challenge, reference may be made to the testimony of the challenged judge. The challenged judge must make an official statement concerning the grounds for the recusal. The court at which the judge is a member must rule on the motion to recuse him/her, without that judge being involved in the decision.

Pursuant to section 198 of the Courts Constitution Act (Gerichtsverfassungsgesetz, GVG), whoever as the result of the unreasonable length of a set of court proceedings experiences a disadvantage as a participant in those proceedings must be given reasonable compensation. The reasonableness of the length of proceedings is assessed in the light of the circumstances of the particular case concerned, in particular the complexity thereof, the importance of what was at stake in the case, and the conduct of the participants and of third persons therein. A court action to enforce a claim under subsection (1) may be brought at the earliest six months after the filing of the censure of delay.

3. Organisation des tribunaux

3.1. Tribunaux

3.1.1. Nombre de tribunaux

042. Nombre de tribunaux considérés comme entités juridiques (structures administratives) et implantations géographiques.

	Nombre de tribunaux
42.1 Tribunaux de droit commun de 1ère instance (entités juridiques)	753 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
42.2 Tribunaux spécialisés de 1ère instance (entités juridiques)	245 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
42.3 Tous les tribunaux (implantations géographiques) (ce chiffre inclut les tribunaux de droit commun de 1ère instance, les tribunaux spécialisés de 1ère instance, tous les tribunaux de seconde instance et cours d'appels et toutes les cours suprêmes)	1 076 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires

043. Nombre (entités juridiques) de tribunaux spécialisés (ou ordre judiciaire spécifique) de 1ère instance

	Nombre de tribunaux
Total (il doit correspondre au nombre indiqué à la question 42.2)	245 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Tribunaux commerciaux (à l'exclusion des tribunaux de faillites)	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP

Tribunaux des faillites	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Tribunaux du travail	108 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Tribunaux des affaires familiales	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Tribunaux des affaires locatives (tribunaux des baux)	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Tribunaux de l'exécution des sanctions pénales	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Tribunaux en matière de lutte contre le terrorisme, le crime organisé ou la corruption	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Tribunaux en matière de contentieux de l'Internet	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Tribunaux administratifs	51 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Tribunaux des assurances et/ou de la sécurité sociale	68 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Tribunaux militaires	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Autres tribunaux spécialisés de 1ère instance	18 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Si « autres tribunaux spécialisés de 1ère instance », veuillez donner des précisions : Finance Courts

044. Une réforme dans la structure des tribunaux est-elle envisagée [par exemple une diminution du nombre de tribunaux (implantations géographiques) ou une réforme de la compétence des tribunaux] ?

Oui

Non

Commentaires - Veuillez préciser : The possibility of combining courts is being considered by individual Länder in order to reduce costs. The regional structures have proven effective.

On 5 November 2019, the Land Government of Schleswig-Holstein adopted a statutory instrument on the concentration of jurisdiction which combines existing concentrations of jurisdiction while adding further concentration provisions. The instrument will be promulgated at the end of the month.

045. Nombre de tribunaux de 1ère instance (implantations géographiques) compétents pour une affaire concernant :

Nombre de tribunaux

le recouvrement d'une petite créance	638 [] NA [] NAP
le licenciement	108 [] NA [] NAP
le vol avec violence	753 [] NA [] NAP
faillite	192 [] NA [] NAP

Commentaires The number of insolvency departments at the Local Court was called at www.justiz.de on 17th July 2019.

045-1. Votre définition d'une petite créance est elle similaire à celle fournie dans la Note explicative ?

Oui

Non

Commentaires - Si ce n'est pas le cas, veuillez préciser votre définition d'une petite créance : Claims up to EUR 600 are regarded as "small claims" (section 495a of the Code of Civil Procedure [Zivilprozessordnung, ZPO]).

045-2. Veuillez indiquer le montant en € d'une petite créance :

[600]

Commentaires The data is published by the Federal Ministry of Justice and Consumer Protection.

C. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions 42, 43 et 45:

Sources : The data are published by the Federal Ministry of Justice.

3.2. Personnel des tribunaux

3.2.1. Juges et personnels non-juges

046. Nombre de juges professionnels siégeant en juridiction (si possible au 31 décembre de l'année de référence). (Veuillez fournir l'information en équivalent temps plein et pour des postes permanents effectivement occupés, pour tous les types de juridictions confondus – droit commun et spécialisées.)

	Total	Hommes	Femmes
Nombre total de juges professionnels (1 + 2 + 3)	20 323 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

1. Nombre de juges professionnels de première instance	15 827 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
2. Nombre de juges professionnels dans les cours d'appel (2ème instance)	4 039 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
3. Nombre de juges professionnels dans les cours suprêmes	457 [] NA [] NAP	310 [] NA [] NAP	147 [] NA [] NAP

Commentaires - Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus : The number of supreme court professional judges is based on judicial statistics. These data are collected and collated every two years (last updated 31/12/2018).

047. Nombre de présidents de tribunaux (juges professionnels).

	Total	Hommes	Femmes
Nombre total de président(e)s de juridictions (1 + 2 + 3)	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
1. Nombre de président(e)s de tribunaux de première instance	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
2. Nombre de président(e)s de cours d'appel (2ème instance)	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
3. Nombre de président(s) de cours suprêmes	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

Commentaires There is no evidence of how many heads of courts there are. There are at least as many heads of courts as there are courts. The total number of heads of the courts is at least the number of Regional Courts plus the number of Higher Regional Courts and the supreme courts.

048. Nombre de juges professionnels exerçant à titre occasionnel et rémunérés comme tel (si possible au 31 décembre de l'année de référence):

	Donnée
Donnée brute	[X] NA [] NAP
Donnée en équivalent temps plein	[X] NA [] NAP

Commentaires - Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation de la réponse à cette question :

048-1. Ces juges professionnels siégeant occasionnellement traitent-ils une partie importante des affaires ?

() Oui Si oui, veuillez apporter des précisions quant aux types d'affaires et une estimation en pourcentage.

.....

(X) Non

[] NAP

049. Nombres de juges non professionnels, non rémunérés, percevant, le cas échéant, un simple défraiement (si possible au 31 décembre de l'année de référence) (y compris les "lay judges" ou juges consulaires ; mais les arbitres ou les jurés sont exclus de cette donnée) :

	Donnée
Donnée brute	105 690 [] NA [] NAP
Donnée en équivalent temps plein	[] NA [X] NAP

Commentaires Schleswig-Holstein: As regards the civil courts and the specialist courts, the numbers from the previous survey were used. The number provided with regard to criminal courts includes 1,256 alternate lay judges.

049-1. Si de tels juges non professionnels existent en première instance dans votre pays, veuillez préciser pour quels types d'affaires :

	Oui	Non	Echevinage
affaires pénales (infractions graves)	()	()	(X)
affaires pénales (infractions mineures)	()	()	(X)
affaires familiales	()	(X)	()
affaires de droit du travail	()	()	(X)
affaires de droit social	()	()	(X)
affaires commerciales	()	()	(X)
affaires de faillite	()	(X)	()
autre affaires civiles	()	()	(X)

[] NAP

Commentaires - Si autre, veuillez préciser : Administrative law cases, finance law cases, in matters subject to the laws governing agriculture, as well as in the Notarsenat, a senate of the court responsible for matters involving notaries, and in the Anwaltsgerichtshof (appellate instance of the disciplinary court for lawyers (Anwaltsgericht)).

050. Votre système judiciaire prévoit-il un jury de jugement avec une participation des citoyens ?

() Oui

(X) Non

050-1. Si oui, pour quell(s) type(s) d'affaire(s) ?

affaires pénales

affaires autres que pénales

Commentaires

051. Veuillez indiquer le nombre de citoyens ayant participé à de tels jurys pour l'année de référence ?

[]

NA

NAP

Commentaires

052. Nombre de personnel non-juge travaillant dans les tribunaux (si possible au 31 décembre de l'année de référence) (cette donnée ne doit pas inclure le personnel travaillant pour les procureurs, voir question 60) (répondre en équivalent temps plein et pour les postes permanents effectivement occupés).

	Total	Hommes	Femmes
Nombre total de personnel non juge travaillant dans les tribunaux (1 + 2 + 3 + 4 + 5)	54 072 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1. Rechtspfleger (ou organes équivalents) chargés de tâches juridictionnelles ou para-juridictionnelles, ayant des compétences autonomes et dont les décisions peuvent être susceptibles de recours.	8 860 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
2. Personnels non juges chargés d'assister les juges à l'instar des greffiers (préparation des dossiers, assistance à l'audience, tenue des procès verbaux, aide à la préparation de la décision)	28 469 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3. Personnels chargés de tâches relatives à l'administration et la gestion des tribunaux (gestion des ressources humaines, gestion des moyens matériels y compris de l'informatique, gestion financière et budgétaire, gestion de la formation)	6 678 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
4. Personnels techniques	1 996 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
5. Autres personnels non juges	8 069 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Si « autres personnels non juges », veuillez préciser :

052-1. Nombre de personnel non-juge par instance (si possible au 31 décembre de l'année de

référence) (cette donnée ne doit pas inclure le personnel travaillant pour les procureurs, voir question 60) (répondre en équivalent temps plein et pour les postes permanents effectivement occupés)

	Total	Hommes	Femmes
Total de personnel non- juge travaillant dans les tribunaux (1 + 2 + 3)	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1. Total de personnel non- juge auprès des tribunaux de première instance	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
2.Total de personnel non- juge auprès des cours d'appel (2ème instance)	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3.Total de personnel non- juge auprès des cours suprêmes	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires Differentiating non-judge staff at first and second instance level based on their gender is not possible since the ordinary court system in Germany consists of three instances (local courts, regional courts and higher regional courts). At the same time, regional courts function as a court of appeal on fact and law but can also hear cases at first instance. Unlike in the case of judges (question 46), non-judge staff are not allocated to individual instances.

053. S'il existe dans votre système judiciaire la fonction de Rechtspfleger (ou organes équivalents), veuillez préciser dans quels domaines ils interviennent :

- pour l'aide judiciaire
- en matière familiale
- pour les ordres de paiement
- pour les affaires liées aux registres (affaires liées au registre foncier et/ou au registre du commerce)
- exécution des affaires civiles
- exécution des affaires pénales
- autres types d'affaires non mentionnés (veuillez préciser en commentaire)
- pour les affaires non contentieuses
- NAP

Commentaires - Veuillez brièvement décrire leur statut et leurs fonctions : Senior judicial officers are civil servants of the executive judicial service who have completed three years of legal training at a university of applied sciences and have passed the state senior judicial officers' examination. As the "second pillar of the third power", they primarily take on tasks in the field of "voluntary jurisdiction" (including in inheritance cases, care cases, parent-and-child and adoption cases, land registry cases, commercial, cooperative and partnership register cases, cases related to associations, cases related to the marriage property register, ship register cases, etc.), but are also responsible for a large number of further court activities, e.g. in the field of the court payment demand proceedings, legal aid, compulsory enforcement, forced sales and coercive administration, insolvency cases, in the field of cost setting, execution of penalties, in the proceedings before the Federal Patent Court, as well as in international legal transactions. The number of senior judicial officers in the Local Courts is already higher today than the number of judges. The scope of the activities of senior judicial officers is regulated in the Act on Senior Judicial Officers (Rechtspflegergesetz, RPflG). Senior judicial officers are factually independent and bound only by law and order in performing their tasks and in their rulings in the same way as judges (section 9 of the Act on Senior Judicial Officers). Admissible appeals exist against their decisions in accordance with the general rules of procedure (section 11 of the Act on Senior Judicial Officers).

054. Les tribunaux ont-ils délégué certains services relevant de leur responsabilité à un service externe ?

Oui

Non

Commentaires

054-1. Si oui, veuillez préciser quels services ont été externalisés :

la maintenance informatique

la formation du personnel

la sécurité

les archives

le nettoyage

autres types de services (veuillez préciser) : In certain Länder, the fields of building cleaning, medical services, janitor services and security are outsourced to external firms.

Commentaires In certain Länder, the fields of building cleaning, medical services, janitor services and security are outsourced to external firms.

C1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions 46, 47, 48, 49 et 52

Sources : Surveys; annual reports and statistics from individual Länder

3.3. Ministère public

3.3.1. Procureurs et personnel



055. Nombre de procureurs (au 31 décembre de l'année de référence). Veuillez fournir l'information en équivalent temps plein et pour des postes permanents effectivement occupés, pour tous les types de juridictions confondus – droit commun et spécialisées .

	Total	Hommes	Femmes
Nombre total de procureurs (1 + 2 + 3)	5 882 [] NA [] NAP	3 026 [] NA [] NAP	2 856 [] NA [] NAP
1. Nombre de procureurs auprès des tribunaux de première instance	5 276 [] NA [] NAP	2 646 [] NA [] NAP	2 630 [] NA [] NAP
2. Nombre de procureurs auprès des cours d'appel (2ème instance)	459 [] NA [] NAP	293 [] NA [] NAP	166 [] NA [] NAP
3. Nombre de procureurs auprès des cours suprêmes	147 [] NA [] NAP	87 [] NA [] NAP	60 [] NA [] NAP

Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus :

056. Nombre de chefs des ministères publics.

	Total	Hommes	Femmes
Nombre total de chefs de ministères publics (1 + 2 + 3)	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1. Nombre de chefs de ministères publics auprès de tribunaux de première instance	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
2. Nombre de chefs de ministères publics auprès des cours d'appel (2ème instance)	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3. Nombre de chefs de ministères publics auprès des cours suprêmes	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Veuillez ajouter tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus : There is no evidence of how many heads of prosecutors there are.

However, since the structure of the public prosecutor's offices (public prosecutor's offices, Attorney General's Office and General Prosecutor's Office) is the same as that of the courts (District Court, Higher Regional Court, Federal Supreme Court), there are at least as many senior prosecutors as there are courts. The total number of heads of the public prosecution offices is at least the number of Regional Courts plus the number of Higher Regional Courts at which the chief public prosecution offices are located.

057. D'autres personnes ont-elles des fonctions comparables à celles des procureurs ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser leurs titres et fonctions :

057-1. Veuillez préciser leur nombre (en équivalent temps plein) :

987]

NA

059. Si oui, est-ce que leur nombre est inclus dans le nombre de procureurs que vous avez indiqué à la question 55 ?

Oui

Non

NAP

Commentaires The number cited concerns exclusively associate public prosecutors at a local court (Amtsanwälte). This figure as well reflects job shares (not a number of heads). Besides these associate public prosecutors, there are trainee jurists, civil parties to criminal proceedings, and revenue authorities. However, their number is not known (NA) and therefore was not included in the answer to question 57. Officials of the public prosecution office: The office of the public prosecution office at the Local Courts can also be exercised by officials of the public prosecution office with a right of audience before the local courts (section 142 (2) of the Courts Constitution Act). The jurisdiction of the officials of the public prosecution office does not encompass preparing public charges in local court proceedings in criminal matters falling under the jurisdiction of courts other than the local courts. In accordance with the Order regarding the Organisation and Service Operations of the Public Prosecution Offices (Anordnung über Organisation und Dienstbetrieb der Staatsanwaltschaft, OrgStA) issued by some Land administrations of justice, officials of the public prosecution office are only assigned criminal matters in which the criminal court judge rules, and then only the criminal matters designated in a list. Trainee jurists:

Responsibility may be assigned to trainee jurists for discharging the duties of an official of the public prosecution office with a right of audience before the local courts and, in an individual case, for discharging the duties of a public prosecutor under the latter's supervision (section 142 (3) of the Courts Constitution Act).

Civil party to criminal proceedings:

Under certain preconditions, some criminal offences can be prosecuted by aggrieved persons by means of a private charge without needing to first call on the public prosecution office. A private charge can also be filed by someone who is entitled to file a request to prosecute in addition to or in place of the aggrieved person.

Revenue authorities:

Tasks comparable to those of the public prosecution office are performed by the revenue authorities in the fiscal criminal proceedings: If the revenue authority conducts the investigation independently in accordance with section 386 (2) of the Fiscal Code (Abgabenordnung, AO), it has the same rights and obligations as the public prosecutor's office has in an investigation (section 399 (1) of the Fiscal Code).

059-1. Les Parquets disposent-ils de procureurs spécifiquement formés en matière de violence domestique et violence sexuelle ?

Oui

Non

Commentaires -

060. Nombre de personnel (non procureurs) rattaché au ministère public (si possible au 31 décembre de l'année de référence) (sans le nombre de personnels non juges, v. question 52)(répondre en équivalent temps plein et pour les postes permanents effectivement pourvus)

	Total	Hommes	Femmes
Nombre de personnel (non procureurs) rattaché au ministère public	11 998 [] NA	3 166 [] NA	8 832 [] NA

Commentaires This figure indicates the number of full-time equivalent staff (not the number of individuals).

- It includes the number of associate prosecutors (i.e. officials of the public prosecution office with a right of audience only before the Local Courts – in German: "Amtsanwälte" – see question 57).

- It covers the public prosecution offices and associate prosecutors' offices based at the Regional Courts (1st instance), the public prosecution offices based at the Higher Regional Courts (2nd instance), and the Office of the Federal Prosecutor General (in this case: number of individuals).

C2. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions 55, 56 et 60

Sources : Federal Office of Justice, personnel overviews, staffing numbers

3.4.Parité hommes/femmes

3.4.1 Dispositions particulières pour faciliter la parité

061-2. Existe-t-il des dispositions particulières pour faciliter la parité hommes/femmes dans le cadre des procédures de recrutement :

Oui, veuillez préciser	Non
------------------------	-----

des juges

(X) Baden-Württemberg:
ChancenG Bavaria: Ordinary
jurisdiction: The Bavarian State
Ministry of Justice's 2018
Equal Opportunities Strategy;
Administrative jurisdiction:
BayGIG (Bavarian Act to
Promote Equality of Women
and Men) and Equal
Opportunities Strategy 2016-
2021 of the Bavarian Ministry
of the Interior, for Sport and
Integration; Fiscal, labour and
social jurisdictions: Eliminating
under-representation as a
criterion in aptitude
comparisons pursuant to Article
33 para. 2 GG (Basic Law).
Berlin: § 8 LGG Bln
Brandenburg: LGG Bbg
Hamburg: HmbGleiG Lower
Saxony: Possibility of
preferential appointment of the
under-represented sex in cases
of equal aptitude, qualifications
and professional achievements
(sections 12, 13 of the Lower
Saxony Equal Rights Act
[Niedersächsisches
Gleichberechtigungsgesetz,
NGG]) North Rhine-
Westphalia: Pursuant to section
7 (1), first sentence, of the
North-Rhine Westphalian Act
on Gender Equality
(Landesgleichstellungsgesetz,
LGG) in conjunction with
section 14 (2) of the Land Civil
Servants Act
(Landesbeamtenengesetz, LBG),
women are to be given priority
for posts by which a civil
service employment
relationship or judicial tenure is
established, in the event of
equal aptitude, qualifications
and professional achievements
if, within the purview of the
appointing authority, there are
fewer women than men holding
positions within the band

()

	<p>proceeding from the same starting grade within the envisaged career bracket, unless reasons specific to an individual male candidate tilt the balance in his favour. Rhineland-Palatinate: Land Act on Gender Equality (Landesgleichstellungsgesetz, LGG) Schleswig-Holstein: Pursuant to section 4 of the Act on Gender Equality of 13 December 1994 (Gleichstellungsgesetz, GstG SH), in cases of equal aptitude, qualifications and achievements women are to be given priority, if women are under-represented.</p>	
--	--	--

des procureurs

(X) Baden-Württemberg:
ChancenG Bavaria: Ordinary
jurisdiction: The Bavarian State
Ministry of Justice's 2018
Equal Opportunities Strategy;
Administrative jurisdiction:
BayGIG (Bavarian Act to
Promote Equality of Women
and Men) and Equal
Opportunities Strategy 2016-
2021 of the Bavarian Ministry
of the Interior, for Sport and
Integration; Fiscal, labour and
social jurisdictions: Eliminating
under-representation as a
criterion in aptitude
comparisons pursuant to Article
33 para. 2 GG (Basic Law).
Berlin: Brandenburg: Hamburg:
Lower Saxony: Possibility of
preferential appointment of the
under-represented sex in cases
of equal aptitude, qualifications
and professional achievements
(sections 12, 13 of the Lower
Saxony Equal Rights Act
[Niedersächsisches
Gleichberechtigungsgesetz,
NGG]) North Rhine-
Westphalia: Pursuant to section
7 (1), first sentence, of the
North-Rhine Westphalian Act
on Gender Equality
(Landesgleichstellungsgesetz,
LGG) in conjunction with
section 14 (2) of the Land Civil
Servants Act
(Landesbeamten-gesetz, LBG),
women are to be given priority
for posts by which a civil
service employment
relationship or judicial tenure is
established, in the event of
equal aptitude, qualifications
and professional achievements
if, within the purview of the
appointing authority, there are
fewer women than men holding
positions within the band
proceeding from the same
starting grade within the

()

	<p>envisaged career bracket, unless reasons specific to an individual male candidate tilt the balance in his favour. Rhineland-Palatinate: Land Act on Gender Equality (Landesgleichstellungsgesetz, LGG) Schleswig-Holstein: Pursuant to section 4 of the Act on Gender Equality of 13 December 1994 (Gleichstellungsgesetz, GstG SH), in cases of equal aptitude, qualifications and achievements women are to be given priority, if women are under-represented.</p>	
--	---	--

du personnel non-juge

(X) Federal Courts of Germany: § 8 Act on Equality between Women and Men in the Federal Administration and in Federal Enterprises and Courts (Federal Act on Gender Equality) Baden-Württemberg: ChancenG Bavaria: Ordinary jurisdiction: The Bavarian State Ministry of Justice's 2018 Equal Opportunities Strategy; Administrative jurisdiction: BayGIG (Bavarian Act to Promote Equality of Women and Men) and Equal Opportunities Strategy 2016-2021 of the Bavarian Ministry of the Interior, for Sport and Integration; Fiscal, labour and social jurisdictions: Eliminating under-representation as a criterion in aptitude comparisons pursuant to Article 33 para. 2 GG (Basic Law). Berlin: Section 8 LGG Bln Brandenburg: LGG Bbg Hamburg: HmbGleiG Hesse: Art. 11,12 et seq. Equal Rights Act of the state Hesse ("HGIG") Mecklenburg-Western Pomerania: Eliminating under-representation as a criterion in aptitude comparisons pursuant to Article 33 para. 2 GG (Basic Law). Lower Saxony: Possibility of preferential appointment of the under-represented sex in cases of equal aptitude, qualifications and professional achievements (sections 12, 13 of the Lower Saxony Equal Rights Act [Niedersächsisches Gleichberechtigungsgesetz, NGG]) North Rhine-Westphalia: Civil servants: Pursuant to section 7 (1), first sentence, of the North-Rhine Westphalian Act on Gender Equality (Landesgleichstellungsgesetz,

()

LGG) in conjunction with section 14 (2) of the Land Civil Servants Act (Landesbeamtengesetz, LBG), women are to be given priority for posts by which a civil service employment relationship or judicial tenure is established, in the event of equal aptitude, qualifications and professional achievements if, within the purview of the appointing authority, there are fewer women than men holding positions within the band proceeding from the same starting grade within the envisaged career bracket, unless reasons specific to an individual male candidate tilt the balance in his favour. Employees: Pursuant to section 7 (2), first sentence, of said Act, in cases of equal aptitude, qualifications and achievements, women are to be given priority when establishing an employment relationship if, within the purview of the agency responsible for making the selection, there are fewer women than men in the respective group of employees, unless reasons specific to an individual male candidate tilt the balance in his favour. Rhineland-Palatinate: Land Act on Gender Equality (Landesgleichstellungsgesetz, LGG) Saarland: Saarland Act on Gender Equality Saxony-Anhalt: Act on the Advancement of Women (Frauenfördergesetz, FrFG) Schleswig-Holstein: Pursuant to section 4 of the Act on Gender Equality of 13 December 1994 (Gleichstellungsgesetz, GstG SH), in cases of equal aptitude, qualifications and achievements women are to be given priority,

	if women are under-represented.	
des avocats	()	(X)
des notaires	()	(X)

des agents d'exécution

(X) Baden-Württemberg:
Chancengleichheit in Bayern: Ordinary
jurisdiction: The Bavarian State
Ministry of Justice's 2018
Equal Opportunities Strategy;
Fiscal, labour and social
jurisdictions: Eliminating
under-representation as a
criterion in aptitude
comparisons pursuant to Article
33 para. 2 GG (Basic Law).
Berlin: Section 8 LGG Bln
Brandenburg: LGG Bbg
Hamburg: HmbGleiG Hesse:
Section 11,12 et seq. Equal
Rights Act of the state Hesse
("HGIG") Mecklenburg-
Western Pomerania:
Eliminating under-
representation as a criterion in
aptitude comparisons pursuant
to Article 33 para. 2 GG (Basic
Law). North Rhine-Westphalia:
Pursuant to section 7 (1), first
sentence, of the North-Rhine
Westphalian Act on Gender
Equality
(Landesgleichstellungsgesetz,
LGG) in conjunction with
section 14 (2) of the Land Civil
Servants Act
(Landesbeamtengesetz, LBG),
women are to be given priority
for posts by which a civil
service employment
relationship or judicial tenure is
established, in the event of
equal aptitude, qualifications
and professional achievements
if, within the purview of the
appointing authority, there are
fewer women than men holding
positions within the band
proceeding from the same
starting grade within the
envisaged career bracket, unless
reasons specific to an individual
male candidate tilt the balance
in his favour. Saarland:
Saarland Act on Gender
Equality Saxony-Anhalt: Act on

()

	<p>the Advancement of Women (Frauenfördergesetz, FrFG) Schleswig-Holstein: Pursuant to section 4 of the Act on Gender Equality of 13 December 1994 (Gleichstellungsgesetz, GstG SH), in cases of equal aptitude, qualifications and achievements women are to be given priority, if women are under-represented.</p>	
--	---	--

[] NA

Commentaires - si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaires. Si vous avez des commentaires supplémentaires, veuillez préciser :

061-3. Existe-t-il des dispositions particulières pour faciliter la parité hommes/femmes dans le cadre des procédures de promotion :

Oui, veuillez préciser	Non
------------------------	-----

des juges

(X) Bavaria: Eliminating under-representation as a criterion in aptitude comparisons pursuant to Article 33 para. 2 GG (Basic Law). Berlin: Section 8 LGG Bln Brandenburg: LGG Bbg Hamburg: HmbGleiG Lower Saxony: Possibility of prioritisation of the under-represented sex in cases of equal aptitude, qualifications and professional achievements (sections 12, 13 of the Lower Saxony Equal Rights Act [Niedersächsisches Gleichberechtigungsgesetz, NGG]) North Rhine-Westphalia: Pursuant to section 7 (1), second sentence, of the Land Act on Gender Equality (LGG) in conjunction with section 19 (6) of the Land Civil Servants Act (LBG), women are to be given priority for promotion in the event of equal aptitude, qualifications and professional achievements if – within the purview of the authority responsible for the promotion – there are fewer women than men at the grade to which promotion is sought within the band proceeding from the same starting grade within the career bracket concerned, unless reasons specific to an individual male candidate tilt the balance in his favour. Rhineland-Palatinate: Land Act on Gender Equality (Landesgleichstellungsgesetz, LGG) Saarland: LGG Saxony-Anhalt: Section 4 of the Act on the Advancement of Women (Frauenförderungsgesetz, FrFG) Schleswig-Holstein: Pursuant to section 4 of the Act on Gender Equality of 13 December 1994 (Gleichstellungsgesetz, GstG SH), in cases of equal aptitude,

()

	qualifications and achievements women are to be given priority, if women are under-represented.	
--	---	--

des procureurs

(X) Baden-Württemberg:
ChancenG Bavaria: Eliminating under-representation as a criterion in aptitude comparisons pursuant to Article 33 para. 2 GG (Basic Law).
Berlin: Section 8 LGG Bln
Brandenburg: LGG Bbg
Hamburg: HmbGleiG Lower Saxony: Possibility of prioritisation of the under-represented sex in cases of equal aptitude, qualifications and professional achievements (sections 12, 13 of the Lower Saxony Equal Rights Act [Niedersächsisches Gleichberechtigungsgesetz, NGG]) North Rhine-Westphalia: Pursuant to section 7 (1), second sentence, of the Land Act on Gender Equality (LGG) in conjunction with section 19 (6) of the Land Civil Servants Act (LBG), women are to be given priority for promotion in the event of equal aptitude, qualifications and professional achievements if – within the purview of the authority responsible for the promotion – there are fewer women than men at the grade to which promotion is sought within the band proceeding from the same starting grade within the career bracket concerned, unless reasons specific to an individual male candidate tilt the balance in his favour. Rhineland-Palatinate: Land Act on Gender Equality (Landesgleichstellungsgesetz, LGG) Saarland: LGG Saxony-Anhalt: Section 4 of the Act on the Advancement of Women (Frauenfördergesetz, FrFG) Schleswig-Holstein: Pursuant to section 4 of the Act on Gender Equality of 13 December 1994 (Gleichstellungsgesetz, GstG)

()

	SH), in cases of equal aptitude, qualifications and achievements women are to be given priority, if women are under-represented.	
--	--	--

du personnel non-juge

(X) Federal Courts of Germany: § 8 Act on Equality between Women and Men in the Federal Administration and in Federal Enterprises and Courts (Federal Act on Gender Equality) Baden-Württemberg: Chancengleichheit G Bavaria: Eliminating under-representation as a criterion in aptitude comparisons pursuant to Article 33 para. 2 GG (Basic Law). Berlin: Section 8 LGG Bln Brandenburg: LGG Bbg Hamburg: HmbGleichG Hesse: Art. 11,12 et seq. Equal Rights Act of the state Hesse (“HGIG”) Mecklenburg-Western Pomerania: Eliminating under-representation as a criterion in aptitude comparisons pursuant to Article 33 para. 2 GG (Basic Law). Lower Saxony: Possibility of prioritisation of the under-represented sex in cases of equal aptitude, qualifications and professional achievements (sections 12, 13 of the Lower Saxony Equal Rights Act [Niedersächsisches Gleichberechtigungsgesetz, NGG]) North Rhine-Westphalia: Pursuant to section 7 (1), second sentence, of the Land Act on Gender Equality (LGG) in conjunction with section 19 (6) of the Land Civil Servants Act (LBG), women are to be given priority for promotion in the event of equal aptitude, qualifications and professional achievements if – within the purview of the authority responsible for the promotion – there are fewer women than men at the grade to which promotion is sought within the band proceeding from the same starting grade within the career bracket concerned, unless reasons

()

	<p>specific to an individual male candidate tilt the balance in his favour. Rhineland-Palatinate: Land Act on Gender Equality (Landesgleichstellungsgesetz, LGG) Saarland: Saarland Act on Gender Equality Schleswig-Holstein: Pursuant to section 4 of the Act on Gender Equality of 13 December 1994 (Gleichstellungsgesetz, GstG SH), in cases of equal aptitude, qualifications and achievements women are to be given priority, if women are under-represented. Saxony-Anhalt: Section 4 of the Act on the Advancement of Women (Frauenförderungsgesetz, FrFG)</p>	
des avocats	()	(X)
des notaires	()	(X)

des agents d'exécution

(X) Baden-Württemberg:
ChancenG Bavaria: Eliminating under-representation as a criterion in aptitude comparisons pursuant to Article 33 para. 2 GG (Basic Law).
Berlin: Section 8 LGG Bln
Brandenburg: LGG Bbg
Hamburg: HmbGleiG Hesse: Art. 11,12 et seq. Equal Rights Act of the state Hesse ("HGIG")
Mecklenburg-Western Pomerania: Eliminating under-representation as a criterion in aptitude comparisons pursuant to Article 33 para. 2 GG (Basic Law). Lower Saxony: Possibility of prioritisation of the under-represented sex in cases of equal aptitude, qualifications and professional achievements (sections 12, 13 of the Lower Saxony Equal Rights Act [Niedersächsisches Gleichberechtigungsgesetz, NGG]) North Rhine-Westphalia: Pursuant to section 7 (1), second sentence, of the Land Act on Gender Equality (LGG) in conjunction with section 19 (6) of the Land Civil Servants Act (LBG), women are to be given priority for promotion in the event of equal aptitude, qualifications and professional achievements if – within the purview of the authority responsible for the promotion – there are fewer women than men at the grade to which promotion is sought within the band proceeding from the same starting grade within the career bracket concerned, unless reasons specific to an individual male candidate tilt the balance in his favour. Rhineland-Palatinate: Land Act on Gender Equality (Landesgleichstellungsgesetz, LGG) Saarland: Saarland Act

()

	<p>on Gender Equality Schleswig-Holstein: Pursuant to section 4 of the Act on Gender Equality of 13 December 1994 (Gleichstellungsgesetz, GstG SH), in cases of equal aptitude, qualifications and achievements women are to be given priority, if women are under-represented.</p> <p>Saxony-Anhalt: Section 4 of the Act on the Advancement of Women (Frauenförderungsgesetz, FrFG)</p>	
--	---	--

[] NA

Commentaires - si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaires . Si vous avez des commentaires supplémentaires, veuillez préciser :

3.4.2 Au niveau national

061-4. Disposez-vous, au niveau national, d'une ou de plusieurs enquêtes ou rapports récents concernant, en tout ou partie, la répartition hommes/femmes au sein du système judiciaire concernant :

	Oui	Non
les juges	(X)	()
les procureurs	(X)	()
le personnel non-juge	(X)	()
les avocats	()	(X)
les notaires	()	(X)
les agents d'exécution	(X)	()

Pièces-jointes

 Bavarian Equal Opportunities Strategy 2018.pdf

Commentaires - Si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaires. Pouvez-vous nous en préciser les références ou le lien internet pour accéder à ce(s) document(s), ou nous le/les adresser ? Federal Courts:

https://www.bmjv.de/DE/Service/Statistiken/Statistiken_node.html (in German)

Bavaria:

The Bavarian Equal Opportunities Strategy 2018 is attached (in German).

Hesse:

<https://soziales.hessen.de/familie-soziales/frauen/hessisches-gleichshyberechtigungsgesetz/vordrucke-frauenfoerder-und> (in German)

061-5. Existe-t-il un programme national ou un document d'orientation visant à promouvoir l'égalité hommes/femmes dans le système judiciaire ?

(X) Oui

() Non

Commentaires - si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaires. Pouvez-vous nous en préciser les références ou indiquer le lien internet pour accéder à ce(s) document(s), ou nous le/les adresser ? Bavaria:

The Bavarian Equal Opportunities Strategy 2018: See Question 061-4.

North Rhine-Westphalia

Pursuant to section 5 (1), first sentence, of the Land Act on Gender Equality (LGG), within the scope of its responsibility for personnel matters, each agency with at least 20 employees must issue an equality plan covering a period of three to five years and updates its plan continuously after the expiration of that period. Pursuant to section 5a (1) of said Act the office issuing the equality plan must prepare a report on personnel development and implemented measures within six months after the end of the period covered by the plan.

Hesse:

https://soziales.hessen.de/sites/default/files/media/hglg-broschuere_0.pdf (in German)

061-6. Existe-il au niveau national une personne (par ex. un commissaire à l'égalité des chances)/une institution spécialement chargée des questions d'égalité hommes/femmes dans le système de justice concernant :

	Oui, veuillez préciser	Non
le recrutement des juges	(X) Equal opportunities officer	()
la promotion des juges	(X) Equal opportunities officer	()
le recrutement des procureurs	(X) Equal opportunities officer	()
la promotion des procureurs	(X) Equal opportunities officer	()
le recrutement du personnel non-juge	(X) Equal opportunities officer	()
la promotion du personnel non-juge	(X) Equal opportunities officer	()

Commentaires - Si cela concerne une autre situation que celle du recrutement ou de la promotion, veuillez préciser. Si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaires

061-6-1. Veuillez préciser le texte qui met en place cette personne/institution :

(titre, date, nature du texte) Federal Courts of Germany:

Act on Equality between Women and Men in the Federal Administration and in Federal Enterprises and Courts (Federal Act on Gender Equality) of 24 April 2015 (Federal Law Gazette I, p. 642, 643), as last amended by Article of the Act of 23 December 2016 (Federal Law Gazette I, p. 3191).

English version: http://www.gesetze-im-internet.de/englisch_bgleig/englisch_bgleig.html#p0059

Baden-Württemberg:

Section 15 of the Act to Establish Equal Opportunities for Women and Men in the Public Service in Baden-Württemberg (ChancenG) of 23 February 2016.

Bavaria:

Bavarian Act on the Equal Treatment of Women and Men [Bayerisches Gleichstellungsgesetz - BayGIG] of 24 May 1996 (GVBl. p. 186), BayRS 2039-1-A

Berlin:

Section 16 of the Land Act on Gender Equality (LGG) as amended on 18 November 2010* (women's representative)

Brandenburg:

Section 19a and section 22 (1) no. 1 of the Act on Gender Equality of the Land of Brandenburg:

<http://bravors.lvnbb.de/gesetze/lgg>

Bremen:

NA

Hamburg: Sections 18 - 21 of the Hamburg Act on the Equal Treatment of Men and Women in the Public Service (HmbGleiG) of 2 December 2014

Hesse: Section 15 HGIG, a state law provision entered into force on January 1 2016. It stipulates the appointment of a women's and equal opportunities commissioner in (public) offices with more than 50 public servants. It inter alia applies to the Ministry of Justice of Hesse

Mecklenburg-Western Pomerania:

Act on the Equal Treatment of Men and Women in the Public Service of the Land of Mecklenburg-West Pomerania – Equal Treatment Act (GIG M-V of 11.07.2016 – GVOBl. M-V 2016, p. 550).

Lower Saxony:

Equal opportunities officer

North Rhine-Westphalia:

Section 15 et seqq. of the Land Equal Treatment Act of 9 November 1999 primarily concerns the appointment, official status, duties, rights and potential remedies of the equal opportunities officers.

Rhineland-Palatinate:

Sections 18 to 30 of the Land Equal Treatment Act (LGG) of 22 December 2015 (GVBl. 2015, p. 505) sets out rules on, inter alia, the recruitment procedure, terms of office, duties and participation rights of the equal opportunities officers who work in the agencies.

Saarland:

Saarland Act on Gender Equality

Saxony: The recruitment, legal status, duties, competences and rights of the women's officers are regulated in sections 18 to 22 of the Act on the Advancement of Women in Saxony (SächsFFG).

Saxony-Anhalt: Full time equal opportunities officer, §§ 14,15 des Frauenfördergesetzes.

Schleswig-Holstein: Sections 18 et seqq. of the Act on the Equal Treatment of Women in the Public Service (Gleichstellungsgesetz - GstG) of 13 December 1994 (GVOBl. Schl.-H. p. 562), recently amended by the Act of 11 December 2014 (GVOBl. Schl.-H. p. 464).

Thuringia:

According to the Thuringian Equal Treatment Act these functions lie with the respective equal opportunities officer. However, apart from prison service, not every agency has appointed an equal opportunities officer.

As far as the appointment of judges and public prosecutors is concerned, this question must be answered in the negative. When it comes to the promotion of judges and public prosecutors, the respective Council for Judicial Appointments or the Main Council of Public Prosecutors conducts an ad-hoc review where necessary in accordance with the Thuringian Judiciary Act of whether the principles of equal treatment for men and women have been put into effect.

As far as non-judicial professions are concerned, it is the task of the equal opportunities officer, if one has been appointed, to ensure compliance with the requirements.

[] NAP

061-6-2. Veuillez préciser le statut de cette personne/institution :

(par ex. indépendante, rattachée au ministère de la justice, à un Conseil supérieur de la magistrature ou équivalent ou à un organisme interministériel spécialement dédié à l'égalité homme/femme) Federal Courts of Germany:

According to § 24 of the Federal Act on Gender Equality the equal opportunities officer is a member of the personnel management

and reports directly to the head of the agency. The equal opportunities officer is not bound by instructions in the discharge of her duties.

Baden-Württemberg:

The equal opportunities officer is a female employee who is part of the agency in which she will exercise her function. The agency management must relieve the equal opportunities officer from her other official obligations to the necessary extent. The equal opportunities officer may only be relocated, transferred or seconded against her will if this is unavoidable for urgent organizational reasons – particularly considering her role as equal opportunities officer. She is not bound by instructions in the discharge of her duties, and receives the personnel and material resources needed to fulfil her tasks.

Bavaria:

Bavarian Act on Gender Equality

Article 16 – Legal status

(1) Equal opportunities officers report directly to the head of their agency or to his or her permanent deputy.

Berlin:

The women's representatives are independent.

Brandenburg:

The Land equal opportunities officer is appointed by the Land government and reports in an administrative sense to the ministry responsible for matters of equality. The equal opportunities officer of the Ministry of Justice is appointed by the Ministry of Justice and reports to the Ministry of Justice. Neither are bound by instructions in the discharge of their duties.

Bremen: NA

Hamburg:

§ 19 HmbGleiG: directly assigned to the management of the service, do not belong to staff council, independent authority ("The equality commissioners are directly assigned to the management of the service. They may not belong to the staff council. They are not bound by instructions in the exercise of the tasks and rights with which they have been assigned.")

Hesse:

The women's and equal opportunities commissioner, who must be a woman, is directly allocated to the unit management. Her responsibilities and competences are part of her official duties in the respective office. To the extent of her activity as women's and equal opportunities commissioner she is independent.

Mecklenburg-Western Pomerania:

Mecklenburg-Western Pomeranian Act on Gender Equality

Section 19 – Legal status

(1) Equal opportunities officers continue to be a member of their agency in this role. They report directly to the head of their agency.

Lower Saxony:

The Equal Opportunities Officer is an independent member of the administration.

North Rhine-Westphalia:

Pursuant to section 16 (1) LGG, the equal opportunities officer performs her tasks as a member of the agency's administrative department. In so doing, she is not bound by technical instructions and can determine in particular the priority of her individual tasks. A conflict of interests with her other official duties should be avoided.

Rhineland-Palatinate:

The equal opportunities officer is part of the administrative department. She is directly subordinate in the exercise of her duties to the agency management (section 20 (1) sentence 1 LGG). In the exercise of her office, she is not bound by technical instructions and may not be obstructed (section 20 (2) LGG). Furthermore, she may not be disadvantaged or favoured on account of her office. This applies in particular to her career development. She is protected from termination, transfer, secondment, relocation and assignment in the same way as members of the body representing staff (section 20 (3) LGG).

Saarland:

The women's officer

Saxony:

Pursuant to section 18 SächsFFG, the women's officer at the Saxony Ministry of Justice is a representative of the employer. She is appointed by the State Secretary. The women's officer is part of the administrative department. She reports directly to the agency

management. The women's officer is not bound by instructions in the discharge of her duties.

Saxony-Anhalt:

The full-time equal opportunities officer is an employee of the Ministry for Justice and Equality. Pursuant to section 14 of the Act on the Advancement of Women (FrFG) of the Land of Saxony-Anhalt, the Land Administrative Office and every supreme Land authority with more than 300 employees in its remit is required to appoint a full-time equal opportunities officer. There are full-time equal opportunities officers in the State Chancellery, the Ministries, the Land parliament and the Land Administrative Office. As a staff unit, they are directly subordinate to the agency management. They aim to ensure the equal treatment of female and male employees in the administrative sector. In particular, this includes improving the professional situation and career development, as well as promoting the compatibility of family and work for women and men. Their tasks and rights are set out in section 15 FrFG.

Schleswig-Holstein:

Pursuant to section 18 of the Act on Gender Equality (Gleichstellungsgesetz, GstG SH) the equal opportunities officer reports directly to the head of the agency. According to section 21 of said Act she is not bound by technical instructions in the discharge of her duties and the exercise of her rights under that Act.

Thuringia:

The council for judicial appointments and the prosecutors' central staff council are made up of judges and public prosecutors. They are free in their deliberations and voting decisions and are not subject to the right to issue instructions. There are no statistics pertaining to equal opportunities officers. The equal opportunities officer in each prison is not subject to the right to issue instructions, and turns directly to the prison governor as head of agency should any issues arise.

[] NAP

061-6-3. Veuillez préciser si cette personne/institution a une fonction d'information et de consultation ou si ses avis ou décisions ont des conséquences juridiques :

(par ex. bloquer une décision, ouvrir un droit à recours) Federal Courts of Germany:

The possibilities of participation and the right of objection of the equal opportunities officer are given in section 32 to 35 of the Federal Act on Gender Equality. For example, according to section 32 of the Federal Act on Gender Equality the equal opportunities officer has different possibilities of participation, e.g. she shall be entitled and obliged to bring matters directly before the head of the agency, has a right of initiative in respect of all matters which are subject to her participation (cf. section 25 subsection 1 and section 27 subsection 1 of the Federal Act on Gender Equality). Furthermore the equal opportunities officer shall have a right of objection vis-à-vis the head of the agency (section 33 Federal Act on Gender Equality) and may bring the matter before the administrative court (section 34 Federal Act on Gender Equality). Concerning settling issues of fundamental significance, in particular as regards interpreting this Act, the equal opportunities officer and her deputies may turn directly to the Federal Ministry for Family Affairs, Senior Citizens, Women and Youth (section 35 Federal Act on Gender Equality).

Baden-Württemberg:

The equal opportunities officer reports directly to the agency management and has a direct right of recitation. She is to be fully trained at an early stage to the extent required to properly exercise her duties and rights of participation. All of the documents and information necessary for this must be given to her early on. She has a right of initiative for measures aimed at advancing the career development of women. She can also voice her opinion on substantive issues related to equal rights for men and women, the career development of women, and the compatibility of family, care and career. In addition, she can hold consultation hours during the working day, and can convene a meeting of the agency's female employees. When filling job vacancies, the equal opportunities officer can participate in interviews and discussions related to the staff selection process. The agency must include the equal opportunities officer at an early stage in decisions on every staff appointment and promotion. She must be informed of all data relevant to the decision and must receive the necessary application documents at an early stage. This includes application documents from male applicants who meet the requirements of the available position or office. The equal opportunities officer may only access data from personnel files if the persons concerned have provided their consent. The equal opportunities officer does not have a formal right of veto against personnel

decisions.

Bavaria:

Bavarian Act on Gender Equality

Article 17 – Tasks

(1) Equal opportunities officers are tasked with promoting and monitoring enforcement of this Act and of the Equal Opportunities Strategy and with supporting the latter's implementation. In addition, equal opportunities officers are tasked with promoting implementation of this Act, on their own initiative, and with improving the situation of women as well as women's and men's ability to reconcile work and family life.

Berlin:

The women's officers have a right to information, the right to access files and the right to put forward their opinion.

Brandenburg:

The Land equal opportunities officer acts in an advisory capacity only. The equal opportunities officer of the Ministry of Justice has a comprehensive right to information. She can object to measures planned by the Ministry and thereby initiate a review process. She also has the right to seek a finding before the court that the Land Equal Rights Act has been violated.

Bremen:

NA

Hamburg:

Section 21 HmbGleiG: right to information and possibility of statement, possibility to participate in personnel selection interviews, right to complaint, right to suggest measures to achieve gender equality ("The equal opportunities officers are to be immediately and comprehensively informed of all pending personnel, social and organisational measures relating to the equal treatment of men and women and the compatibility of gainful employment and family work; they must be afforded the opportunity to give their opinion on these measures. They are authorised to participate in discussions regarding staff selection. Should the equality opportunities officers consider a planned measure to be incompatible with this Act, they can raise an objection to this measure (...) with the agency management. If an objection is raised on time, the agency must check the objections and, if necessary, come to a new decision. The measure may only be enacted if a decision dismissing the objection has been justified to the equal opportunities officer in writing. The equal opportunities officer can propose measures aimed at ensuring the equal treatment of women and men and improving the compatibility of family and career at the agency. The agency shall review the proposals and disclose the results to the equality opportunities officers in writing.")

Hesse:

The women's and equal opportunities commissioner has the right to be involved in all personal, organisational and social measures early on. She has the opportunity to participate in staff council meetings. Apart from this information and consultative function she has a right to object, if she considers a measure not to be in compliance with the Equal Rights Act of the state Hesse (HGIG). If the objection is not redressed, she has the right to bring an action to the administrative court.

Mecklenburg-Western Pomerania:

Mecklenburg-Western Pomeranian Act on Gender Equality

Section 18 – Tasks

(1) In each agency in which a staff committee, a council of judges or a council of public prosecutors is to be elected, the female employees shall elect an equal opportunities officer and a deputy to be appointed by the agency. The equal opportunities officers support the agency in regard to matters concerning gender equality and women's and men's ability to reconcile work, family life and care work. They provide advice on enforcing this Act and other provisions governing gender equality. In addition, they promote implementation of this Act on their own initiative and act as a point of contact for employees. More specifically, their tasks include: 1. participation in all personnel, organisational and social measures taken in their agency which concern gender equality, women's and men's ability to reconcile work, family life and care work, and protection against sexual harassment in the workplace; 2. advising and supporting all employees in respect of their professional promotion, overcoming discrimination, and issues around the reconciliation of work, family life and care work; and 3. supporting implementation of the General Act on Equal Treatment as regards protecting against gender discrimination and sexual harassment within the agency.

Lower Saxony:

Unbound action, exchange of information with the Department, right to information

North Rhine-Westphalia:

Pursuant to section 17 (1) LGG, the equal opportunities officer supports and advises the agency and participates in the implementation of the Land Equal Rights Act and all other provisions and measures affecting – or potentially affecting – the equal treatment of men and women. This applies in particular to personnel measures including job advertisements, selection procedures and interviews. If the equal opportunities officer is not involved in the measure, or is not involved in the measure on time, then the measure will be unlawful according to section 18 (3) first sentence LGG.

Pursuant to section 16 (1) LGG the equal opportunities officer performs her duties as a member of the administration of the agency. In this respect, she is not bound by technical instructions and is, in particular, free to decide on the prioritization of her tasks. A conflict of interests in regard to her other official duties is to be avoided.

Rhineland-Palatinate:

The equal opportunities officer has the right to participate in all social, organisational and personnel measures relating to

1. equal treatment of men and women or
2. the compatibility of career and family or
3. the protection of female employees from harassment and sexual harassment in the workplace.

The agency must inform the equal opportunities officer of all measures in which the equal opportunities officer has the right to participate. It must inform the equal opportunities officer in a timely and comprehensive manner which enables her to perform her duties and exercise her rights. This includes providing the equal opportunities officer with all of the required documents. Personnel files should only be provided to the equal opportunities officer if the employees in question have already provided written consent. For staff appointments, promotions and upgrades to higher pay bands, the equal opportunities officer must be involved before the staff representation body or the body representing staff with disabilities. All documents related to the application and selection process must be provided to the equal opportunities officer if she requests them. She can participate in all interviews. If the agency submits a written opinion to another agency, the contents of which concern the equality issues mentioned in section 24 (1) LGG, then the equal opportunities officer can also add her own opinion. The equality opportunities officer can object to a measure taken by the agency if the measure is incompatible with this Act or with other provisions concerning the equal treatment of women and men. This also applies when the equal opportunities officer is not involved in a particular measure or is not informed of a measure in time (section 29 (1) LGG).

Saarland:

Section 23 LGG (tasks and rights of women's officers) and section 24 LGG (right to object)

Saxony:

The women's officer monitors the implementation of the Act on the Advancement of Women. She has the right of initiative. She must be informed of and involved in the relevant procedures at an early stage. She can raise objections with the agency management to violations of SächsFFG or other equality provisions, section 22 SächsFFG. She does not have any additional powers.

Saxony-Anhalt:

The full-time equal opportunities officers contribute to the implementation of the Act on the Advancement of Women. They work with the Central Office for Women's Policy of the Land of Saxony-Anhalt in matters relating to the Act's objectives. As staff units they are directly subordinated to the agency's management. They must be informed comprehensively and on time of all personnel, social and organisational measures and must be involved in the process upon their request. They are not bound by any technical orders or instructions in the discharge of their duties. Equal opportunities officers are to be given the documents needed to carry out their tasks if they so request. All necessary information from personnel files must be provided to them. If their rights are not observed, if formal requirements are not complied with, or if the objectives for advancement plans for women are not adhered to, equal opportunities officers may raise an objection – with suspensive effect – vis-à-vis the agency management. The objection must be discussed once again, and a final decision made, within a period of two weeks. For more details, we refer to section 15 FrFG.

Schleswig-Holstein:

Where the Justice Ministry's equal opportunities officer objects to a measure, the measure may only be continued upon the express instruction of the Minister. Where a subordinate agency's equal opportunities officer raises an objection, a decision by the superior agency must be obtained.

Thuringia:

With regard to the rights of equal opportunities officers, we refer to sections 19 to 21 of the Thuringia Act on the Equal Treatment of

Men and Women.

As for the rights of the council for judicial appointments and the prosecutors' central staff council, we would refer to section 49 of the Judiciary Act of Thuringia, which in its current version reads as follows:

(1) If the council for judicial appointments submits an opinion contradicting the measure intended by the minister responsible for the judiciary, then an oral discussion of the matter must take place between the minister or his permanent deputy and the council for judicial appointments with the aim of reaching an agreement. The agreement discussions must take place within four weeks of the opinion's receipt by the council for judicial appointments.

(2) If the oral discussion does not lead to an agreement, a decision shall be made by the minister responsible for the judiciary.

[] NAP

3.4.3 Au niveau des tribunaux/des services du ministère public

061-7. Existe-t-il, au niveau des tribunaux ou des services du ministère public une personne (par ex. un commissaire à l'égalité des chances)/institution spécialement chargée de veiller au respect de l'égalité hommes/femmes concernant l'organisation du travail judiciaire :

	Oui	Non
dans les tribunaux (juges)	(X)	()
dans les services du ministère public (procureurs)	(X)	()
pour le personnel non-juge des tribunaux	(X)	()

Commentaires - Si oui, veuillez préciser leurs titres et leurs fonctions. Si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaires . Baden-Württemberg:

The equal opportunities officer is to be involved at an early stage in social and organisational measures undertaken by her agency as far as these may impact upon the workplace conditions for female employees.

Bavaria:

A Gender Equality Officer

Hesse:

Working hours / Modalities of teleworking and presence in the work space: Yes (part-time Work at administrative courts)

061-8. La féminisation de certaines fonctions - si elle existe dans votre pays – au sein des tribunaux ou des ministère public a-t-elle conduit à des modifications concrètes dans l'organisation du travail dans les domaines suivants :

	Oui	Non
Affectation dans les différents postes	()	(X)
Répartition de la charge de travail	()	(X)
Horaires de travail	()	(X)

Modalités du télé-travail et présence dans les locaux de travail	()	(X)
Remplacement des personnes absentes	()	(X)
Organisation des audiences	()	(X)
Autres	()	(X)

Commentaires - Si « autres », pouvez-vous préciser ? Pouvez-vous également donner des exemples concrets dans les différentes hypothèses évoquées ? Si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaires.

061-9. Pour améliorer la parité dans l'accès aux différentes professions judiciaires et l'égalité dans la promotion ou dans l'accès aux fonctions de responsabilité, quelles sont, dans votre pays :

les mesures déjà mises en œuvre (veuillez préciser) : Bavaria:
 Measures are continuously being implemented to improve gender equality in the public service in Bavaria. Under the Bavarian Act on Gender Equality, these measures must, for instance, be documented, updated and evaluated in Gender Equality Strategies. See question 61-4.
 Saxony-Anhalt:
 Training/publications on gender equality in relation to evaluations

les mesures prévues (veuillez préciser) : NA

Commentaires - Si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaires NA

[] NAP

061-10. Dans le système judiciaire de votre pays (en se basant éventuellement sur des évaluations, études ou rapports officiels), quelles sont les principales causes d'inégalités dans :

les procédures de recrutement (veuillez préciser) : NA

les procédures de promotion et l'accès aux fonctions de responsabilité (veuillez préciser) : NA

[] NAP

061-11. Dans vos tribunaux, une attention particulière est-elle portée à la question de la parité vis-à-vis du public ou des usagers de la justice, notamment :

	Oui, veuillez préciser	Non
les magistrats ou personnel des tribunaux sont plus des hommes ou des femmes selon certains types d'affaires	()	(X)
la composition des audiences collégiales est toujours mixte	()	(X)
il existe des statistiques hommes/femmes concernant les personnes qui saisissent le tribunal/les victimes, les auteurs d'infractions, etc.	()	(X)

Commentaires - si vous avez des commentaires supplémentaires, veuillez préciser. Si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaires . Saxony-Anhalt: Gender-disaggregated data on victims can be found in: Interministerial Victim Protection Report of the Land government of Saxony-Anhalt (Interministerieller Opferschutzbericht der Landesregierung Sachsen-Anhalt), last updated: 30.10.2015- https://mj.Saxony-Anhalt.de/fileadmin/Bibliothek/Politik_und_Verwaltung/MJ/MJ/recht/opferschutzbericht_1.pdf (in Deutsch)

3.5 Utilisation des technologies informatique dans les tribunaux

3.5.1 Politiques générales en matière de technologie informatique dans le système judiciaire

062-1. Principes de base et modèles utilisés dans la définition des politiques et stratégies relatives aux technologies informatiques

	Organisation
Politiques et stratégies informatiques	<input type="checkbox"/> définies et coordonnées au niveau national par une institution <input checked="" type="checkbox"/> définies et coordonnées au niveau national conjointement par plusieurs institutions <input type="checkbox"/> définies et coordonnées au niveau des l'unité/ partie prenante <input type="checkbox"/> autre

TI Gouvernance informatique	<input type="checkbox"/> gouvernance au niveau national par une institution <input checked="" type="checkbox"/> gouvernance au niveau national conjointement par plusieurs institutions <input type="checkbox"/> organisées au niveau des l'unité/partie prenante <input type="checkbox"/> autre
------------------------------------	---

Commentaires

065-1. Dans le cas où il existe une structure nationale qui est en charge de la politique et de la gouvernance stratégique concernant la modernisation du système judiciaire (en s'appuyant, notamment, sur l'informatique) quelle est la composition de cette structure ?

personnels administratifs, techniques et scientifiques seulement

équipes mixtes comprenant des personnels judiciaires (juges/procureurs/etc.) et des personnels administratifs/techniques/scientifiques

autres (préciser en commentaire)

Commentaires - (veuillez préciser si d'autres approches de modernisation ont été mises en œuvre) By national structure is meant: -E-Justice-Council (E-Justice-Rat)
 -Joint Commission of the Federal and States governments for the Information Technology in the Judiciary (Bund-Länder-Kommission für Informationstechnik in der Justiz)

065-2. Quel est le modèle d'organisation majoritairement retenu pour mener des projets structurels informatiques dans les tribunaux et la gestion des applications (maintenance, évolution) ?

	Conduite des nouveaux projets	Gestion des applications
Majoritairement par un service informatique avec l'appui de professionnels du domaine (juges, procureurs, personnel judiciaire non-juge, etc.)	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> No
Majoritairement par les professionnels du domaine (juges, procureurs, personnel judiciaire non-juge, etc.) en association avec un service informatique interne et/ou un prestataire externe	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> No
Autres approches (prestation externe uniquement – préciser en commentaire)	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> No

Commentaires - veuillez apporter des précisions également en cas d' « autres approches »

065-3. Existe-t-il un dispositif de détection et de valorisation des innovations en matière de technologies de l'information issues d'initiatives personnelles et/ou des tribunaux ?

Oui

Non

Commentaires (précisez notamment les projets ayant connu des développements nationaux) -

065-4. Avez-vous mesuré l'impact résultant de la mise en œuvre d'une ou de plusieurs des

composantes de votre nouveau système d'information ?

Oui

Non

065-4-1. Si oui, avez-vous mesuré l'impact sur (multiples réponses possibles) :

- les processus opérationnels
- la charge de travail
- les ressources humaines
- les coûts
- autres, veuillez préciser

Commentaires (veuillez donner des exemples d'impact)

3.5.2 Sécurité du système d'information des tribunaux et protection des données à caractère personnel

065-5. Existe-t-il des audits indépendants ou autres mécanismes qui contribuent à la politique globale de sécurité concernant le système d'information judiciaire ?

Oui

Non

Commentaires (précisez notamment si des cadres nationaux de sécurité informatique existent) -

065-6. Une législation assure-t-elle la protection des données à caractère personnel traitées par les tribunaux ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser notamment : l'existence d'autorités spécifiquement en charge de la protection des données à caractère personnel ; l'étendue des droits conférés aux citoyens dans le cadre spécifique des logiciels utilisés par les tribunaux ; l'existence de contrôles ou de limitations par la loi en ce qui concerne le partage des bases de données traitées par les tribunaux avec d'autres administrations (police, etc.) -

3.5.3 Bases de données centralisées d'aide à la décision

062-4. Existe-t-il une base de données nationale centralisée des décisions de justice (jurisprudence, etc.) ?

Oui

No

Commentaires

062-4-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

	Pour les décisions de 1ère instance	Pour les décisions de 2ème instance	Pour les décisions de 3ème instance	Lien vers la jurisprudence CEDH	Données anonymisées	Base de données de jurisprudence disponible gratuitement en ligne	Ouverture de la base de données de jurisprudence en open data
Civile et/ou commerciale	() Oui pour tous les jugements (X) Oui pour certains jugements () Non	() Oui pour tous les jugements (X) Oui pour certains jugements () Non	(X) Oui pour tous les jugements () Oui pour certains jugements () Non	() Oui (X) Non	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Pénale	() Oui pour tous les jugements (X) Oui pour certains jugements () Non	() Oui pour tous les jugements (X) Oui pour certains jugements () Non	(X) Oui pour tous les jugements () Oui pour certains jugements () Non	() Oui (X) Non	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Administrative	() Oui pour tous les jugements (X) Oui pour certains jugements () Non	() Oui pour tous les jugements (X) Oui pour certains jugements () Non	(X) Oui pour tous les jugements () Oui pour certains jugements () Non	() Oui (X) Non	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non

Commentaires - si d'autres matières sont concernées, veuillez préciser : 3rd instance judgements as of 2010 are available free online and in open data. Link with ECHR case law is being planned.

062-6. Existe-t-il un fichier national informatisé centralisant les condamnations pénales?

- (X) Oui
() Non

Commentaires

062-6-1. Si oui, veuillez apporter les précisions suivantes :

- [X] Mise en relation avec d'autres fichiers européens de même nature
[X] Contenu directement consultable par voie informatique par les juges et/ou les procureurs
[X] Contenu directement consultable à d'autres fins que pénales (matières civiles, administratives)

Commentaires - Veuillez préciser quelle est l'autorité délivrant l'accès

3.5.4 Outils d'assistance à la rédaction

062-7. Existe-t-il des outils d'aide à la rédaction dont le contenu est coordonné au niveau national ? (modèles ou bibliothèques de trames, paragraphes pré-rédigés, etc.)

- (X) Oui
() Non

062-7-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

	Taux de disponibilité
Civile et/ou commerciale	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA
Pénale	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA
Administrative	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA

062-8. Existe-t-il des outils de dictée vocale ?

Oui

Non

Commentaires No statistical information available on the prevalence of multiple speakers recording tools and voice recognition features.

062-8-1. Si oui, veuillez apporter les précisions suivantes :

	Disponibilité d’outils de dictée simples	Disponibilité d’outils d’enregistrement multiples	Fonction de reconnaissance vocale
Civile et/ou commerciale	<input type="checkbox"/> dans tous les tribunaux <input checked="" type="checkbox"/> dans la plupart des tribunaux <input type="checkbox"/> dans certains tribunaux / certaines phases pilotes <input type="checkbox"/> non disponible pour cette matière <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> dans tous les tribunaux <input type="checkbox"/> dans la plupart des tribunaux <input checked="" type="checkbox"/> dans certains tribunaux / certaines phases pilotes <input type="checkbox"/> non disponible pour cette matière <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Essai pilote <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA

Pénale	<input type="checkbox"/> dans tous les tribunaux <input checked="" type="checkbox"/> dans la plupart des tribunaux <input type="checkbox"/> dans certains tribunaux / certaines phases pilotes <input type="checkbox"/> non disponible pour cette matière <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> dans tous les tribunaux <input type="checkbox"/> dans la plupart des tribunaux <input checked="" type="checkbox"/> dans certains tribunaux / certaines phases pilotes <input type="checkbox"/> non disponible pour cette matière <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Essai pilote <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA
Administrative	<input type="checkbox"/> dans tous les tribunaux <input checked="" type="checkbox"/> dans la plupart des tribunaux <input type="checkbox"/> dans certains tribunaux / certaines phases pilotes <input type="checkbox"/> non disponible pour cette matière <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> dans tous les tribunaux <input type="checkbox"/> dans la plupart des tribunaux <input checked="" type="checkbox"/> dans certains tribunaux / certaines phases pilotes <input type="checkbox"/> non disponible pour cette matière <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Essai pilote <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA

062-9. Existe-t-il un site intranet au sein du système judiciaire pour la diffusion d'information/actualités ?

Taux de disponibilité :

- 100% - accessible à l'ensemble de l'appareil judiciaire
- 50-99% - accessible à la plupart des juges/procureurs dans toutes les instances
- 10-49% - dans certains tribunaux seulement
- 1-9% - dans un seul tribunal
- 0% (NAP) - Pas d'accès

NA

Commentaires -

3.5.5 Technologies utilisées pour l'administration des tribunaux et la gestion des affaires

063-1. Existe-t-il un système de gestion informatisée des procédures judiciaires (CMS) ? (logiciel utilisé pour l'enregistrement des procédures judiciaires et leur gestion)

- Oui
- Non

Commentaires - si d'autres matières sont concernées, veuillez préciser

063-1-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

	Taux de déploiement	État d'avancement d'une affaire en ligne	Base de données centralisée ou interopérable	Dispositifs intégrés d'alertes préventives (pour une gestion dynamique des affaires)	Degré d'intégration/co nnection d'un CMS avec un outil statistique
Civile et/ou commerciale	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> accessible aux parties <input type="checkbox"/> publication de la décision en ligne <input type="checkbox"/> les deux <input checked="" type="checkbox"/> non accessible <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Entièrement intégré, y compris BI <input type="checkbox"/> Intégré <input checked="" type="checkbox"/> Non intégré mais connecté <input type="checkbox"/> Pas du tout connecté <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Pénale	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> accessible aux parties <input type="checkbox"/> publication de la décision en ligne <input type="checkbox"/> les deux <input checked="" type="checkbox"/> non accessible <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Entièrement intégré, y compris BI <input type="checkbox"/> Intégré <input checked="" type="checkbox"/> Non intégré mais connecté <input type="checkbox"/> Pas du tout connecté <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Administrative	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> accessible aux parties <input type="checkbox"/> publication de la décision en ligne <input type="checkbox"/> les deux <input checked="" type="checkbox"/> non accessible <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Entièrement intégré, y compris BI <input type="checkbox"/> Intégré <input checked="" type="checkbox"/> Non intégré mais connecté <input type="checkbox"/> Pas du tout connecté <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

063-2. Registres informatisés gérés par des tribunaux

Taux de déploiement	Données consolidées au niveau national	Service disponible en ligne	Module statistique intégré ou connecté
---------------------	--	-----------------------------	--

Registre foncier	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Registre relatif aux entreprises	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non

Commentaires – si d’autres matières sont concernées, veuillez préciser e.g. edict database, insolvency database, list of experts, list of interpreters, list of mediators, data warehouse

063-6. Systèmes informatisés de gestion budgétaire et financière des tribunaux

	Taux de déploiement de l’outil	Données consolidées au niveau national	Système communiquant avec d’autres ministères (des finances notamment)
Gestion budgétaire et financière des tribunaux	<input type="checkbox"/> 100% <input checked="" type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Gestion des frais de justice	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input checked="" type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Autres (préciser en commentaires)	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input checked="" type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non

Commentaires Name of the tool: HV SAP

063-7. Outils de mesure de la charge de travail des juges, procureurs et/ou personnels non-juge/ non-procureur (Outil permettant de quantifier l’activité des juges, procureurs et/ou personnels non-juge/ non-procureur – par exemple le nombre de dossiers traités)

Oui

Non

Commentaires

063-7-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

	Taux de déploiement des outils	Données utilisées pour un pilotage au niveau national	Données utilisées pour un pilotage au niveau local	Outil intégré dans le CMS
Pour les juges	<input type="checkbox"/> 100% <input checked="" type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Pour les procureurs	<input type="checkbox"/> 100% <input checked="" type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Pour le personnel non-juge/ non-procureur	<input type="checkbox"/> 100% <input checked="" type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

3.5.6 Technologies utilisées pour la communication entre les tribunaux, les professionnels et/ou les justiciables

064-2. Existe-t-il une possibilité de saisir des tribunaux par voie électronique ? (possibilité d'introduire une affaire par voie électronique, par exemple un courrier électronique ou un formulaire sur un site internet)

Oui

Non

Commentaires

064-2-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

	Taux de disponibilité	Saisine papier obligatoire en parallèle	Cadre législatif spécifique autorisant la saisine	Outil intégré/connecté dans le CMS
Civile et/ou commerciale	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Pénale	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Administrative	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
-----------------------	---	--	--	--

Commentaires - si d'autres matières sont concernées, veuillez préciser

064-3. Est-il possible de solliciter l'aide judiciaire par voie électronique ?

Oui

Non

Commentaires

064-3-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

	Solliciter l'aide judiciaire par voie électronique
Taux de disponibilité	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA
Formalisation de la demande par voie papier obligatoire en parallèle	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Cadre législatif spécifique encadrant les demandes d'attribution d'aide judiciaire par voie électronique	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
L'octroi de l'aide judiciaire est également électronique	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Information disponible dans le CMS	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

064-4. Est-il possible de transmettre des convocations à un rendez-vous judiciaire ou à une audience par voie électronique ? (un rendez-vous judiciaire désigne des phases préalables à une audience judiciaire, notamment en vue de médiation ou de conciliation)

Oui

Non

Commentaires

064-4-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

	Convocations générées par le CMS	Convocation papier obligatoire en parallèle	Consentement de l'utilisateur pour être avisé par voie électronique	Modalités (si autres préciser en commentaires)	Cadre législatif spécifique
Civile et/ou commerciale	[X]	[]	[X]	[] SMS [] Courrier électronique [X] Application informatique spécifique [] Autres	[X]
Pénale	[X]	[]	[X]	[] SMS [] Courrier électronique [X] Application informatique spécifique [] Autres	[X]
Administrative	[X]	[]	[X]	[] SMS [] Courrier électronique [X] Application informatique spécifique [] Autres	[X]

Commentaires

064-6. Existe-t-il des possibilités de communication électronique entre les tribunaux et les avocats et/ou les parties ? (envoi de fichiers électroniques et de données concernant une procédure judiciaire avec ou sans documents numérisés, essentiellement à des fins de suppression d'échanges papiers)

Communication entre le tribunal et les avocats représentant les parties

- (X) Oui
() Non

Communication entre le tribunal et les parties non représentées par un avocat

- (X) Oui
() Non

Commentaires

064-6-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

	Taux de déploiement de l'outil	Phases du procès concernées	Modalités (si différentes selon les phases du procès ou si autres, à préciser en commentaire)	Cadre législatif spécifique
Civile et/ou commerciale	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) - pour cette matière <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Saisine d'une juridiction <input checked="" type="checkbox"/> Phases préparatoires à l'audience <input checked="" type="checkbox"/> Calendrier des audiences et/ou gestion des renvois <input checked="" type="checkbox"/> Transmission des décisions des tribunaux	<input type="checkbox"/> Courrier électronique <input checked="" type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input type="checkbox"/> Autres	<input checked="" type="checkbox"/> Oui
Pénale	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) - pour cette matière <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Saisine d'une juridiction <input checked="" type="checkbox"/> Phases préparatoires à l'audience <input checked="" type="checkbox"/> Calendrier des audiences et/ou gestion des renvois <input checked="" type="checkbox"/> Transmission des décisions des tribunaux	<input type="checkbox"/> Courrier électronique <input checked="" type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input type="checkbox"/> Autres	<input checked="" type="checkbox"/> Oui
Administrative	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) - pour cette matière <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Saisine d'une juridiction <input checked="" type="checkbox"/> Phases préparatoires à l'audience <input checked="" type="checkbox"/> Calendrier des audiences et/ou gestion des renvois <input checked="" type="checkbox"/> Transmission des décisions des tribunaux	<input type="checkbox"/> Courrier électronique <input checked="" type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input type="checkbox"/> Autres	<input checked="" type="checkbox"/> Oui

Commentaires

064-7. Modalités de communication électronique utilisées par des professionnels autres que les avocats (envoi de données électroniques concernant une procédure judiciaire avec ou sans documents numérisés, essentiellement à des fins de suppression d'échanges papiers)

	Taux de déploiement de l'outil	Modalités (si différentes selon les actes ou si autres, à préciser en commentaire)	Cadre législatif spécifique
Agents chargés de l'exécution des décisions de justice (tels que définis dans les Q169 et suivantes)	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Courrier électronique <input checked="" type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input type="checkbox"/> Autres	<input checked="" type="checkbox"/> Oui
Notaires (tels que définis dans les Q192 et suivantes)	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Courrier électronique <input checked="" type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input type="checkbox"/> Autres	<input checked="" type="checkbox"/> Oui
Experts (tels que définis dans les Q202 et suivantes)	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Courrier électronique <input checked="" type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input type="checkbox"/> Autres	<input checked="" type="checkbox"/> Oui
Services de police judiciaire	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Courrier électronique <input checked="" type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input type="checkbox"/> Autres	<input checked="" type="checkbox"/> Oui

Commentaires

064-9. Existe-t-il des systèmes de traitement en ligne de contentieux spécialisés ? (contentieux de faible valeur, créances non contestées, phases préparatoires à la résolution d'un conflit familial, etc - veuillez préciser en commentaire)

Oui

Non

Commentaire : Veuillez décrire le système existant.

064-10. Vidéoconférence entre les tribunaux, les professionnels et/ou les usagers (concerne l'utilisation de dispositifs audiovisuels dans le cadre de procédures judiciaires tels que pour l'audition de parties, etc.).

Oui

Non

Commentaires

064-10-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes et de décrire en commentaires de cette rubrique les cas d'usage concrets de la vidéoconférence et les bénéfices attendus (par

exemple, utilisation de ce dispositif afin de réduire le nombre de transferts de détenus vers le tribunal) :

	Taux de déploiement	Phase de procédure	Cadre législatif spécifique
Civile et/ou commerciale	<input type="checkbox"/> 100% <input checked="" type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Préalable à l'audience <input checked="" type="checkbox"/> Durant l'audience <input checked="" type="checkbox"/> Postérieurement à l'audience	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Pénale	<input type="checkbox"/> 100% <input checked="" type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Préalable à l'audience <input checked="" type="checkbox"/> Durant l'audience <input checked="" type="checkbox"/> Postérieurement à l'audience	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Administrative	<input type="checkbox"/> 100% <input checked="" type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Préalable à l'audience <input checked="" type="checkbox"/> Durant l'audience <input checked="" type="checkbox"/> Postérieurement à l'audience	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non

Commentaires

064-11. Enregistrement d'auditions ou de débats (enregistrement sonore ou audiovisuel en phase d'instruction et/ou de jugement)

(X) Oui

() Non

Commentaires

064-11-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

	Taux de déploiement	Type d'enregistrement	Cadre législatif spécifique
Civile et/ou commerciale	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input checked="" type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Sonore <input type="checkbox"/> Vidéo <input checked="" type="checkbox"/> Les deux <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Pénale	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input checked="" type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Sonore <input type="checkbox"/> Vidéo <input checked="" type="checkbox"/> Les deux <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Administrative	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input checked="" type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Sonore <input type="checkbox"/> Vidéo <input checked="" type="checkbox"/> Les deux <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
-----------------------	---	--	--

064-12. La preuve électronique est-elle admissible ?

	Admissibilité de la preuve électronique	Cadre législatif
Civile et/ou commerciale	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> De droit commun seulement <input checked="" type="checkbox"/> De droit commun et spécialisé <input type="checkbox"/> De droit spécialisé seulement
Pénale	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> De droit commun seulement <input checked="" type="checkbox"/> De droit commun et spécialisé <input type="checkbox"/> De droit spécialisé seulement
Administrative	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> De droit commun seulement <input checked="" type="checkbox"/> De droit commun et spécialisé <input type="checkbox"/> De droit spécialisé seulement

Commentaires

3.6. Performance et évaluation

3.6.1. Politiques nationales déclinées dans les tribunaux / les services du ministère public

066. Existe-t-il des normes de qualité définies pour le système judiciaire au niveau national (existe-t-il un système de qualité et/ou une politique de qualité de la justice) ?

- Oui
 Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

067. Existe-t-il des personnels spécialisés responsables de la mise en œuvre de ces normes de qualité élaborées au niveau national?

	Oui / Non
dans les tribunaux	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non

dans les services du ministère public

() Oui

(X) Non

Commentaires

3.6.2.Objectifs de performance et de qualité au niveau des tribunaux / des services du ministère public

077. Concernant l'activité des tribunaux, avez-vous défini des indicateurs de performance et de qualité ?

(X) Oui

() Non

Commentaires

078. Si oui, veuillez préciser les principaux indicateurs de performance et de qualité qui ont été définis pour les tribunaux :

[X] nombre de nouvelles affaires

[X] durée des procédures (délais)

[X] nombre d'affaires terminées

[X] nombre d'affaires pendantes

[] stocks d'affaires

[] productivité des juges et des personnels des tribunaux

[] satisfaction du personnel des tribunaux

[] satisfaction des usagers (au regard des services rendus par les tribunaux)

[] coûts des procédures judiciaires

[] nombre de recours

[] taux de recours

[] clearance rate

[] disposition time

[] autre (veuillez préciser) :

Commentaires

077-1. Concernant l'activité des services du ministère public, avez-vous défini des indicateurs de performance et de qualité ?

(X) Oui

() Non

Commentaires

078-1. Si oui, veuillez préciser les principaux indicateurs de performance et de qualité qui ont été définis pour les services du ministère public:

[X] nombre de nouvelles affaires

- durée des procédures (délais)
- nombre d'affaires terminées
- nombre d'affaires pendantes
- stocks d'affaires
- productivité des procureurs et des personnels des ministères publics
- satisfaction du personnel des services du ministère public
- satisfaction des usagers (au regard des services rendus par les ministères publics)
- coûts des procédures judiciaires
- clearance rate
- disposition time
- pourcentage de condamnations et d'acquittements
- autre (veuillez préciser) :

Commentaires

073. Existe-t-il un système d'évaluation régulière de la performance des tribunaux basé principalement sur les indicateurs définis?

- Oui
- Non

Commentaires

073-0. Si oui, veuillez préciser à quelle fréquence ?

- Annuelle
- Moins fréquente
- Plus fréquente

Commentaires - Si l'évaluation est «moins fréquente » ou «plus fréquente », veuillez préciser :

073-1. Cette évaluation de l'activité du tribunal est-elle utilisée pour l'allocation ultérieure des ressources au sein de ce tribunal ?

- Oui
- Non

Commentaires

073-2. Si oui, quelles mesures sont prises?

- Identification des causes de l'amélioration ou de la détérioration de la performance
- Réaffectation des ressources (ressources humaines/financières en fonction de la performance)
- Réorganisation des procédures internes pour accroître l'efficacité
- Autre (veuillez préciser) :

Commentaires

073-3. Existe-t-il un système d'évaluation régulière de la performance des services du ministère

public basé principalement sur les indicateurs définis?

() Oui

(X) Non

Commentaires

073-4. Si oui, veuillez préciser à quelle fréquence ?

() Annuelle

() Moins fréquente

() Plus fréquente

Commentaires - Si l'évaluation est «moins fréquente » ou «plus fréquente », veuillez préciser :

073-5. Cette évaluation de l'activité des services du ministère public est-elle utilisée pour l'allocation ultérieure des ressources au sein des services du ministère public ?

() Oui

(X) Non

Commentaires

073-6. Si oui, quelles mesures sont prises?

[] Identification des causes de l'amélioration ou de la détérioration de la performance

[] Réaffectation des ressources (ressources humaines/financières en fonction de la performance)

[] Réorganisation des procédures internes pour accroître l'efficacité

[] Autre (veuillez préciser) :

Commentaires

079. Quelle est l'autorité chargée d'évaluer la performance des tribunaux (réponses multiples possible) :

[] Conseil Supérieur de la Magistrature

[X] Ministère de la Justice

[] Organe d'inspection

[] Cour Suprême

[] Organe d'audit extérieur

[] Autre (veuillez préciser) :

Commentaires

079-1. Quelle est l'autorité chargée d'évaluer la performance des services du ministère public (réponses multiples possible) :

[] Conseil supérieur des procureurs

[X] Ministère de la Justice

[] Chef de l'unité organisationnelle ou supérieur hiérarchique

[X] Procureur général /Procureur de la République

Organe d'audit extérieur

Autre (veuillez préciser) :

Commentaires

3.6.3.Mesure de l'activité des tribunaux / des services du ministère public



070. Existe-t-il un système de suivi régulier des activités des tribunaux (performance et qualité) :

nombre de nouvelles affaires

durée des procédures (délais)

nombre d'affaires terminées

nombre d'affaires pendantes

stocks d'affaires

productivité des juges et des personnels des tribunaux

satisfaction du personnel des tribunaux

satisfaction des usagers (au regard des services rendus par les tribunaux)

coûts des procédures judiciaires

nombre de recours

taux de recours

clearance rate

disposition time

autre (veuillez préciser) :Some of the Länder did mention a monitoring system concerning other court activities such as statistics on the nature of resolution are kept (e.g. in civil cases: dealt with by contentious judgment/by acknowledgement/by settlement, etc.).

Commentaires Some of the Länder did mention a monitoring system concerning other court activities such as statistics on the nature of resolution are kept (e.g. in civil cases: dealt with by contentious judgment/by acknowledgement/by settlement, etc.).

070-1. Existe-t-il un système de suivi régulier des activités des services du ministère public (performance et qualité) :

nombre de nouvelles affaires

durée des procédures (délais)

nombre d'affaires terminées

nombre d'affaires pendantes

stocks d'affaires

productivité des procureurs et des personnels des ministères publics

satisfaction du personnel des services du ministère public

satisfaction des usagers (au regard des services rendus par le ministère public)

coûts des procédures judiciaires

clearance rate

disposition time

pourcentage de condamnations et d'acquittements

autre (veuillez préciser) :

Commentaires

071. Existe-t-il un mécanisme permettant de suivre le nombre d'affaires pendantes et les affaires qui ne sont pas traitées dans un délai raisonnable (arriéré):

en matière civile

en matière pénale

en matière administrative

Commentaires In 2018, Länder have monitored the number of pending cases and the backlogs.

072. Existe-t-il un mécanisme permettant de surveiller les temps morts durant les procédures judiciaires ?

	Oui (Si oui, veuillez préciser)	Non
dans les tribunaux	()	(X)
dans les services du ministère public	()	(X)

Commentaires

3.6.4. Information sur l'activité des tribunaux / des services du ministère public

080. Existe-t-il une institution centralisée responsable de la collecte de données statistiques concernant le fonctionnement des tribunaux ?

Oui (veuillez préciser le nom et les coordonnées de cette institution) :Federal Statistical Office, Wiesbaden (www.destatis.de), rechtspflegestatistik@destatis.de.

Non

Commentaires

080-1. Est-ce que cette institution publie sur internet des statistiques sur le fonctionnement de chaque tribunal:

Oui, sur internet

Non, seulement en interne (sur un site intranet)

Non

Commentaires

080-2. Existe-t-il une institution centralisée responsable de la collecte de données statistiques concernant le fonctionnement des services du ministère public?

Oui (veuillez préciser le nom et les coordonnées de cette institution) :Federal Statistical Office, Wiesbaden (www.destatis.de), rechtspflegestatistik@destatis.de.

Non

Commentaires

080-3. Est-ce que cette institution publie sur internet des statistiques sur le fonctionnement de chaque service du ministère public?

- Oui, sur internet
 Non, seulement en interne (sur un site intranet)
 Non

Commentaires

081. Les tribunaux individuels doivent-ils établir un rapport annuel d'activités (qui présente par exemple le nombre d'affaires terminées, d'affaires pendantes, le nombre de juges et de personnels administratifs, les objectifs à atteindre et un bilan d'évaluation) ?

- Oui
 Non

Commentaires - Si oui, veuillez décrire le contenu du rapport et son public (c'est-à-dire à qui le rapport est-il destiné) :

081-1. Si oui, veuillez préciser sous quelle forme ce rapport est diffusé:

- Internet
 Intranet
 Diffusion papier

Commentaires

081-2. Si oui, veuillez préciser la fréquence à laquelle le rapport est diffusé :

- Annuelle
 Moins fréquente
 Plus fréquente

Commentaires

081-3. Les services du ministère public doivent-ils établir un rapport annuel d'activités (qui présente par exemple des données sur le nombre d'affaires entrantes, le nombre de décisions, le nombre de procureurs et de personnel administratif, des objectives et une évaluation de l'activité)?

- Oui
 Non

Commentaires - Si oui, veuillez décrire le contenu du rapport et son public (c'est-à-dire à qui le rapport est-il destiné) :

081-4. Si oui, veuillez préciser sous quelle forme ce rapport est diffusé:

- Internet
 Intranet
 Diffusion papier

Commentaires

081-5. Si oui, veuillez préciser la fréquence à laquelle le rapport est diffusé :

- Annuelle
- Moins fréquente
- Plus fréquente

Commentaires

3.6.5 Administration des tribunaux

082. Existe-t-il une structure ou des processus de concertation entre le ministère public et les tribunaux à propos de la manière dont les affaires sont présentées et organisées devant les juridictions (par exemple organisation, nombre et calendrier des audiences, permanences pour les affaires urgentes, choix des modes simplifiés de poursuites....) ?

- Oui
- Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

082-1. Existe-t-il en général une structure ou des processus de concertation entre les avocats et les tribunaux à propos de la manière dont les affaires sont présentées et organisées devant les juridictions en matière non pénale (par exemple organisation, nombre et calendrier des audiences, permanences pour les affaires urgentes).

- Oui
- Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

3.6.6 Performance et évaluation des juges et des procureurs

083. Existe-t-il des objectifs quantitatifs de performance définis pour chaque juge (par exemple le nombre d'affaires résolues en un mois ou une année) ?

- Oui
- Non

Commentaires

083-1. Veuillez préciser qui fixe les objectifs individuels pour chaque juge :

- Pouvoir exécutif (par exemple ministère de la Justice)
- Pouvoir législatif
- Pouvoir judiciaire (par exemple le Conseil supérieur de la magistrature, la Cour suprême)
- Président de la juridiction
- Autre (veuillez préciser) :

Commentaires

114. Existe-t-il un système d'évaluation individuelle qualitative de l'activité professionnelle du juge ?

() Oui

(X) Non

Commentaires

114-1. Si oui, veuillez préciser la fréquence de cette évaluation :

() Annuelle

() Moins fréquente

() Plus fréquente

083-2. Existe-t-il des objectifs quantitatifs de performance définis pour chaque procureur (par exemple le nombre d'affaires résolues en un mois ou une année) ?

() Oui

(X) Non

Commentaires

083-3. Veuillez préciser qui fixe les objectifs individuels pour chaque procureur :

[] Pouvoir exécutif (par exemple Ministère de la Justice)

[] Procureur général /Procureur de la République

[] Conseil supérieur des procureurs

[] Chef de l'unité organisationnelle ou supérieur hiérarchique

[] Autre (veuillez préciser) :

Commentaires

120. Existe-t-il un système d'évaluation individuelle qualitative de l'activité professionnelle du procureur ?

(X) Oui

() Non

Commentaires

120-1. Si oui, veuillez préciser la fréquence de cette évaluation

() Annuelle

(X) Moins fréquente

() Plus fréquente

Commentaires

C4. Veuillez indiquer les sources utilisées pour répondre aux questions de ce chapitre :

Sources : The data are based on information of the Bund and the Länder.

4.Procès équitable

4.1.Principes

4.1.1.Principes du procès équitable

084. Pourcentage de jugements par défaut de première instance en matière pénale (affaires dans lesquelles le suspect n'est ni présent ni représenté par un avocat durant l'audience) ?

[]

[] NA

[X] NAP

Commentaires - Veuillez indiquer la méthode de calcul utilisée :

085. Existe-t-il une procédure permettant la récusation effective d'un juge si une partie estime qu'il n'est pas impartial ?

(X) Oui

() Non

Commentaires - Veuillez brièvement préciser:

085-1. Ratio entre le nombre total de procédures de récusations initiées et le nombre de récusations qui ont abouti (au cours de l'année de référence) :

[]

[X] NA

Commentaires If there are fears that a judge is biased, the judge may be recused by lodging an objection under section 42 of the Code of Civil Procedure (Zivilprozessordnung, ZPO). The motion to recuse a judge must be filed with the court at which the judge is a member; it may be made orally to be recorded by the court registry. The grounds for the recusal must be substantiated; the party may not be permitted to issue an affidavit. In order to substantiate the challenge, reference may be made to the testimony of the challenged judge. The challenged judge must make an official statement concerning the grounds for recusal. The court at which the judge is a member must rule on the motion to recuse him/her, without that judge being involved in the decision.

086. Existe-t-il dans votre pays un système de suivi des violations relatives à l'article 6 de la Convention Européenne des Droits de l'Homme ?

[] Pour les procédures civiles (non-exécution)

[] Pour les procédures civiles (durée)

[] Pour les procédures pénales (durée)

[] NAP

Commentaires - Veuillez préciser quelles sont les modalités de ce dispositif de suivi (information sur les violations constatées par la Cour Européenne des droits de l'Homme au niveau de l'Etat/au niveau des tribunaux ; mise en place de dispositifs internes pour prévenir d'autres violations (similaires) et s'il permet de mesurer une évolution des violations constatées): If the ECHR finds a violation of Article 6, the Human Rights Division in the Federal Ministry of Justice and Consumer Protection coordinates any measures (individual/general) necessary to execute the judgment with the federal and Länder ministries concerned. The Human Rights Division is responsible for the Action Plans to be submitted to the Committee of Ministers of the CoE. This may also include general measures aimed at the prevention of similar violations.

There is no specific monitoring system for Art. 6 violations; these violations are dealt with under the same principles as other violations.

The low number of violations found with respect to Germany does not indicate any need for such a specific mechanism.

086-1. Existe-t-il dans votre pays une possibilité de réexamen de l'affaire après un constat de violation par la Cour Européenne des droits de l'Homme ?

Oui

Non

NAP

Commentaires In civil cases, section 580 No. 8 of the Code of Civil Procedure (ZPO) ist applicable (also in administrative proceedings, section 153 of the Code of Administrative Court Procedure). In criminal cases, section 359 No. 6 of the Code of Criminal Procedure (StPO) is applicable. ZPO (Code of Civil Procedure)

Section 580

Action for retrial of the case

An action for retrial of the case may be brought:

(...)

8. Where the European Court of Human Rights has established that the European Convention for the Protection of Human Rights and Fundamental Freedoms or its protocols have been violated, and where the judgment is based on this violation.

StPO (Code of Criminal Procedure)

Section 359

Reopening for the Convicted Person's Benefit

Reopening of the proceedings concluded by a final judgment shall be admissible for the bene-fit of the convicted person

(...)

6. if the European Court of Human Rights has held that there has been a violation of the Eu-ropean Convention on the Protection of Human Rights and Fundamental Freedoms or of its Protocols and the judgment was based on that violation.

D1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions dans ce chapitre.

Sources : The data are based on information of the Bund and the Länder.

4.2.Durée des procédures

4.2.1.Informations générales

087. Existe-t-il des procédures spécifiques pour les affaires urgentes :

en matière civile

en matière pénale

en matière administrative

Il n'y a pas de procédure spécifique pour les affaires urgentes

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

088. Existe-t-il des procédures simplifiées :

en matière civile (petits litiges)

en matière pénale (infractions mineures)

en matière administrative

Il n'y a pas de procédure simplifiée

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

088-1. Pour ces procédures simplifiées, les juges peuvent-ils rendre des jugements par oral, accompagnés du dispositif écrit, et sans la motivation complète du jugement ?

affaires civiles

affaires pénales

affaires administratives

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : Civil cases:

Pursuant to section 313a of the Code of Civil Procedure, the court judgment may omit the section addressing the facts and merits of the case and the reasons on which the judgment is based if no appellate remedies are admissible against the judgment and if the parties to the dispute have waived the statement of the reasons, or if the essential content of the reasons has been included in the record of the hearing. It is not possible to omit the section addressing the facts and merits of the case and the reasons on which the judgment is based in the event that a party is sentenced to recurrent performance that will become due in the future, or if the judgment is expected to be enforced abroad.

In administrative cases pursuant to § 84 (1), third sentence, § 117 (5) of the Verwaltungsgerichtsordnung, the administrative court may justify its decision in abbreviated form insofar as the administrative court follows the grounds of the (contested) administrative act or opposition decision and states this in its decision. However, the judicial decision must also contain a minimum level of substantive reasoning, even though the reasons for the decision must be clear and therefore a complete replacement of the grounds for the decision by reference is not permitted. The same applies in the area of financial jurisdiction in accordance with § 90a (3), § 105 (5) of the Finance Court Rules and in the field of social justice pursuant to § 105, § 136 (3) of the Social Court Act. "

089. Les tribunaux et les avocats ont-ils la possibilité de conclure des accords sur les modalités de traitement des affaires (présentation des dossiers, fixation des délais accordés aux avocats pour soumettre leurs conclusions et des dates d'audience) ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : Civil Law:

Pursuant to section 139 of the Code of Civil Procedure, the task of directing the substance of the proceedings is the responsibility of the court. This means that the court must discuss with the parties the circumstances and facts as well as the relationship of the parties to the dispute, both in terms of the factual aspects of the matter and of its legal ramifications, and it must ask questions. It must work towards ensuring that the parties to the dispute make declarations in due time and completely, regarding all significant facts, and in particular must ensure that the parties amend by further information those facts that they have asserted only incompletely, that they designate the evidence, and that they file the relevant petitions. The court may base its decision on an aspect that a party has recognisably overlooked or has deemed to be insignificant, provided that this does not merely concern an ancillary claim, only if it has given corresponding notice of this fact and has allowed the opportunity to address the matter. The same applies for any aspect that the court assesses differently than both parties do. The court must draw the parties' attention to its concerns regarding any items it is required to take into account ex officio. Notice by the court as provided for by this rule must be given at the earliest possible time, and a written record must be prepared.

Criminal Law:

Section 213 II of the German Code of Criminal Procedure (StPO)

In particularly extensive first instance proceedings in front of the Regional or Higher Regional Court, in which the main hearing is expected to last longer than ten days, the chairman shall coordinate the external course of the main hearing with the defence counsel, the public prosecutor's office and the joint plaintiff's representative before the date is determined.

4.2.2. Gestion des flux d'affaires – première instance



091. Tribunaux de 1ère instance : nombre total d'affaires "autres que pénales"

	Affaires pendantes au 1 ^{er} janvier année de réf.	Nouvelles affaires	Affaires terminées	Affaires pendantes au 31 décembre année de réf.	Affaires pendantes depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant les tribunaux de 1 ^{ère} instance
Nombre total d'affaires "autres que pénales" (1 + 2 + 3 + 4)	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
1. Affaires civiles (et commerciales) contentieuses (dont les affaires contentieuses relatives à l'exécution, si possible sans les affaires administratives, v. catégorie 3)	703 935 [] NA [] NAP	1 261 954 [] NA [] NAP	1 227 172 [] NA [] NAP	738 819 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
2. Affaires non contentieuses (2.1+2.2+2.3)	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
2.1. Affaires civiles (et commerciales) générales non contentieuses, par exemple des créances incontestées, de requêtes en changement de nom, les affaires non contentieuses relatives à l'exécution etc. (si possible sans les affaires administratives, v. catégorie 3 ; sans les affaires non contentieuses relatives à un registre et/ou autres affaires, v. catégories 2.2 et 2.3)	[X] NA [] NAP	2 509 519 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
2.2. Affaires liées aux registres (2.2.1+2.2.2+2.2.3)	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
2.2.1. Affaires non contentieuses relatives au registre foncier	[X] NA [] NAP	5 428 233 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
2.2.2. Affaires non contentieuses relatives au registre du commerce	1 727 738 [] NA [] NAP	126 423 [] NA [] NAP	87 651 [] NA [] NAP	1 766 513 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
2.2.3. Autres affaires liées aux registres	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
2.3. Autres affaires non contentieuses	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

3. Affaires administratives	845 199 [] NA [] NAP	748 328 [] NA [] NAP	726 730 [] NA [] NAP	866 972 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
4. Autres affaires	440 716 [] NA [] NAP	945 094 [] NA [] NAP	960 583 [] NA [] NAP	443 995 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

Commentaires The high number of administrative pending cases on January 1st and December 31st is a result from the numerous unresolved cases in 2017 due to the rise of asylum seekers since 2015.

Cases of guardianship law in 2018 are not included in the "other cases " category, because changeover of data collections by the Lander.

092. Si les tribunaux traitent des "affaires civiles (et commerciales) non contentieuses", veuillez indiquer les catégories incluses :

. NAP

093. Si "autres affaires", veuillez indiquer les catégories incluses :

- . -Local Court family cases
- guardianship and curator cases at the family court
- custodianship cases
- curator cases at the custodianship court
- proceedings regarding judgments and orders at the labour court

094. Tribunaux de 1ère instance : nombre d'affaires pénales.

	Affaires pendantes au 1er janvier année de réf.	Nouvelles affaires	Affaires terminées	Affaires pendantes au 31 décembre année de réf.	Affaires pendantes depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant les tribunaux de 1ère instance
Nombre total d'affaires pénales (1+2+3)	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	1 190 913 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
1. Infractions graves	236 345 [] NA [] NAP	673 637 [] NA [] NAP	662 297 [] NA [] NAP	246 940 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
2. Infractions mineures	98 206 [] NA [] NAP	380 649 [] NA [] NAP	370 270 [] NA [] NAP	108 365 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
3. Autres affaires	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	158 346 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

Commentaires - Si vous ne pouvez pas faire la distinction entre les infractions mineures et les infractions graves (selon les définitions de la CEPEJ), veuillez indiquer les catégories d'affaires reportées dans la catégorie « infractions graves » et les affaires reportées dans la catégorie « infractions mineures ». Si « autres affaires », veuillez préciser. As only the number of resolved "other cases" is available, these will not be included in the total.



4.2.3. Gestion des flux d'affaires – seconde instance

097. Tribunaux de 2ème instance (appel) : Nombre d'affaires « autres que pénales »

	Affaires pendants au 1er janvier année de réf.	Nouvelles affaires	Affaires terminées	Affaires pendants au 31 décembre année de réf.	Affaires pendants depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant les tribunaux de 2ème instance
Nombre total d'affaires "autres que pénales" (1 + 2 + 3 + 4)	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1. Affaires civiles (et commerciales) contentieuses (dont les affaires contentieuses relatives à l'exécution, si possible sans les affaires administratives, v. catégorie 3)	65 161 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	93 235 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	92 194 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	66 211 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
2. Affaires non contentieuses (2.1+2.2+2.3)	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
2.1. Affaires civiles (et commerciales) générales non contentieuses, par exemple des créances incontestées, de requêtes en changement de nom, les affaires non contentieuses relatives à l'exécution etc. (si possible sans les affaires administratives, v. catégorie 3 ; sans les affaires non contentieuses relatives à un registre et/ou autres affaires, v. catégories 2.2 et 2.3)	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
2.2. Affaires liées aux registres (2.2.1+2.2.2+2.2.3)	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
2.2.1. Affaires non contentieuses relatives au registre foncier	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
2.2.2. Affaires non contentieuses relatives au registre du commerce	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

2.2.3. Autres affaires liées aux registres	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
2.3. Autres affaires non contentieuses	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3. Affaires administratives	53 918 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	50 376 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	47 169 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	57 214 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
4. Autres affaires	19 499 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	41 700 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	41 629 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	19 348 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Si « autres affaires », veuillez préciser.

098. Tribunaux de 2ème instance (appel) : nombre d'affaires pénales.

	Affaires pendantes au 1er janvier année de réf.	Nouvelles affaires	Affaires terminées	Affaires pendantes au 31 décembre année de réf.	Affaires pendantes depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant les tribunaux de 2ème instance
Nombre total d'affaires pénales (1+2+3)	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	63 100 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1. Infractions graves	20 920 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	50 390 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	51 149 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	20 164 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
2. Infractions mineures	1 088 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	11 815 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	11 772 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	1 129 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3. Autres affaires	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	179 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Si vous ne pouvez pas faire la distinction entre les infractions mineures et les infractions graves (selon les définitions de la CEPEJ), veuillez indiquer les catégories d'affaires reportées dans la catégorie « infractions graves » et les affaires reportées dans la catégorie « infractions mineures ». Si « autres affaires », veuillez préciser.

4.2.4. Gestion des flux d'affaires – Cour suprême

099. Cour suprême : nombre d'affaires « autres que pénales »

Affaires pendantes au 1er janvier année de réf.	Nouvelles affaires	Affaires terminées	Affaires pendantes au 31 décembre année de réf.	Affaires pendantes depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant la Cour suprême

Nombre total d'affaires "autres que pénales" (1 + 2 + 3 + 4)	9 529 [] NA [] NAP	13 678 [] NA [] NAP	13 713 [] NA [] NAP	9 494 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
1. Affaires civiles (et commerciales) contentieuses (dont les affaires contentieuses relatives à l'exécution, si possible sans les affaires administratives, v. catégorie 3)	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
2. Affaires non contentieuses (2.1+2.2+2.3)	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
2.1. Affaires civiles (et commerciales) générales non contentieuses, par exemple des créances incontestées, de requêtes en changement de nom, les affaires non contentieuses relatives à l'exécution etc. (si possible sans les affaires administratives, v. catégorie 3 ; sans les affaires non contentieuses relatives à un registre et/ou autres affaires, v. catégories 2.2 et 2.3)	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
2.2. Affaires liées aux registres (2.2.1+2.2.2+2.2.3)	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
2.2.1. Affaires non contentieuses relatives au registre foncier	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
2.2.2. Affaires non contentieuses relatives au registre du commerce	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
2.2.3. Autres affaires liées aux registres	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
2.3. Autres affaires non contentieuses	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
3. Affaires administratives	3 414 [] NA [] NAP	5 806 [] NA [] NAP	5 672 [] NA [] NAP	3 548 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
4. Autres affaires	1 195 [] NA [] NAP	1 755 [] NA [] NAP	1 837 [] NA [] NAP	1 113 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

Commentaires - Si « autres affaires », veuillez préciser.

099-1. Existe-t-il une procédure d'irrecevabilité manifeste au niveau de la Cour suprême?

(X) Oui

() Non

Commentaires

099-1-1. Si oui, veuillez indiquer le nombre :

d'affaires reçues par la Cour suprême ? [0]

d'affaires classées par cette procédure ? [0]

Commentaires number of cases are not available

100. Cour suprême: nombre d'affaires pénales.

	Affaires pendantes au 1er janvier année de réf.	Nouvelles affaires	Affaires terminées	Affaires pendantes au 31 décembre année de réf.	Affaires pendantes depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant la Cour suprême
Nombre total d'affaires pénales (1+2+3)	727 [] NA [] NAP	3 158 [] NA [] NAP	3 007 [] NA [] NAP	878 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
1. Infractions graves	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
2. Infractions mineures	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
3. Autres affaires	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

Commentaires - Si vous ne pouvez pas faire la distinction entre les infractions mineures et les infractions graves (selon les définitions de la CEPEJ), veuillez indiquer les catégories d'affaires reportées dans la catégorie « infractions graves » et les affaires reportées dans la catégorie « infractions mineures ». Si « autres affaires », veuillez préciser. It is not possible to differentiate between "severe criminal cases" and "minor criminal cases" (NA). The total number of cases means the number of appeals on points of law, including referrals and regulatory offences pursuant to the Act on Regulatory Offences (OWiG) as well as regulatory offences pursuant to the Act Against Restraints of Competition (GWB) and the Energy Act (EnBW) before the criminal panels (including antitrust panel).

4.2.5. Gestion des flux d'affaires et durées – affaires spécifiques



101. Nombre d'affaires de divorce contentieux, licenciement, faillite, vol avec violence, homicide volontaire, relatives aux demandeurs d'asile et relatives au droit de l'entrée et du séjour des étrangers reçues et traitées par les tribunaux de 1ère instance.

	Affaires pendantes au 1er janvier année de réf.	Affaires nouvelles	Affaires terminées	Affaires pendantes au 31 décembre année de réf.
Divorce contentieux	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	167 836 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

Licenciement	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	173 096 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Faillite	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	139 752 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	280 659 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Vol avec violence	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	5 419 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Homicide volontaire	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	749 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Affaires relatives aux demandeurs d'asile (statut de réfugié en application de la Convention de Genève de 1951)	250 963 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	149 593 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	181 300 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	219 360 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Affaires relatives au droit de l'entrée et du séjour des étrangers	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	19 099 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires Regarding the number of cases relating to asylum seekers, there were many unresolved cases in 2017 (see Scoreboard data 2017 (rise of asylum seekers since 2015)). Schleswig-Holstein: With regard to this question, no data are available for 2018 for Employment dismissal cases for pending cases on 31 Dec ref. year. The data from 2017 have therefore been included. With regard for all Länder, no data are available for 2018 for the cases of Robbery and Intentional homicide (resolved cases) yet. The data from 2017 have therefore been included.

101-1. Pouvez-vous décrire succinctement le dispositif de votre pays traitant des recours juridictionnels relatifs aux demandeurs d'asile (statut de réfugié en application de la Convention de Genève de 1951) et au droit de l'entrée et du séjour des étrangers :

. Asylum seekers can avail themselves of judicial protection against a notice of rejection from the public authorities, both in proceedings on the merits and, if necessary, in proceedings for provisional court relief (interim relief): They can bring an action before the Administrative Court (first instance) in proceedings on the merits. Judgments by the Administrative Court in asylum cases that dismiss an action as manifestly inadmissible or manifestly unfounded are incontestable (section 78 (1), first and second sentences, of the Asylum Act [Asylgesetz, AsylG]). To contest other judgments by the Administrative Court, it is possible to file a request for appeal to the Administrative Court, pursuant to section 78 (2), first sentence, and subsection (4), first sentence, AsylG. The request is decided on by the Higher Administrative Court (second instance) in a court order (section 78 (5), first sentence, AsylG). If such a request is rejected by the Higher Administrative Court, the judgment handed down by the Administrative Court is final (section 78 (5), second sentence, AsylG). If the Higher Administrative Court grants the request for appeal, the application procedure is continued in the form of appellate proceedings before the Higher Administrative Court (section 78 (5), third sentence, AsylG). To contest an appellate judgment by a Higher Administrative Court, an appeal on points of law may be filed to the Federal Administrative Court – if this has been admitted by the Higher Administrative Court, or by the Federal Administrative Court in response to a complaint against non-admission (section 132 (1) of the Code of Administrative Court Procedure, [Verwaltungsgerichtsordnung, VwGO]). Since July 2017 is also possible (unlike under the previous law, cf. section 78 (2), second sentence, AsylG in the version of 2 September 2008) to contest first-instance judgments of the Administrative Court in asylum cases (with the exception of qualified dismissals of actions within the meaning of section 78 (1) AsylG, cf. section 78 (6) AsylG) by filing an "immediate appeal on law in lieu of an appeal on facts and law" with the Federal Administrative Court (supreme federal court, third instance) in accordance with section 134 VwGO. A requirement for this is that the "immediate appeal on law in lieu of an appeal on facts and law" is admitted by the Administrative Court in the judgment or on request by order, and that the claimant and defendant agree to the submission in writing. In certain cases, in particular where an asylum application has been rejected as inadmissible or manifestly unfounded, the action before the Administrative Court does not have a suspensive effect; the asylum seeker bringing the action is still enforceably required to leave the

Federal territory. In such cases, the asylum seeker can request the Administrative Court to grant interim relief in the form of an order recognising the suspensive effect of the action, in accordance with section 80 subsection (5) VwGO (cf. section 36 (3), first sentence, AsylG, section 34a (2), first sentence, AsylG). The Administrative Court decides on the request by order. The applicant may not be deported until the Administrative Court has reached its decision (cf. section 36 (3), eighth sentence, AsylG and section 34a (2), second sentence, AsylG). In certain cases, interim relief is governed by section 123 VwGO (for example in inadmissible follow-up asylum proceedings where no new deportation decision is issued). No ordinary legal remedy is available against a decision by the Administrative Court in summary proceedings (cf. section 80 AsylG).

Administrative court proceedings relating to (general) law concerning foreigners are governed primarily – in proceedings on the merits and in interim relief – by the general provisions of the VwGO: If a foreigner wishes to contest a measure by the foreigners authority (for example an order terminating residence), he may, as a rule, bring an action before the Administrative Court. If the measure taken by the authority is an administrative act (such as an expulsion pursuant to section 53 of the Residence Act [Aufenthaltsgesetz]), then as a rule (administrative) appeal proceedings must be conducted before the action is brought, provided this is not ruled out by (Land) statute (cf. section 68 (1) VwGO). To contest the Administrative Court's judgment, an appeal on fact and law may be filed to the Higher Administrative Court, if such an appeal is admitted by the Administrative Court in its judgment or by the Higher Administrative Court on separate application (see section 124 (1) VwGO). To contest an appellate judgment by the Higher Administrative Court, an appeal on points of law only may be filed to the Federal Administrative Court (under the preconditions enumerated in section 132 VwGO), if the Higher Administrative Court, or the Federal Administrative Court in response to a complaint against non-admission, has admitted it (section 132 (1) VwGO). Judgments of the Administrative Court may be contested in an "immediate appeal on law in lieu of an appeal on facts and law" to the Federal Administrative Court, if this is agreed upon in writing by the claimant and the defendant, and admitted by the Administrative Court (section 134 (1) VwGO). If necessary, interim court relief may be available on request in accordance with sections 80, 123 VwGO.

102. Durée moyenne des procédures, en jours (à partir de la date de saisine du tribunal). La durée moyenne des procédures est calculée à partir de l'introduction du recours jusqu'au prononcé du jugement, sans tenir compte de la phase d'exécution.

	% des décisions ayant fait l'objet d'un appel	Durée moyenne en 1ère instance (en jours)	Durée moyenne en 2ème instance (en jours)	Durée moyenne en 3ème instance (en jours)	Durée moyenne de la procédure complète (en jours)	% d'affaires pendantes depuis plus de 3 ans, pour toutes les instances
Affaires civiles et commerciales contentieuses	8 [] NA [] NAP	192 [] NA [] NAP	257 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
Divorce contentieux	2 [] NA [] NAP	294 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
Licenciement	3 [] NA [] NAP	65 [] NA [] NAP	195 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
Faillite	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
Vol avec violence	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

Homicide volontaire	<input checked="" type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> NA
	<input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NAP

Commentaires

103. Le cas échéant, veuillez préciser les procédures propres au divorce (contentieux et non contentieux) :

. The family court has exclusive jurisdiction for marriage cases and other family cases. The family court is a department of the Local Court.

Anyone wishing to bring a marriage case to court, that is anyone wishing to divorce, must be represented by a lawyer. Also the respondent needs representation by lawyer if motions are to be lodged. As a rule, the spouses are to pay half the court costs of the divorce case and the ancillary cases; plus, each spouse pays their own legal costs.

It is possible to apply for legal aid. Spouses wishing to divorce can reduce the costs of the proceedings by the respondent agreeing to the divorce for the record of the court registry or in the oral hearing without appointing a lawyer.

The family court deliberates on the divorce application and the ancillary cases to the divorce made pending in good time together, and also rules on them as a matter of principle at the same time (comprehensive divorce proceedings). The divorce is hence as a rule not to be issued until clarity has been reached regarding all the ancillary cases. The purpose of the comprehensive divorce proceedings is to ensure for those concerned that nothing remains unresolved or uncertain after the divorce. The advantage of this is that those concerned are informed of all the consequences entailed by the divorce, particularly of the economic consequences. This is particularly significant for the economically weaker spouse, given that their rights are to be safeguarded before the divorce is granted. By virtue of the fact that all proceedings are placed in the hands of one single judge and dealt with at the same time, the family court also obtains a more profound insight into the situation of the marriage and the family and is able to help to bring about proper, coordinated rulings. Aspects that are deliberated on and ruled on by the family court in the comprehensive divorce proceedings include: pension settlement cases, maintenance cases, spousal home and budget cases, as well as property cases and parent-and-child cases.

In order to agree on an arrangement covering only the ancillary effects of the divorce, mediation proceedings offer an alternative to court proceedings. Mediation seeks to reach an agreed resolution of the conflict over ancillary matters with the aid of a neutral person who is not called on to make a decision – the mediator. Mediation is particularly well suited to take into account the situation and interests of the persons concerned, because their autonomy plays a more central role in mediation proceedings than it does in court proceedings. A mediation proceeding may therefore lead to results which are more readily accepted, and is generally a more sustainable option. Results can include, for example, contractual agreements on maintenance, assets, property, on parental responsibility or on access to the children. In divorce proceedings, the court can order that the spouses attend, either individually or together, an information meeting, free of charge, about mediation or another possible form of extra-judicial conflict resolution for pending ancillary matters with a person or provider designated by the court, and that they submit confirmation of their attendance. If such a meeting leads to a mediation proceeding, the court proceeding will be interrupted. If the attempt to reach a friendly settlement is made by a judge designated for that purpose and having no decision-making power in the matter (conciliation judge), he or she can apply all methods of conflict resolution including mediation. The divorce itself cannot be the subject of a conciliation hearing, because the granting of a divorce is subject to requirements that cannot be fulfilled by the parties themselves.

104. Comment est calculée la durée moyenne des procédures pour les six catégories d'affaires de la question 102? Veuillez décrire la méthode de calcul.

. The judicial business statistics include in each case the day of the receipt of the proceedings and the date on which they are dealt with, recorded in the DD.MM.YYYY format.

On the basis of this information, the duration of the proceedings is calculated as follows:

duration of proceedings = 1 + [date on which processed (number of days + (number of months * 30) + (year * 360)) - [date of receipt (number of days + (number of months * 30) + (year * 360))]

4.2.6. Gestion des flux d'affaires – ministère public



105. Veuillez décrire le rôle et les attributions du procureur dans la procédure pénale (plusieurs choix possibles) :

[X] diriger ou superviser l'enquête policière

[X] mener des enquêtes

[] quand cela est nécessaire, saisir le juge pour qu'il ordonne des mesures d'enquêtes

[X] porter une accusation

[X] soumettre l'affaire au tribunal

[X] proposer une peine au juge

[X] faire appel

[X] superviser la procédure d'exécution

[X] classer l'affaire sans suite, sans avoir besoin d'obtenir une décision d'un juge (observer la cohérence avec la question 36 !)

[X] clore l'affaire par une sanction ou une mesure imposée ou négociée sans décision d'un juge

[X] autres attributions significatives (veuillez préciser) : Other: to conduct or supervise police investigation; to conduct investigations

•to conduct investigations: Unless otherwise provided by law (for instance in accordance with section 153 and section 153a of the Code of Criminal Procedure), the public prosecution office is obliged to intervene with regard to all prosecutable criminal offences provided that there are sufficient factual indications (section 152 (2) of the Code of Criminal Procedure). As soon as the public prosecution office receives knowledge of a criminal offence through a criminal information or by other means, it must investigate the facts for its decision on whether public charges are to be preferred (section 160 (1) of the Code of Criminal Procedure). To this end, the public prosecution office is entitled to demand information from all authorities and to carry out investigations of any kind, either itself or to have them performed by the authorities and officers of the police service unless other statutory provisions particularly regulate their powers. The public prosecutor shall ascertain not only incriminating but also exonerating circumstances, and shall ensure that evidence, the loss of which is to be feared, is taken (section 160 (2) of the Code of Criminal Procedure). •to conduct or supervise police investigation: The authorities and officers of the police service are obliged to comply with requests or applications from the public prosecution office, and in this case are entitled to obtain information from all authorities (section 161 (1) of the Code of Criminal Procedure). •when necessary, to request investigation measures from the judge: If the public prosecution office considers it to be necessary for the court to carry out investigation measures, it makes an application prior to lodging of the public charge to the Local Court in the district in which it or its branch office making the application is located. If, additionally, it considers it to be necessary to issue an arrest or custody order, it can, regardless of section 125 and section 126a, lodge such a motion with the court referred to in sentence 1 (section 162 (1) sentences 1 and 2 of the Code of Criminal Procedure). After preferment of public charges, the court seized of the matter shall be the competent court (section 162 (3) sentence 1 of the Code of Criminal Procedure). •to charge It is the public prosecution office which is called on to prefer public charges (section 152 (1) of the Code of Criminal Procedure). The written charge, which the public prosecution office has to present to the court which has jurisdiction for the main hearing, contains the application to open the main proceedings. The files are presented to the court (section 199 (2) of the Code of Criminal Procedure) with the written charge. •to present the case in the court: During the main hearing the public prosecutor has to read out the charges, may ask questions and file applications and finally presents his arguments in the closing speech. •to discontinue a case without requiring a judicial decision: In accordance with section 153 (1) sentence 2 of the Code of Criminal Procedure (dispensing

with prosecution of petty offences), section 153c of the Code of Criminal Procedure (non-prosecution of offences committed abroad), section 153d of the Code of Criminal Procedure (dispensing with court action on political grounds) and section 153f of the Code of Criminal Procedure (dispensing with prosecution of criminal offences under the Code of Crimes against International Law), the public prosecution office can discontinue the proceedings without a court ruling. The same applies in accordance with section 154 (1) of the Code of Criminal Procedure with minor secondary criminal offences, and in accordance with section 154a (1) sentence 1 of the Code of Criminal Procedure with individual severable parts of an offence or some of several violations of the law committed as a result of the same offence if these are not particularly significant in addition to a penalty or measure of reform and prevention that is anticipated or has already been imposed with binding effect. Moreover, the public prosecution office may dispense with preferment of public charges if the accused is extradited to a foreign government because of the offence or is transferred out of the area of application of the Code of Criminal Procedure (section 154d (1) and (2) of the Code of Criminal Procedure). The same applies if he/she is to be extradited to a foreign government or transferred to an international criminal court of jus-tice because of another offence and the penalty or the measure of re-form and prevention which might be the result of the domestic prosecution is negligible in comparison to the penalty or measure of reform and prevention which has been imposed on him with binding effect abroad or which he may expect to be imposed abroad (section 154d (2) of the Code of Criminal Procedure). If coercion or extortion (sections 240 and 253 of the Criminal Code) was committed by threats to reveal a criminal offence, the public prosecution office may dispense with prosecuting the offence, the disclosure of which was threatened, unless expiation is imperative because of the seriousness of the offence (section 154c (1) of the Code of Criminal Procedure). If the victim of coercion or extortion (sections 240 and 253 of the Criminal Code) files charges in respect thereof (section 158) and if as a result a misdemeanour committed by the victim comes to light, the public prosecution office may dispense with prosecution of the misdemeanour unless expiation is imperative because of the seriousness of the offence (section 154c (2) of the Code of Criminal Procedure). If the preferring of public charges for a misdemeanour depends on the evaluation of a question which must be determined according to civil law or administrative law, the public prosecution office may set a time limit to decide the question in civil proceedings or in administrative court proceedings. The person who reported the criminal offence shall be notified there-of. After this time limit has expired without any result, the public prosecution office may terminate the proceedings (section 154d of the Code of Criminal Procedure). Public charges are not to be preferred for an erroneous suspicion or insult (sections 164 and 185 to 188 of the Criminal Code) as long as criminal or disciplinary proceedings are pending for the reported or alleged offence (section 154e (1) of the Code of Criminal Procedure). If the absence of the accused or some other personal impediment prevents the opening or conduct of the main proceedings for a considerable time, and if public charges have not yet been preferred, the public prosecution office may provisionally terminate the proceedings after it has clarified the facts so far as possible and secured the evidence so far as necessary (section 154f of the Code of Criminal Procedure). In accordance with section 45 (1) of the Youth Courts Act (Jugendgerichtsgesetz – JGG), section 153 of the Code of Criminal Procedure is also applicable in criminal proceedings against juveniles (14 to under 18 years old at the time of the offence). Section 153 of the Code of Criminal Procedure applies either directly or - if juvenile criminal law applies to them - via section 45 (1) of the Youth Courts Act to young adults (18 to under 21 years old at the time of the offence). The other possibilities of ending the proceedings stated above are generally applicable in proceedings against juveniles and young adults (cf. section 2 (2) of the Youth Courts Act); further possibilities for the discontinuation of proceedings by the public prosecutor are provided by section 45 (2) and (3) of the Youth Courts Act. •to supervise the enforcement procedure: The final judgment has to be executed by the public prosecution office and, if juvenile criminal law applies, by the youth court judge as head of enforcement (cf. section 82 of the Youth Courts Act).

Commentaires

106. Le procureur a-t-il également un rôle dans les affaires suivantes :

- [] affaire civiles
- [] affaires administratives
- [] affaires de faillite

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : In general the public prosecutor has not a role in insolvency cases. But in taking preliminary measures of confiscation according to Section 111b to Section 111q of the Code of Criminal Procedure the public prosecution office shall file for insolvency concerning the defendant if the assets of the defendants do not suffice to satisfy the claims of the persons injured by his offence (Section 111i para (2) of the Code of Criminal Procedure). This new regime is in force since July 2017. Whether the insolvency proceedings are to be opened or not, lies in the competence of the court. Section 111i of the Code of Criminal Procedure has also been taken

into account in the enforcement of the ordered confiscation especially concerning the compensation procedure (sections 459h, 459m, 459n of the Code of Criminal Procedure).

107. La gestion des affaires par le procureur : nombre total des affaires pénales en première instance

	Reçues par le procureur au cours de l'année de référence	Classées sans suite par le procureur (v. 108 ci-dessous) au cours de l'année de référence	Terminées par une sanction ou par une mesure imposée ou négociée par le procureur	Portées devant les tribunaux
Nombre total d'affaires pénales traitées en première instance par le procureur	4 918 315 [] NA [] NAP	2 794 977 [] NA [] NAP	167 786 [] NA [] NAP	985 563 [] NA [] NAP

Commentaires These figures include first-instance criminal cases led by the public prosecution offices based at the Regional Courts (investigations with a "Js" file number) and the public prosecution offices based at the Higher Regional Courts (investigations with an "OJs" file number). Regarding the latter ("OJs" investigations), figures only exist for the number of cases newly received by the prosecutor generals' offices.

107-1. Si la procédure du plaider coupable existe, combien d'affaires ont été portées par le procureur devant les tribunaux par le biais de cette procédure?

	Nombre de procédures du plaider coupable
Total	[] NA [X] NAP
Avant que l'affaire ne soit portée devant les tribunaux	[] NA [X] NAP
Pendant la procédure judiciaire	[] NA [X] NAP

Commentaires

108. Nombre total des affaires classées sans suite par le procureur.

	Nombre d'affaires
Nombre total des affaires classées sans suite par le procureur (1 + 2 + 3 + 4)	3 304 719 [] NA [] NAP
1. Classées sans suite par le procureur parce que l'auteur de l'infraction n'a pas pu être identifié	[X] NA [] NAP
2. Classées sans suite par le procureur en raison d'une impossibilité de fait ou de droit	1 577 448 [] NA [] NAP
3. Classées sans suite par le procureur pour raison d'opportunité	1 228 139 [] NA [] NAP

Commentaires After checking the available data now it is possible to distinguish between No. 2, No. 3 and No. 4

109. Est-ce que ces données incluent le contentieux routier ?

Oui

Non

Commentaires

D2. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions 91, 94, 97, 98, 99, 100, 101, 102, 107, 107-1 et 108.

Sources : Federal Office of Justice: Local Court case-load overviews

Federal Statistical Office:

Subject-matter series 10, series 2.1 (civil courts)

Subject-matter series 10, series 2.2 (family courts)

Subject-matter series 10, series 2.3 (criminal courts)

Subject-matter series 10, series 2.4 (administrative courts)

Subject-matter series 10, series 2.5 (fiscal courts)

Subject-matter series 10, series 2.6 (public prosecution offices)

Subject-matter series 10, series 2.7 (social courts)

Subject-matter series 10, series 2.8 (labour courts)

Subject-matter series 10, series 3 (criminal prosecution)

5.Carrière des juges et procureurs

5.1.Recrutement et promotion

5.1.1.Recrutement et promotion des juges

110. Comment les juges sont-ils recrutés ?

principalement par concours (concours ouvert)

principalement par une procédure de recrutement spécifique pour des professionnels du droit ayant une longue expérience professionnelle dans le domaine juridique (par exemple des avocats expérimentés)

une combinaison des deux (concours et expérience professionnelle)

autre (veuillez préciser) :Finance Courts: Baden-Württemberg: The prerequisite for working as a judge at a finance court is relevant professional experience (in particular as a civil servant of the tax administration, lawyer or judge in another jurisdiction or public prosecutor). Bavaria: The posts in the finance courts are not occupied externally. Especially well-suited civil servants of the tax administration are selected to work as a judge in a finance court after an unspecified period spent working in the administration. There is hence no special appointment procedure.

Commentaires Finance Courts: Baden-Württemberg: The prerequisite for working as a judge at a finance court is relevant professional experience (in particular as a civil servant of the tax administration, lawyer or judge in another jurisdiction or public prosecutor). Bavaria:

The posts in the finance courts are not occupied externally. Especially well-suited civil servants of the tax administration are selected to work as a judge in a finance court after an unspecified period spent working in the administration. There is hence no special appointment procedure.

111. Autorité(s) responsable(s) pour le recrutement. Les juges sont-ils recrutés et nommés, initialement, en début de carrière, par :

- une instance composée seulement de juges
- une instance composée seulement de non juges
- une instance composée de juges et de non juges

Commentaires - Veuillez indiquer le nom de l'instance responsable de la procédure globale de recrutement et de nomination des juges. S'il existe plusieurs instances impliquées, veuillez décrire leurs rôles respectifs :

112. La même instance (Q.111) est-elle compétente pour la promotion des juges ?

- Oui
- Non

Commentaires

113. En quoi consiste la procédure de promotion des juges: (plusieurs réponses possibles)

- Concours / Examen
- Autre(s) modalité(s) (entretien professionnel ou autre)
- Absence de procédure spécifique

Commentaires - Veuillez préciser comment se déroule la promotion des juges (en particulier s'il ne s'agit pas d'un concours ou d'un examen):

113-1. Veuillez indiquer les critères retenus pour la promotion d'un juge? (plusieurs réponses possibles)

- Les années d'expérience
- Les compétences professionnelles (ou/et la performance qualitative)
- La performance (quantitative)
- Les résultats d'évaluations
- Les critères subjectifs (par exemple, l'intégrité, la réputation)
- Autre(s)
- Aucun critère

Commentaires - Veuillez fournir tout commentaire utile concernant le/les critère(s) (en particulier si vous avez coché les cases « performance » ou « autre(s)»):

5.1.2. Statuts, recrutement et promotion des procureurs

115. Le ministère public est-il :

- statutairement indépendant
- sous l'autorité du ministre de la Justice ou une autre autorité centrale
- autre (veuillez préciser) :

Commentaires - Le cas échéant, veuillez préciser les garanties objectives de cette indépendance (mutation, nomination...).

115-1. La loi, ou une autre réglementation, empêche-t-elle les instructions spécifiques de poursuivre ou de ne pas poursuivre qui seraient adressées à un procureur ?

- Oui
- Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

116. Comment sont recrutés les procureurs ?

- principalement par concours (concours ouvert)
- principalement par une procédure de recrutement spécifique pour des professionnels du droit ayant une longue expérience dans le domaine juridique (par exemple des avocats expérimentés)
- une combinaison des deux (concours et expérience professionnelle)
- autre (veuillez préciser) :

Commentaires

117. Autorité(s) responsable(s) pour le recrutement. Les procureurs sont-ils recrutés et nommés, initialement, en début de carrière, par :

- une instance composée seulement de procureurs
- une instance composée seulement de non procureurs
- une instance composée de procureurs et de non procureurs

Commentaires - Veuillez indiquer le nom de l'instance responsable de la procédure globale de recrutement et de nomination des procureurs. S'il y a plusieurs autorités impliquées, veuillez décrire leurs rôles respectifs : Recruitment and appointments are done by the Minister of Justice, in some cases in cooperation with a committee for the selection of judges, a gender equality officer and the general prosecutors' offices.

118. La même instance (Q 117) est-elle compétente pour la promotion des procureurs ?

- Oui
- Non, quelle instance est compétente pour la promotion des procureurs ?

Commentaires

119. En quoi consiste la procédure de promotion des procureurs: (plusieurs réponses possibles)

- Concours / Examen
- Autre(s) modalité(s) (entretien professionnel ou autre)
- Absence de procédure spécifique

Commentaires - Veuillez préciser comment se déroule la promotion des procureurs (en particulier s'il ne s'agit pas d'un concours ou d'un examen) : Promotion post advertised, selection among the applicants on the basis of current assessments and report from the general prosecutors' offices on occupation of the post.

119-2. Veuillez indiquer les critères retenus pour la promotion d'un procureur?

- Les années d'expérience
- Les compétences professionnelles (ou/et la performance qualitative)

- La performance (quantitative)
- Les résultats d'évaluations
- Les critères subjectifs (par exemple, l'intégrité, la réputation)
- Autre(s)
- Aucun critère

Commentaires - Veuillez préciser tout commentaire utile concernant le/les critère(s) (en particulier si vous avez coché les cases « performance » ou « autre(s)»):

5.1.3.Mandat et retraite des juges et procureurs

121. Le mandat des juges est-il à durée indéterminée (à savoir "à vie" = jusqu'à l'âge officiel de la retraite) ?

- Oui, veuillez indiquer l'âge de la mise en retraite obligatoire :65-67
- Non

Commentaires - Si oui, existe-t-il des exceptions (ex: la révocation comme sanction disciplinaire) ? Veuillez préciser :

121-1. Un juge peut-il être transféré dans une autre juridiction sans son consentement :

- Pour des raisons disciplinaires
- Pour des raisons organisationnelles

Pour d'autres raisons (veuillez préciser les modalités et garanties) : "Section 30 of the German Judiciary Act stipulates the following: "Transfer and discharge from office (1) A judge for life or for a specified term can only be transferred to another office or discharged from office without his own written consent 1. in judicial impeachment proceedings (Article 98 paragraphs 2 and 5 of the Basic Law), 2. in formal disciplinary proceedings, 3. in the interests of the administration of justice (section 31), 4. on changes being made in the organisation of the courts (section 32). (2) Save in the case of subsection (1) number 4, a transfer or discharge from office can only be ordered on the strength of a judicial decision that has entered into final and binding effect."

- Non

Commentaires Section 30 of the German Judiciary Act stipulates the following: "Transfer and discharge from office (1) A judge for life or for a specified term can only be transferred to another office or discharged from office without his own written consent 1. in judicial impeachment proceedings (Article 98 paragraphs 2 and 5 of the Basic Law), 2. in formal disciplinary proceedings, 3. in the interests of the administration of justice (section 31), 4. on changes being made in the organisation of the courts (section 32). (2) Save in the case of subsection (1) number 4, a transfer or discharge from office can only be ordered on the strength of a judicial decision that has entered into final and binding effect.

122. Une période probatoire est-elle instaurée pour les juges (par exemple avant d'être nommé à vie) ? Si oui, quelle en est la durée ?

- Oui, durée de la période probatoire (en années) :5
- Non

Commentaires

123. Le mandat des procureurs est-il à durée indéterminée (à savoir « à vie » = jusqu'à l'âge officiel de la retraite) ?

- Oui, veuillez indiquer l'âge de la mise en retraite obligatoire :65-67
- Non

Commentaires - Si oui, existe-t-il des exceptions (la révocation comme sanction disciplinaire) ? Veuillez préciser : "The service relationship of a public prosecutor ends for instance on a criminal judgment gaining legal force by means of which the public prosecutor has been sentenced to at least one year's imprisonment because of an intentional criminal offence (section 41 (1) of the Act on Federal Civil Servants [Bundesbeamten-gesetz – BBG] and section."

124. Une période probatoire est-elle instaurée pour les procureurs ? Si oui, quelle en est la durée ?

Oui, durée de la période probatoire (en années) :5

Non

Commentaires

125. Si le mandat n'est pas à durée indéterminée pour les juges (v. question 121), quelle est la durée du mandat (en années)? Est-il renouvelable ?

[]

NA

NAP

Commentaires

125-1. Est-il renouvelable ?

Oui

Non

NAP

Commentaires

126. Si le mandat n'est pas à durée indéterminée pour les procureurs (v. question 123), quelle est la durée du mandat (en années)?

[]

NA

NAP

Commentaires

126-1. Est-il renouvelable ?

Oui

Non

NAP

Commentaires

E1. Veuillez indiquer les sources utilisées pour répondre aux questions de ce chapitre :

Sources : The German Judiciary Act and Judiciary Acts of the Lander.

5.2.1. Formation des juges

127. Types de formations proposées des juges :

	Obligatoire	Facultative	Pas de formation proposée
Formation initiale (par exemple fréquentation d'une école de la magistrature, stage dans un tribunal)	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Formation continue générale	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Formation continue pour des fonctions spécialisées (ex. juge pour les affaires économiques ou administratives)	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Formation continue pour des fonctions spécifiques de gestion (ex. présidence d'un tribunal)	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Formation continue pour l'utilisation des outils informatiques au sein des tribunaux	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Formation continue à l'éthique	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non

Commentaires

128. Fréquence de la formation continue des juges :

	Fréquence de la formation
Formation continue générale	<input checked="" type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée
Formation continue pour des fonctions spécialisées (ex. juge pour les affaires économiques ou administratives)	<input checked="" type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée
Formation continue pour des fonctions spécifiques de gestion (ex. présidence d'un tribunal)	<input checked="" type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée
Formation continue pour l'utilisation des outils informatiques au sein des tribunaux	<input checked="" type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée

Formation continue à l'éthique	<input type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans)
	<input checked="" type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins)
	<input type="checkbox"/> Pas de formation proposée

Commentaires - Veuillez fournir toute information concernant la périodicité de la formation continue des juges : Bavaria:

Ordinary jurisdiction: Bavaria offers around 50 one-day training events and around 75 multi-day seminars for judges each year (excluding courses offered by the German Judicial Academy and IT training).

Berlin:

Participation is voluntary and ranges from 0 days to several weeks per year (taking into account the Land's own training programmes as well as the courses offered by the German Judicial Academy and the EJTN).

Brandenburg:

On average, judges attend 1 to 2 training events each year.

Bremen:

Various training courses offered each month.

Hesse:

The information pertains to the training programmes offered by the Hessian Judicial Academy, which is attached to the Hesse Ministry of Justice and organises the training of all professional groups within the Hessian justice administration (except for prison staff). In 2018, 46 (one to four-day) seminars were offered for judges. None of the training events were held twice. Seminars that are not exclusively aimed at judges (family law, civil law), can also be attended by public prosecutors. North Rhine-Westphalia:

Training programmes are offered at varying intervals.

Saxony:

No exact details can be provided on frequency, since this varies greatly (0 to multiple trainings per year per judge).

Thuringia:

On average, judges attend 1 to 2 seminars per year.

5.2.2. Formation des procureurs

129. Types de formations proposées aux procureurs :

	Obligatoire	Facultative	Pas de formation proposée
Formation initiale	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Formation continue générale	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Formation continue pour des fonctions spécialisées (ex. procureur spécialisé en criminalité organisée)	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Formation continue pour des fonctions spécifiques de gestion (ex. Procureur Général, administrateur)	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Formation continue pour l'utilisation des outils informatiques au sein des tribunaux	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Formation continue à l'éthique	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non

Commentaires

130. Fréquence de la formation continue des procureurs :

	Fréquence de la formation continue
Formation continue générale	<input checked="" type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée
Formation continue pour des fonctions spécialisées (ex. procureur spécialisé en criminalité organisée)	<input checked="" type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée
Formation continue pour des fonctions spécifiques de gestion (ex. Procureur Général, administrateur)	<input checked="" type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée
Formation continue pour l'utilisation des outils informatiques au sein des tribunaux	<input checked="" type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée
Formation continue à l'éthique	<input type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input checked="" type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée

Commentaires - Veuillez fournir toute information concernant la périodicité de la formation continue des procureurs : Bavaria:
Bavaria offers around 50 one-day training events and around 75 multi-day seminars for public prosecutors each year (excluding courses offered by the German Judicial Academy and IT training).

Berlin:
Participation is voluntary and ranges from 0 days to several weeks per year (taking into account the Land's own training programmes as well as the courses offered by the German Judicial Academy and the EJTN).

Brandenburg:
On average, public prosecutors attend 1 to 2 training events each year.

Bremen:
Various training courses offered each month.

Hesse:
In 2018, there was no training exclusively designated for public prosecutors.

North Rhine-Westphalia:
Training programmes are offered at varying intervals.

Saxony:
No exact details can be provided on frequency, since this varies greatly (0 to multiple trainings per year per judge).

Thuringia:
On average, public prosecutors attend 1 to 2 training events per year.

131. Disposez-vous d'(une) institution(s) publique(s) chargée(s) de la formation des juges et des procureurs?

	Formation initiale seulement	Formation continue seulement	Formation initiale et continue
Une institution pour les juges	[]	[]	[]
Une institution pour les procureurs	[]	[]	[]
Une institution commune pour juges et procureurs	[X]	[X]	[X]

Commentaires

131-0. Si oui, quel est le budget de cette (ces) institution(s)?

	Budget de l'institution pour l'année de référence, en €
Une institution pour les juges	[] NA [X] NAP
Une institution pour les procureurs	[] NA [X] NAP
Une institution commune pour les juges et procureurs	[] NA [X] NAP

Commentaires

131-1. S'il n'y a pas de formation initiale obligatoire des juges et/ou des procureurs dans de telles institutions, pouvez-vous brièvement préciser comment ces juges et/ou procureurs sont formés ?

. They receive academic training at the universities, decentralised compulsory initial training at the Regional Courts (Landgerichte), and additionally benefit from a wide offer of voluntary training which is well received.

131-2. Nombre de formation continue (en jours) organisées par l'institution de formation judiciaire à l'intention des juges, des procureurs, du personnel non-juge et du personnel non-procureur

	Nombre de formation continue organisée, en jours (sans e-learning)	Formations en ligne disponibles tout au long de l'année de référence (e-learning)
Total	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
1. Seulement pour les juges	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
2. Seulement pour les procureurs	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

3. Seulement pour le personnel non-juge	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
4. Seulement pour le personnel non-procureur	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
5. Autres formations communes	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

Commentaires :

E2. Veuillez indiquer les sources utilisées pour répondre aux questions de ce chapitre :

Sources : -

5.3.Exercice de la profession

5.3.1.Salaires et avantages des juges et procureurs

132. Salaires des juges et des procureurs au 31 décembre de l'année de référence:

	Salaire annuel brut, en €	Salaire annuel net, en €	Salaire annuel brut en monnaie nationale	Salaire annuel net en monnaie nationale
Juge professionnel de 1ère instance au début de sa carrière	49 605 [] NA [] NAP	37 908 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
Juge de la Cour suprême ou de la dernière instance de recours (veuillez indiquer le salaire moyen d'un juge de ce niveau, non pas le salaire du président de la cour)	84 809 [] NA [] NAP	57 670 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
Procureur au début de sa carrière	49 605 [] NA [] NAP	37 908 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
Procureur auprès de la Cour suprême ou de la dernière instance de recours (veuillez indiquer le salaire moyen d'un procureur de ce niveau, non pas le salaire du Procureur Général).	84 809 [] NA [] NAP	57 670 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

Commentaires

133. Les juges et les procureurs bénéficient-ils des avantages complémentaires suivants ?

	Juges	Procureurs
Imposition réduite	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non

Retraite spécifique	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Logement de fonction	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Autre avantage financier	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non

Commentaires

134. Si « autre avantage financier », veuillez préciser :

. "Unlike contracted employees, judges and public prosecutors acquire pension claims in accordance with the Civil Service Benefits Act (Beamtenversorgungsgesetz) and are not included in the statutory pensions insurance scheme.

Other financial benefit: Unlike contracted employees, judges and public prosecutors acquire a right to claim assistance with medical expenses and are not required to join the statutory health insurance scheme. Furthermore, married judges and prosecutors receive family allowances, and those with children receive child allowances."

[] NAP

135. Un juge peut-il cumuler son travail avec les autres fonctions suivantes ?

	Rémunéré	Non rémunéré
Enseignement	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Recherche et publication	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Arbitrage	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Consultant	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Fonction culturelle	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Fonction politique	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Médiateur	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Autre fonction	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non

Commentaires - Si des règles existent dans votre pays (par exemple, une autorisation est exigée pour exercer une fonction), veuillez les préciser. Si « autre fonction », veuillez préciser. With regard to the obligation to have ancillary activities approved, section 46 of the German Judiciary Act (Deutsches Richtergesetz), sections 99 to 101 of the Act on Federal Civil Servants and the Ordinance on the Ancillary Activities of Judges in the Federal Civil Service (Verordnung über die Nebentätigkeit der Richter im Bundesdienst) apply to federal judges. Sections 71 (1) of the German Judiciary Act and section 40 of the Act on the Status of Civil Servants (Beamtenstatusgesetz) in conjunction with the provisions of the respective Land law apply to judges in the service of a Land. If no exceptional arrangement applies, non-remunerated ancillary activities do not have to be approved. Taking over care for someone other

than a family member is for instance excepted from this. The following activities are also exempt from approval: literary, artistic, academic or lecturing activities, administration of own property or of property of which the judge has the usufruct, freelance expert consultancy work connected with teaching or research at public universities and academic institutions, as well as activities in trade unions, professional organisations or self-help institutions by which professional interests are promoted. All other ancillary activities are subject to approval.

137. Un procureur peut-il cumuler son travail avec les autres fonctions suivantes ?

	Rémunéré	Non rémunéré
Enseignement	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Recherche et publication	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Arbitrage	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Consultant	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Fonction culturelle	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Fonction politique	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Médiateur	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Autre fonction	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non

Commentaires - Si des règles existent dans votre pays (par exemple, une autorisation est exigée pour exercer une fonction), veuillez les préciser. Si « autre fonction », veuillez préciser : With regard to the obligation to have ancillary activities approved, section 46 of the German Judiciary Act (Deutsches Richtergesetz), sections 99 to 101 of the Act on Federal Civil Servants and the Ordinance on the Ancillary Activities of Judges in the Federal Civil Service (Verordnung über die Nebentätigkeit der Richter im Bundesdienst) apply to federal judges. Sections 71 (1) of the German Judiciary Act and section 40 of the Act on the Status of Civil Servants (Beamtenstatusgesetz) in conjunction with the provisions of the respective Land law apply to judges in the service of a Land. If no exceptional arrangement applies, non-remunerated ancillary activities do not have to be approved. Taking over care for someone other than a family member is for instance excepted from this. The following activities are also exempt from approval: literary, artistic, academic or lecturing activities, administration of own property or of property of which the judge has the usufruct, freelance expert consultancy work connected with teaching or research at public universities and academic institutions, as well as activities in trade unions, professional organisations or self-help institutions by which professional interests are promoted. All other ancillary activities are subject to approval.

139. Prime de productivité : les juges ont-ils droit à des primes en fonction du respect d'objectifs quantitatifs en rapport avec les affaires terminées (par exemple nombre d'affaires terminées pour une période donnée) ?

- () Oui
(X) Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser les conditions et éventuellement les montants:

5.3.2 Institution/organe d'éthique



138. Disposez-vous dans votre pays d'une institution/ d'un organe qui émet des avis sur des questions d'éthique liées à la conduite des juges (par exemple, participation à la vie politique, utilisation des medias sociaux par les juges, etc.) ?

Oui

Non

Commentaires

138-1. Si oui, quelle est la composition de cet institution/organe ?

juges uniquement

juges et représentants d'autres professions juridiques

autre, veuillez préciser : Following evaluation reports by GRECO (Group of States against Corruption), the Federal Ministry of Justice and Consumer protection published a compendium on ethical and professional conduct of judges and prosecutors; Moreover, a presidium is established at each court which determines the composition of the adjudicating bodies, appoints the investigating judges, regulates representation and allocates court business.

Commentaires Following evaluation reports by GRECO (Group of States against Corruption), the Federal Ministry of Justice and Consumer protection published a compendium on ethical and professional conduct of judges and prosecutors. Moreover, a presidium is established at each court which determines the composition of the adjudicating bodies, appoints the investigating judges, regulates representation and allocates court business.

138-2. Les avis de cet institution/organe sont-ils accessibles au public?

Oui

Non

NAP

Commentaires - Veuillez décrire l'activité de cet institution/organe, la fréquence à laquelle sont rendus les avis, etc.

NAP

138-3. Disposez-vous dans votre pays d'une institution/ d'un organe qui émet des avis sur des questions d'éthique liées à la conduite des procureurs (par exemple, participation à la vie politique, utilisation des medias sociaux par les procureurs, etc.) ?

Oui

Non

Commentaires

138-4. Si oui, quelle est la composition de cet institution/organe ?

procureurs uniquement

procureurs et représentants d'autres professions juridiques

autre, veuillez préciser :

Commentaires

138-5. Les avis de cet institution/organe sont-ils accessibles au public?

Oui

Non

Commentaires - Veuillez décrire l'activité de cet institution/organe, la fréquence à laquelle sont rendus les avis, etc.

5.4. Procédures disciplinaires

5.4.1. Autorités responsables des procédures disciplinaires et des sanctions

140. Qui peut engager des procédures disciplinaires contre les juges (plusieurs options possibles) ?

Justiciables

Tribunal concerné ou supérieur hiérarchique

Cour suprême

Conseil supérieur de la magistrature

Tribunal ou autorité disciplinaire

Médiateur (Ombudsman)

Parlement

Pouvoir exécutif (veuillez préciser) : The head of the immediate superior authority, and, as possibly the next highest superior authority, the Ministry of Justice may initiate disciplinary proceedings against judges.

Autre (veuillez préciser) : Citizens can lodge a supervisory complaint, which may lead to the initiation of disciplinary proceedings. The highest disciplinary authority – as a part of the executive – is the Ministry of Justice.

Ceci n'est pas possible

Commentaires The executive power authorized to initiate disciplinary proceedings can be the head of the immediate superior authority, and, as possibly the next highest superior authority, the Ministry of Justice may initiate disciplinary proceedings against judges. Citizens can also lodge a supervisory complaint, which may lead to the initiation of disciplinary proceedings. The highest disciplinary authority – as a part of the executive – is the Ministry of Justice.

141. Qui peut engager des procédures disciplinaires contre les procureurs (plusieurs options possibles) :

Citoyens

Chef de l'unité organisationnelle ou supérieur hiérarchique

Procureur Général/Procureur d'Etat

Conseil supérieur des procureurs (Conseil supérieur de la magistrature)

Tribunal ou autorité disciplinaire

Médiateur (Ombudsman)

Organisme professionnel

Pouvoir exécutif (veuillez préciser) : The head of the immediate superior authority, and, as possibly the next highest superior authority, the public prosecutor general and the Ministry of Justice may initiate disciplinary proceedings against public prosecutors.

Autre (veuillez préciser) : Citizens can lodge a supervisory complaint, which may lead to the initiation of disciplinary proceedings. The highest disciplinary authority – as a part of the executive – is the Ministry of Justice.

Ceci n'est pas possible

Commentaires The head of the immediate superior authority, and, as possibly the next highest superior authority, the public prosecutor general and the Ministry of Justice may initiate disciplinary proceedings against public prosecutors..

Citizens can also lodge a supervisory complaint, which may lead to the initiation of disciplinary proceedings. The highest disciplinary authority – as a part of the executive – is the Ministry of Justice.

142. Quelle autorité détient le pouvoir disciplinaire à l'encontre des juges ? (plusieurs options possibles)

- Tribunal
- Cour suprême
- Conseil supérieur de la magistrature
- Tribunal ou autorité disciplinaire
- Médiateur (Ombudsman)
- Parlement

Pouvoir exécutif (veuillez préciser) :The bodies empowered to initiate disciplinary proceedings (see above) can impose a reprimand by means of a disciplinary order. All further disciplinary measures (including fines, reduction of remuneration, demotion, removal from judicial office) first and foremost require the lodging of a disciplinary action by the Ministry of Justice, on which the judicial service courts then rule.

Autre (veuillez préciser) :The highest disciplinary authority – as a part of the executive – is the Ministry of Justice.

Commentaires Regarding the executive power, the bodies empowered to initiate disciplinary proceedings (see above) can impose a reprimand by means of a disciplinary order. All further disciplinary measures (including fines, reduction of remuneration, demotion, removal from judicial office) first and foremost require the lodging of a disciplinary action by the Ministry of Justice, on which the judicial service courts then rule.

The highest disciplinary authority – as a part of the executive – is the Ministry of Justice.

143. Quelle autorité détient le pouvoir disciplinaire à l'encontre des procureurs ? (plusieurs options possibles)

- Cour Suprême
- Chef de l'unité organisationnelle ou supérieur hiérarchique
- Procureur Général/Procureur d'Etat
- Conseil supérieur des procureurs (Conseil supérieur de la magistrature)
- Tribunal ou autorité disciplinaire
- Médiateur (Ombudsman)
- Organisme professionnel

Pouvoir exécutif (veuillez préciser) :Disciplinary power lies partly with the bodies also empowered to initiate disciplinary proceedings (including reprimand, fines, reduction in salary [only by the Ministry of Justice], in some cases – after the disciplinary action has been lodged by the Ministry of Justice – in the judicial service courts (including demotion, removal from the civil service).

Autre (veuillez préciser) :The highest disciplinary authority – as a part of the executive – is the Ministry of Justice.

Commentaires Disciplinary power lies partly with the bodies also empowered to initiate disciplinary proceedings (including reprimand, fines, reduction in salary [only by the Ministry of Justice], in some cases – after the disciplinary action has been lodged by the Ministry of Justice – in the judicial service courts (including demotion, removal from the civil service).

The highest disciplinary authority – as a part of the executive – is the Ministry of Justice.

5.4.2. Nombre de procédures disciplinaires et de sanctions

144. Nombre de procédures disciplinaires intentées durant l'année de référence à l'encontre des

juges et des procureurs. (Si la procédure disciplinaire est intentée sur la base de plusieurs manquements, veuillez ne compter ces procédures qu'une seule fois, pour le manquement principal.)

	Juges	Procureurs
Nombre total (1+2+3+4)	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1. Faute déontologique	2 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	1 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
2. Insuffisance professionnelle	10 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	5 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3. Délit pénal	9 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	1 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
4. Autre	2 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	2 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser : - stating incorrect professional title on social media (Ordinary jurisdiction - judges)
- unspecified (3 cases)

These figures were provided by the Lander of Baden-Württemberg, Bavaria, Berlin, Hamburg, Mecklenburg-Western Pomerania, North Rhine-Westphalia, Rhineland-Palpatinate, Saxony and Thuringia.

145. Nombre de sanctions prononcées durant l'année de référence à l'encontre des juges et des procureurs :

	Juges	Procureurs
Nombre total (total 1 à 10)	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1. Réprimande	4 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	2 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
2. Suspension	1 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3. Retrait d'une affaire	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
4. Amende	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	1 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
5. Diminution de salaire temporaire	1 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
6. Rétrogradation de poste	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

7. Mutation géographique dans un autre tribunal	0 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP
8. Démission	0 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP
9. Autre	1 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP
10. Révocation	0 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser. S'il existe une disparité importante entre le nombre de procédures disciplinaires intentées et le nombre de sanctions prononcées, veuillez en préciser les raisons. Ordinary jurisdiction: disapproval

These figures were provided by the Lander of Baden-Württemberg, Bavaria, Berlin, Hamburg, Mecklenburg-Western Pomerania, North Rhine-Westphalia, Rhineland-Palpatinate, Saxony and Thuringia.

E3. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions 144 et 145 :

Sources : Information provided by the Länder (survey of courts and evaluation of files).

6. Avocats

6.1. Profession d'avocat

6.1.1. Statuts de la profession d'avocat

146. Nombre d'avocats exerçant dans votre pays :

	Total	Hommes	Femmes
Nombre d'avocats	165 104 [] NA	107 105 [] NA	57 999 [] NA

Commentaires

147. Ce nombre inclut-il la catégorie « conseiller juridique » (« solicitor/in-house counsellor ») qui ne peut pas représenter de clients en justice ?

Oui ()

Non (X)

Commentaires

148. Nombre de conseillers juridiques qui ne peuvent pas représenter de clients en justice :

[]

[X] NA

[] NAP

149. Les avocats ont-ils le monopole de la représentation en justice (plusieurs options sont possibles) pour les :

	Première instance	Seconde instance	Cour suprême
Affaires civiles	[]	[X]	[X]
Affaires de licenciement	[]	[]	[]
Affaires pénales - Défendeur	[]	[]	[]
Affaires pénales - Victime	[]	[]	[]
Affaires administratives	[]	[]	[]

[] NAP

Commentaires - Veuillez apporter toutes précisions utiles concernant le contenu du monopole des avocats : Civil cases

Section 78 of the Civil Procedure Act: Proceedings in which the parties must be represented by counsel

(1) The parties to disputes before the regional courts (Landgerichte, LG) and the higher regional courts (Oberlandesgerichte, OLG) must be represented by an attorney. Where, based on section 8 of the Introductory Law of the Courts Constitution Act (Einführungsgesetz zum Gerichtsverfassungsgesetz), a Land has established a supreme court for its territory, the parties to a dispute must likewise be represented by an attorney before this court as well. In proceedings before the Federal Court of Justice (Bundesgerichtshof, BGH), the parties to the dispute must be represented by an attorney admitted to practice before said court.

(2) Public authorities and legal persons under public law, including the co-operation groupings they may form by way of fulfilling their tasks as governed by public law, may have themselves represented by their own employees who are qualified to hold judicial office, or by employees who are qualified to hold judicial office and who are working with other public authorities or legal persons under public law, including the co-operation groupings they may form by way of fulfilling their tasks as governed by public law.

(3) These rules are not to be applied to proceedings before a judge correspondingly delegated or requested, nor are they to be applied to actions in the proceedings that may be taken before the records clerk of the court registry.

(4) Any attorney authorised to represent parties before the courts in accordance with the stipulations of subsections (1) and (2) may represent himself.

Section 138 of the Code of Criminal Proceedings

(1) Attorneys admitted to practice before a German court, as well as professors of law at German institutions of higher education as defined in the Framework Act for Higher Education who are qualified to hold judicial office, may be engaged as defence counsel.

(2) Other persons may be engaged only with the approval of the court. In cases where the assistance of defence counsel is mandatory and the person chosen is not among the persons who may be appointed as defence counsel, such person may additionally be admitted as counsel of the accused's own choice only together with one who may be so appointed.

(3) If witnesses, private prosecutors, private accessory prosecutors, persons entitled to private accessory prosecution and aggrieved persons can avail themselves of the assistance of an attorney or representation by an attorney, they may, in accordance with subsection (1) and subsection (2), first sentence, also choose the other persons designated therein.

Administrative cases:

In addition to the (general) Administrative Jurisdiction, in Germany there are two specialised public-law jurisdictions: the Fiscal Jurisdiction and the Social Jurisdiction. Only the Administrative and Social jurisdictions have three tiers. The Administrative Courts form the first instance of the Administrative Jurisdiction, the second instance comprises the Higher Administrative Courts/Administrative Courts of Appeal, while the Federal Administrative Court is the supreme court. The Social Courts form the first instance of the Social Jurisdiction, the second instance comprises the Higher Social Courts, while the Federal Social Court is the supreme court. The Fiscal Jurisdiction has two tiers. It comprises the Finance Courts of the Länder as courts of first instance, and the Federal Finance Court as supreme court. In all three jurisdictions, parties may at least represent themselves before the courts of first instance. Details in this regard are set out in section 67 VwGO, section 73 of the Social Courts Act and section 62 of the Code of Finance Court Procedure.

149-0. En cas d'absence de monopole, veuillez préciser les organismes ou personnes pouvant représenter les clients au tribunal :

	Première instance	Seconde instance	Cour suprême
Organisme de la société civile	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Membre de la famille	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Personne concernée elle-même	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Syndicat	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Autres	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non

Commentaires - Si « autres », veuillez préciser. De plus, veuillez préciser pour les catégories mentionnées quels sont les types d'affaires concernés par cette/ces représentation(s) : Civil cases:

Only in local courts (i.e. in civil proceedings where the amount in dispute is €5,000 or less) is it not obligatory to be represented by a lawyer. Where the amount in dispute is above this threshold, first-instance civil proceedings start at the regional court where the parties are obliged to be represented by a lawyer. Administrative cases: 1. Employees of the party or of an enterprise affiliated with them (section 15 of the Companies Act [Aktiengesetz]); authorities and legal entities under public law, including the associations formed by them to perform their public tasks, can also be represented by employees of other authorities or legal entities under public law, including the associations formed by them to perform their public tasks, 2. adult family members (section 15 of the Fiscal Code (Abgabenordnung, AO), section 11 of the Civil Partnership Act, persons with qualification for judicial office and joined parties if the representation is not connected with a remunerated activity, 3. tax advisers, tax representatives, certified public accountants, sworn auditors, persons and associations within the meaning of section 3a of the Tax Consulting Act (Steuerberatungsgesetz), as well as companies within the meaning of section 3 Nos. 2 and 3 of the Tax Consulting Act acting via persons within the meaning of section 3 No. 1 of the Tax Consulting Act, in tax-related matters, 4. professional agricultural associations for their members, 5. trade unions and associations of employers, as well as combinations of such associations for their members or for other associations or combinations with a comparable orientation and their members, 6. associations whose statutory tasks largely encompass joint representation of interests, advice and representation of benefit recipients in accordance with social compensation law or persons with disabilities and which, taking account of the nature and the extent of their activities, as well as of the group of their members, offer an assurance of proper representation in the proceedings, for their members in matters of welfare of victims of war and of the law on persons with serious disabilities, as well as concomitant matters, 7. legal entities whose shares are all in the economic ownership of one of the organisations designated in numbers 5 and 6 if the legal entity exclusively provides legal advice and representation in proceedings of this organisation and of its members or of other associations or combinations with a comparable orientation and their members in accordance with their statutes, and if the organisation is liable for the activity of the agents.

Different arrangements apply before social courts and finance courts.

149-1. Outre les fonctions de représentation en justice et de conseil juridique, un avocat peut-il exercer d'autres activités ?

- [X] Activité notariale
- [X] Arbitrage/médiation
- [X] Mandataire
- [] Syndic de copropriété

Agent immobilier

Autres (veuillez préciser) :The lawyer is adviser and representative in all legal matters (section 3 (1) of the Federal Regulations for Practising Lawyers (Bundesrechtsanwaltsordnung, BRAO). Inasmuch as particular prerequisites exist pursuant to other legislation that govern the provision of legal services, these must also be observed by lawyers. In particular, lawyers may pursue notarial activities only if they have been appointed as a notary in accordance with the stipulations of the Federal Regulations for Notaries (Bundesnotarordnung, BNotO) (so-called lawyers commissioned as notaries (Anwaltsnotar) and must do so in the premises of the combined law firm / notarial office (Anwaltsnotariat)).

Commentaires

149-2. Quelles sont les statuts de la profession d'avocat ?

Avocat indépendant

Avocat salarié

Avocat d'entreprise

Commentaires

150. La profession d'avocat est-elle organisée à travers :

un barreau national

un barreau régional

un barreau local

Commentaires

151. Existe-t-il une formation initiale ou un examen spécifique pour accéder à la profession d'avocat ?

Oui

Non

Commentaires - Si non, veuillez indiquer s'il existe d'autres exigences spécifiques en matière de diplôme ou de niveau universitaire:

152. Existe-t-il un système de formation continue générale obligatoire pour les avocats ?

Oui

Non

Commentaires

153. La spécialisation dans certains domaines est-elle liée à certaines formations, à un certain niveau de compétence, à un certain diplôme ou à certaines autorisations ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

F1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions 146 et 148 :

Sources : The data are based on information of the Bund.

https://www.brak.de/w/files/04_fuer_journalisten/statistiken/zahlen-zur-anwaltschaft

6.1.2.Exercice de la profession

154. Pour le justiciable, existe-t-il une transparence sur les honoraires prévisibles des avocats (c'est à dire une information préalable sur le montant prévisible des honoraires demandés) ?

Oui

Non

Commentaires -

155. Les honoraires des avocats sont-ils librement négociés ?

Oui

Non

Commentaires -

156. La loi ou les règlements du Barreau contiennent-ils des règles sur les honoraires des avocats (même s'ils sont librement négociés) ?

Oui, la loi contient des règles

Oui, les règlements du Barreau contiennent des règles

Non, ni la loi ni les dispositions du Barreau ne contiennent de règles

Commentaires

6.1.3.Standards de qualité et procédures disciplinaires

157. Des normes de qualité ont-elles été formulées pour les avocats ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, quels sont les critères de qualité utilisés?

158. Si oui, qui a la responsabilité d'établir ces normes de qualité :

le Barreau

le législateur

autre (veuillez préciser) :

Commentaires

159. Existe-t-il une possibilité de déposer une plainte concernant :

la prestation de l'avocat

le montant des honoraires

Commentaires - Veuillez préciser :

160. Quelle est l'autorité compétente pour traiter des procédures disciplinaires?

Le juge

Le ministère de la Justice

Une instance professionnelle

Autre (veuillez préciser) :

Commentaires

161. Procédures disciplinaires initiées à l'encontre des avocats. (Si la procédure disciplinaire est intentée sur la base de plusieurs manquements, veuillez ne compter ces procédures qu'une seule fois, pour le manquement principal.)

	Nombre de procédures disciplinaires
Nombre total de procédures disciplinaires initiées (1 + 2 + 3 + 4)	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1. Faute déontologique	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
2. Insuffisance professionnelle	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3. Délit pénal	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
4. Autre	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser :

162. Sanctions prononcées à l'encontre des avocats.

	Nombre de sanctions
Nombre total de sanctions (1 + 2 + 3 + 4 + 5)	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1. Réprimande	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
2. Suspension	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3. Retrait d'une affaire	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
4. Amende	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
5. Autre	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser. S'il existe une disparité importante entre le nombre de procédures disciplinaires initiées et le nombre de sanctions, veuillez indiquer les raisons :

7. Médiation conduite ou renvoyée par le tribunal et autres mesures alternatives au règlement des litiges

7.1 Médiation conduite ou renvoyée par le tribunal

7.1.1. Précisions sur la médiation conduite ou renvoyée par le tribunal

163. Existe-t-il des processus de médiations conduite ou renvoyée par le tribunal dans le système judiciaire ?

Oui

Non

Commentaires

163-1. Dans certains domaines, le système juridique prévoit-il la médiation obligatoire avec un médiateur ?

Avant/à la place de la procédure devant le tribunal

Ordonnée par le tribunal, le juge, le procureur ou une autorité publique dans le cadre d'une procédure contentieuse en cours

Pas de médiation obligatoire

Commentaires - Si la médiation obligatoire existe, veuillez préciser quels sont les domaines concernés : There are no mandatory mediation procedures before going to court or ordered by a judge in the course of a judicial proceeding in Germany.

163-2. Dans certains domaines, le système juridique prévoit-il des séances d'information obligatoires avec un médiateur ?

Oui

Non

Commentaires - Si les séances d'information obligatoires existent, veuillez préciser quels sont les domaines concernés : In parent and child matters concerning parental custody upon separation or divorce, the place of residence of the child, rights of contact, and surrender of the child, the family court may order that the parents individually or jointly participate in a free informational interview concerning mediation or other options for out-of-court conflict resolution with a person or agency named by the court and shall submit confirmation thereof (Act on Proceedings in Family Matters and in Matters of Non-contentious Jurisdiction – section 156). The mediation itself, however, remains voluntary.

164. Veuillez préciser, par type d'affaires, qui fournit des services de médiation conduite ou renvoyée par le tribunal ?

	Médiateur privé	Autorité publique (autre que le juge)	Juge	Procureur
Affaires civiles et commerciales	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Affaires familiales	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/> NAP

Affaires administratives	(X) Oui () Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	(X) Oui () Non [] NAP	() Oui () Non [X] NAP
Affaires liées au droit du travail, y compris les licenciements	(X) Oui () Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	(X) Oui () Non [] NAP	() Oui () Non [X] NAP
Affaires pénales	(X) Oui () Non [] NAP	(X) Oui () Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui () Non [X] NAP
Affaires liées aux consommateurs	(X) Oui () Non [] NAP	(X) Oui () Non [] NAP	(X) Oui () Non [] NAP	() Oui () Non [X] NAP

Commentaires

165. Est-il possible de bénéficier de l'aide judiciaire lors des médiations conduites ou renvoyées par le tribunal ou de bénéficier gratuitement de ces services?

() Oui

(X) Non

[] NAP

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

166. Nombre de médiateurs accrédités ou enregistrés pour exercer la médiation conduite ou renvoyée par le tribunal:

	Total	Hommes	Femmes
Nombre de médiateurs	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP

Commentaires Germany does not have a system of accreditation or registration for mediators. In addition, there is no statistical data available on the number of court annexed mediation cases. For these reasons, Germany cannot provide information on the number of accredited or registered mediators who practice judicial mediation.

167. Nombre de médiations conduites ou renvoyées par le tribunal:

	Nombre d'affaires pour lesquelles les parties s'accordent pour débiter une médiation	Nombre de médiations conduites ou renvoyées par le tribunal terminées	Nombre d'affaires conclues par un accord de règlement
Total (1 + 2 + 3 + 4 + 5 + 6)	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
1. Affaires civiles et commerciales	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
2. Affaires familiales	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP

3. Affaires administratives	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
4. Affaires liées au droit du travail, y compris les licenciements	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
5. Affaires pénales	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
6. Affaires liées aux consommateurs	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Veuillez indiquer la source :

168. Est-ce que les formes suivantes de mesures alternatives de règlement des litiges existent dans votre pays ?

la médiation autre que la médiation conduite ou renvoyée par le tribunal

l'arbitrage

la conciliation (si différente de la médiation)

d'autres mesures alternatives au règlement des litiges (veuillez spécifier) : All forms of out-of court conflict resolution are possible as a matter of principle.

Commentaires

G1. Veuillez indiquer la source de la réponse à la question 166 :

Source : The data are based on information of the Bund and the Länder.

8. Exécution des décisions de justice

8.1. Exécution des décisions en matière civile

8.1.1. Fonctionnement

169. Existe-t-il dans votre système judiciaire des agents d'exécution ?

Oui

Non

Commentaires

170. Nombre d'agents d'exécution

	Total	Hommes	Femmes
Nombre d'agents d'exécution	5 046 <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> NA

Commentaires The number of enforcement agents includes the number of court bailiffs, prison officers and the number of senior judicial officers working in coercive execution at the local Courts.

171. Les agents d'exécution sont-ils (plusieurs choix possibles) :

- des juges
- des huissiers de justice exerçant en profession libérale réglementée par les autorités publiques
- des huissiers de justice attachés à une institution publique
- autre

Commentaires - Veuillez préciser leur statut et leurs compétences (pouvoirs) : The enforcement agents are a public facility, namely bailiffs who are tied to the judicial ad-ministration of the Länder.

The bailiff is responsible for coercive enforcement of monetary claims in moveable property (by pledging and public auction (section 808 et seqq. of the Code of Civil Procedure), as well as for compulsory enforcement because of other acts or omissions, namely the surrender of moveables and real estate (sections 883-885 the Code of Civil Procedure).

The enforcement court (a department of the Local Court) is responsible for the coercive enforcement of monetary claims in moveable property insofar as these are rights against third-party debtors. Coercive enforcement takes place in this case by means of pledging and transfer for seizure or instead of payment in accordance with sections 829 et seqq. and 835 et seqq. of the Code of Civil Procedure.

The land registry office (a department of the Local Court) is responsible for coercive enforcement of monetary claims on immoveable property if an equitable mortgage is to be entered (section 867 of the Code of Civil Procedure).

Compulsory enforcement of monetary claims on immoveable property by forced auctioning or forced administration is carried out by the enforcement court (a department of the Local Court) in accordance with the provisions contained in sections 15 et seqq. or 146 et seqq. of the Forced Sale Act (Zwangsversteigerungsgesetz).

As a rule senior judicial officers act at the enforcement court and at the land registry office. These are not enforcement agents in the strict sense of the word, but special court bodies which carry out special court tasks as the "second pillar of the third power" in addition to judges, largely in the field of "voluntary" jurisdiction (including in inheritance cases, custodianship cases, parent-and-child and adoption cases, in land registry cases, commercial, co-operative and partnership register cases, in insolvency cases, association-related cases, cases related to the marriage property register, ship register cases, etc.). Moreover, they carry out a large number of other judiciary activities, such as in the field of court payment demand proceedings, legal aid, setting of costs, execution of penalties, etc., and in proceedings for which the enforcement court has jurisdiction (pledging of receivables, forced auctioning, forced administration). The scope of the activities of senior judicial officers is regulated in the Act on Senior Judicial Officers (Rechtspflegergesetz, RPfLG). Senior judicial officers enjoy professional independence in performing their tasks and in their rulings in the same way as judges and are bound only by law and order (section 9 RPfLG). In this respect, they are not subject to any instructions. Admissible appeals exist against their decisions in accordance with the general rules of procedure (section 11 of the Act on Senior Judicial Officers).

171-1. Les agents d'exécution ont-ils le monopole dans l'exercice de leur fonction ?

- Oui
- Non

Commentaires - Veuillez apporter toutes précisions utiles concernant le contenu du monopole des agents d'exécution ou au contraire des indications sur la concurrence à laquelle ils peuvent être confrontés: The right to use coercive measures in enforcing claims is a right exclusively enjoyed by the state and, in areas in which a court-appointed enforcement officer is responsible, by said officer. Every court-appointed enforcement officer pursues his or her activities in an administrative district allocated to him or her. Private parties (collection agencies) are also active in the field of recovering debts (without using coercive measures); they are not allowed to use coercive measures.

171-2. L'agent d'exécution peut-il réaliser les procédures civiles d'exécution suivantes :

Option

Saisie des biens meubles corporels	<input checked="" type="checkbox"/> Oui avec monopole <input type="checkbox"/> Oui sans monopole <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Saisie des immeubles	<input type="checkbox"/> Oui avec monopole <input type="checkbox"/> Oui sans monopole <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Saisie entre les mains d'un tiers des créances du débiteur portant sur une somme d'argent	<input type="checkbox"/> Oui avec monopole <input type="checkbox"/> Oui sans monopole <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Saisies des rémunérations	<input type="checkbox"/> Oui avec monopole <input type="checkbox"/> Oui sans monopole <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Saisies des véhicules terrestres à moteur	<input checked="" type="checkbox"/> Oui avec monopole <input type="checkbox"/> Oui sans monopole <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Mesures d'expulsion	<input checked="" type="checkbox"/> Oui avec monopole <input type="checkbox"/> Oui sans monopole <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Vente forcée par adjudication publique des biens saisis	<input checked="" type="checkbox"/> Oui avec monopole <input type="checkbox"/> Oui sans monopole <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Autres	<input type="checkbox"/> Oui avec monopole <input type="checkbox"/> Oui sans monopole <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/> NAP

Commentaires

171-3. Outre l'exécution des décisions de justice, quelles sont les autres activités pouvant être exercées par les agents d'exécution ?

- Signification ou notification d'actes judiciaires ou extrajudiciaires
- Recouvrement de créances
- Ventes aux enchères mobilières et immobilières publiques ou volontaires
- Séquestres
- Constats
- Service des audiences près les juridictions
- Conseils juridiques
- Procédures de faillites
- Missions confiées par le juge
- Représentation des parties devant les juridictions

Rédaction des actes sous-seings privés

Administrateur d'immeubles

Autres

Commentaires

172. Existe-t-il une formation initiale ou un examen spécifique pour accéder à la profession d'agent d'exécution?

Oui

Non

Commentaires

172-1. Existe-t-il un système de formation continue générale obligatoire pour les agents d'exécution ?

Oui

Non

Commentaires

173. La profession d'agent d'exécution est-elle organisée par (la réponse NAP signifie que la profession n'est pas organisée) :

une instance nationale

une instance régionale

une instance locale

NAP

Commentaires

174. Pour le justiciable, existe-t-il une transparence sur le coût prévisible des frais d'exécution ?

Oui

Non

Commentaires -

175. Est-ce que les frais d'exécution sont librement négociés ?

Oui

Non

Commentaires -

176. Est-ce que la loi énonce des règles sur les frais d'exécution (même s'ils sont librement négociés) ?

Oui

Non

Commentaires -

H0. Veuillez indiquer les sources pour la réponses à la question 170 :

Source : Federal Office of Justice, staffing overviews of ordinary courts and the public prosecution offices, 2018 (counted in full-time positions, not in the number of individuals filling those positions).

8.1.2.Efficacité des services d'exécution

177. Existe-t-il un système de supervision et de contrôle de l'activité des agents d'exécution ?

Oui

Non

Commentaires

178. Quelle est l'autorité chargée de superviser et de contrôler les agents d'exécution ?

une instance professionnelle

le juge

le ministère de la Justice

le procureur

autre (veuillez préciser) :Reference is made to the answer re Question 171 for more details.

Commentaires

179. Des normes de qualité sont-elles formulées pour les agents d'exécution ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, quels sont les critères de qualité utilisés ?

180. Si oui, qui est chargé de formuler ces normes de qualité ?

un organisme professionnel

le juge

le ministère de la Justice

autre (veuillez préciser) :

Commentaires

181. Disposez-vous d'un mécanisme spécifique pour l'exécution des décisions de justice rendues contre des autorités publiques, y compris pour assurer le suivi de cette exécution ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

182. Disposez-vous d'un système pour contrôler la manière dont la procédure d'exécution est

conduite par l'agent d'exécution?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

**183. Quelles sont les principales plaintes des usagers concernant les procédures d'exécution ?
Veuillez n'en indiquer que 3 au maximum.**

absence de toute exécution

non exécution des décisions judiciaires rendues contre des autorités publiques

manque d'information

durée excessive

pratiques illégales

supervision insuffisante

coût excessif

autre (veuillez préciser) : All the complaints listed are likely to arise in practice. However, there is no current statistical material on the number of complaints in each case.

Commentaires

184. Votre pays a-t-il préparé ou adopté des mesures concrètes pour changer la situation concernant l'exécution des décisions de justice – en particulier les décisions rendues contre les autorités publiques ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

185. Existe-t-il un système mesurant la durée des procédures d'exécution :

	Existence du système
pour les affaires civiles	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
pour les affaires administratives	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non

Commentaires

186. Pour un jugement concernant un recouvrement de créances, pouvez-vous estimer le délai de notification aux parties habitant dans la ville du siège de la juridiction ? (Une seule option possible)

entre 1 et 5 jours

entre 6 et 10 jours

entre 11 et 30 jours

() plus (veuillez préciser) :

[] NA

Commentaires

187. Nombre de procédures disciplinaires initiées à l'encontre des agents d'exécution. (Si la procédure disciplinaire est intentée sur la base de plusieurs manquements, veuillez ne compter ces procédures qu'une seule fois, pour le manquement principal.)

	Nombre de procédures disciplinaires initiées
Nombre total de procédures disciplinaires initiées (1 + 2 + 3 + 4)	[X] NA [] NAP
1. Pour faute déontologique	2 [] NA [] NAP
2. Pour insuffisance professionnelle	14 [] NA [] NAP
3. Pour délit pénal	6 [] NA [] NAP
4. Autre	2 [] NA [] NAP

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser : Enforcement agent collected unjustified fees in many cases.

188. Nombre de sanctions prononcées à l'encontre des agents d'exécution :

	Nombre de sanctions prononcées
Nombre total de sanctions (1+2+3+4+5)	[X] NA [] NAP
1. Réprimande	8 [] NA [] NAP
2. Suspension	1 [] NA [] NAP
3. Retrait d'une affaire	1 [] NA [] NAP
4. Amende	2 [] NA [] NAP
5. Autre	4 [] NA [] NAP

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser. S'il existe une disparité entre le nombre de procédures disciplinaires initiées et le nombre de sanctions, veuillez en indiquer les raisons : - Disapproval

- Reduction of salary

- Request for dismissal in response to the institution of disciplinary proceedings aimed at removal of civil service status. The request was granted.

- The proceedings in these cases have not yet been concluded.

H1. Veuillez indiquer les sources pour les réponses aux questions 186, 187 et 188 :

Source : The data are based on information of the Bund and the Länder.

8.2.Exécution des décisions pénales

8.2.1.Fonctionnement de l'exécution des décisions pénales

189. Qui est chargé de l'exécution des décisions pénales? (plusieurs options possibles)

Juge

Procureur

Services pénitentiaire et de probation

Autre autorité (veuillez préciser) :

Commentaires - Veuillez préciser ses fonctions et compétences (ex. fonctions d'initiative ou de contrôle). The final judgment has to be executed by the public prosecution office and, if juvenile criminal law applies, by the youth court judge as head of enforcement (cf. section 82 of the Youth Courts Act).

190. En matière d'amendes prononcées par une juridiction pénale, existe-t-il des études permettant d'évaluer le taux de recouvrement effectif ?

Oui

Non

Commentaires

191. Si oui, quel est le taux de recouvrement ?

80-100%

50-79%

Moins de 50%

Commentaires - Veuillez indiquer la source ayant permis de répondre à cette question :

9.Notaires

9.1.Profession de notaire

9.1.1.Nombre et statuts des notaires

192. Si votre pays dispose de notaires, veuillez indiquer leur nombre et leur statut. Sinon, veuillez passer à la question 197.

	Total	Hommes	Femmes
TOTAL (1+2+3+4)	7 045 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
1. Statut privé (sans contrôle d'une autorité publique)	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
2. Professionnels nommés par l'Etat	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
3. Fonctionnaires	7 045 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
4. Autre	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser le statut de ces notaires :

192-1. Quelles sont les conditions d'accès à la profession de notaire (plusieurs options possibles) :

- diplôme
- expérience professionnelle/formation professionnelle
- examen
- procédure de nomination par l'Etat
- autre (veuillez préciser):

Commentaires

192-2. Le mandat des notaires est-il à durée indéterminée (à savoir "à vie" = jusqu'à l'âge officiel de la retraite) ?

- oui, veuillez indiquer l'âge de la mise en retraite obligatoire :70
- non, veuillez indiquer la durée du mandat :

Commentaires - existe-t-il des exceptions (par exemple la révocation à titre de sanction disciplinaire). Veuillez préciser : dismissal as a disciplinary sanction

194. Quel type de fonctions exercent les notaires (plusieurs réponses possibles):

- dans le cadre de certaines procédure civile (par exemple successions ou partage successoral, divorce par consentement mutuel)
- authentification
- certification des signatures
- contrôle de légalité des documents soumis par les parties
- médiation
- prestation de serments
- autre, par exemple collecter les taxes, tenir des registres (veuillez préciser) :

Commentaires

194-1. Les notaires ont –ils des droits exclusifs dans l'exercice de leurs fonctions :

- dans le cadre de certaines procédure civile (par exemple successions ou partage successoral, divorce par consentement mutuel)
- authentification
- certification des signatures
- contrôle de légalité des documents soumis par les parties
- médiation
- prestation de serments
- autre, par exemple collecter les taxes, tenir des registres (veuillez préciser) :

Commentaires - Veuillez apporter toutes précisions utiles concernant le contenu des droits exclusifs des notaires ou, au contraire, des indications sur la concurrence à laquelle ils peuvent être confrontés:

194-2. Dans quels domaines du droit les notaires ont-ils des compétences (plusieurs réponses possibles) ?

- Transaction immobilière
- Droit de la famille
- Droit des successions
- Droit des sociétés
- Contrôle de la régularité des jeux de hasard
- Autres

Commentaires

194-3. Les notariats utilisent-ils des systèmes numériques spécialisés dans leur activité ?

- Dans l'élaboration d'instruments authentiques
- Dans l'enregistrement d'instruments authentiques (archives)
- Pour d'autres activités (veuillez préciser) :

Commentaires

195. Existe-t-il un système de supervision et de contrôle de l'activité des notaires ?

- Oui
- Non

Commentaires

196. Si oui, quelle est l'autorité chargée de superviser et de contrôler les notaires (plusieurs options possibles)?

- une instance professionnelle
- le tribunal
- le ministère de la Justice
- le procureur
- autre (veuillez préciser) :

196-1. Existe-t-il un système de formation continue générale pour les notaires ?

Oui

Non

I1. Veuillez indiquer les sources de votre réponse à la question 192:

Sources : www.bnotk.de/Notar/Statistik/index.php

10. Interprètes judiciaires

10.1. Précisions sur la profession d'interprète judiciaire

10.1.1. Statuts des interprètes judiciaires

197. Le titre d'interprète judiciaire est-il protégé ?

Oui

Non

Commentaires The answers to the Questions 197, 198, and 200 were given in the past only in the light of federal legislation. It is correct that there is no federal legislation under the Court Constitution Act that definitely set out standards for the quality of court interpreters.

However, there is legislation in the States (Bundesländer) which govern the rights and duties of court interpreters.

Most States have a rule defining the title of interpreters which also includes court interpreters. Some States apply all rules for interpreters also for court interpreters. Others have special rules for court interpreters.

Therefore, one must say that the title of court interpreters is protected in most States in Germany. But there are different standards.

The Quality of court interpreters is dealt with under legislation of the States (Bundesländer). They must be reliable, fulfil certain qualifications and must apply for the general application to be sworn in. In most cases the regional courts (Landgerichte) are in charge of these administrative proceedings. In some States the higher regional courts (Oberlandesgerichte) are in charge.

It is planned to govern these qualifications for court interpreters by a federal law with the same standards for all within the country which will be set into force in 2021.

198. La fonction d'interprète judiciaire est-elle réglementée par des normes juridiques?

Oui

Non

Commentaires Concerning Question 198 it is to say that federal legislation in Sections 185, 187 and 189 to 191 of the Court Constitution Act (Gerichtsverfassungsgesetz - GVG) together with rules of the States regulate the function of court interpreters. They have to be sworn in either in general or in individual cases directly by the court in the hearing.

See also the comment in Q 197.

199. Nombre d'interprètes judiciaires accrédités ou enregistrés :

[24 539]

[] NA

200. Existe-t-il des critères relatifs à la qualité de l'interprétation dans les tribunaux ?

(X) Oui

() Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser (par exemple avoir passé avec succès un examen particulier) : Court interpreters must be sworn in for their work in court. Regularly, courts appoint only interpreters, that are sworn in general. The prerequisites to be sworn in general are regulated by state law and differ from state to state (Bundesländer). Usually there is for example the requirement of an examination to prove a certain level of linguistic ability. See also the comment in Q 197.

201. Les tribunaux sont-ils responsables de la sélection des interprètes judiciaires ?

[] Oui, pour les recruter et/ou les nommer pour un mandat d'une certaine durée

[X] Oui, pour les recruter sur une base ad hoc en fonction des besoins d'une procédure spécifique

[] Non, veuillez préciser quelle autorité est responsable de la sélection

Commentaires

J1. Veuillez indiquer les sources de votre réponse à la question 199

Sources : <http://www.justiz-dolmetscher.de>

11.Experts judiciaires

11.1.Profession d'expert judiciaire

11.1.1.Statuts des experts judiciaires



202. Dans votre système, quels types d'experts judiciaires peuvent être impliqués dans des procédures judiciaires (plusieurs options possibles):

[X] experts à qui les parties demandent d'apporter leur expertise pour soutenir leur argumentation,

[X] experts nommés par le tribunal pour mettre à la disposition de celui-ci leurs connaissances scientifiques et techniques sur des questions de fait,

[X] «Experts juristes » qui peuvent être consultés par le juge pour des questions de droit spécifiques ou qui ont pour tâche de soutenir le juge dans la préparation du travail judiciaire (mais qui ne participent pas au jugement).

[X] Autre (veuillez préciser) :

Commentaires -

202-1. Existe-t-il des listes ou des bases de données d'experts judiciaires agréés ?

() Oui

(X) Non

Commentaires - Veuillez fournir tout commentaire utile concernant ces listes ou bases de données d'experts si elles existent (par exemple : l'expert prête-t-il serment ? comment est évaluée sa compétence ? par qui ?) :

202-2. Qui est responsable de l'enregistrement des experts judiciaires?

- Le Ministère de la Justice
- Les tribunaux
- Un organisme indépendant (association d'experts judiciaires)
- Autre

Commentaires

202-3. L'enregistrement des experts judiciaires est-il limité dans le temps ?

- Oui, pour combien de temps
- Non

Commentaires There are no lists or databases of registered judicial experts.

203. Le titre d'expert judiciaire est-il protégé ?

- Oui
- Non

Commentaires - Le cas échéant, veuillez indiquer en quoi consiste cette protection :

203-1. L'expert judiciaire a-t-il une obligation de formation ?

	Obligation de formation
Formation initiale	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Formation continue	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non

Commentaires

203-2. Si oui, cette formation concerne-t-elle :

- la procédure judiciaire
- le métier de l'expert
- autre

Commentaires

204. La fonction d'expert judiciaire est-elle réglementée par des normes juridiques?

- Oui
- Non

Commentaires The Act Amending the Law on Judicial Experts (Gesetz zur Änderung des Sachverständigenrechts) entered into force in the autumn of 2016. It introduced new legal rules for judicial experts. In particular, under the new rules the expert is obligated to examine without undue delay whether there are reasons that seem apt to justify a lack of confidence in his impartiality. The expert has to inform the court of such reasons without undue delay (section 407a paragraph 2 of the Code of Civil Procedure).

204-1. A l'occasion d'une mission qui lui est confiée, l'expert judiciaire est-il dans l'obligation de signaler ses éventuels conflits d'intérêt ?

Oui

Non

Commentaires The Act Amending the Law on Judicial Experts (Gesetz zur Änderung des Sachverständigenrechts) entered into force in the autumn of 2016. It introduced new legal rules for judicial experts. In particular, under the new rules the expert is obligated to examine without undue delay whether there are reasons that seem apt to justify a lack of confidence in his impartiality. The expert has to inform the court of such reasons without undue delay (section 407a paragraph 2 of the Code of Civil Procedure).

205. Nombre d'experts judiciaires accrédités ou enregistrés :

	Total	Hommes	Femmes
Nombre d'experts	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP

Commentaires Publicly appointed judicial experts do not exist for all areas of expertise.

205-1. Qui fixe la rémunération de l'expert ?

- The remuneration of experts has been provided for by law (Act on the Remuneration of Experts, Interpreters and Translators as well as the Compensation of Honorary Judges, Witnesses and Third Parties, Justizvergütungs- und –entschädigungsgesetz, JVEG). It is permissible to conclude fee agreements with experts who are involved on a recurrent basis. The amount of the remuneration agreed may not exceed the amount of the remuneration provided for by said Act.

According to section 413 of the Code of Civil Procedure, experts are remunerated pursuant to the Judicial Remuneration and Compensation Act (Justizvergütungs- und –entschädigungsgesetz, JVEG). The amount of the remuneration is set by the court.

206. Existe-t-il des dispositions impératives relatives à l'exercice de la fonction d'expert judiciaire dans le cadre des procédures judiciaires ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser, notamment les délais impartis pour présenter un rapport technique au juge : There is no statutory time limit for submitting the report.

206-1. Nombre d'affaires pour lesquelles une expertise a été ordonnée par un juge ou requise par les parties

	Nombre d'affaires
Total (1+2+3+4)	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

1. Affaires civiles et commerciales litigieuses	[X] NA [] NAP
2. Affaires administratives	[X] NA [] NAP
3. Affaires pénales	[X] NA [] NAP
4. Autre affaires	[X] NA [] NAP

Commentaires

207. Les tribunaux sont-ils responsables de la sélection des experts judiciaires ?

- Oui, pour les recruter et/ou les nommer pour un mandat d'une certaine durée
- Oui, pour les recruter et/ou les nommer sur une base ad hoc en fonction des besoins d'une procédure spécifique
- Non, veuillez préciser qui est responsable de cette sélection

Commentaires

207-1. Le juge contrôle-t-il le déroulement des opérations d'expertises ?

- Oui
- Non

Commentaires

K1. Veuillez indiquer les sources de votre réponse à la question 205

Sources : NAP

12. Les réformes dans le système judiciaire

12.1. Réformes envisagées

12.1.1. Réformes

208. Pouvez-vous fournir des informations relatives au débat actuel dans votre pays en ce qui concerne le fonctionnement de la justice ? Des réformes sont-elles envisagées ? Veuillez préciser si ces réformes sont en préparation ou si elles ont simplement été envisagées jusqu'alors. Des projets innovants ont-ils été mis en œuvre ? Si possible, respectez les catégories suivantes:

1. Programmes de réforme généraux The Federal Ministry of Justice and Consumer Protection is conducting a research project into how the Act on Compulsory Auctions and Compulsory Administration (Gesetz über die Zwangsversteigerung und Zwangsverwaltung – ZVG) needs to be reformed.
- As of 1 January 2018, all courts of the Federation and the Länder in the ordinary jurisdiction and the specialized courts should, as a

matter of principle, be reachable electronically for the citizens, the lawyers, the authorities and the other process participants. At the same time, all courts will generally be subject to uniform technical framework conditions, which are regulated in the Electronic Rights Directive (ERVV) of 24 November 2017. From 1 January 2022, lawyers and authorities will be required to communicate electronically with the authorities.

2. Budget no foreseen reforms

3. Tribunaux et ministère public (par exemple pouvoir et organisation, modifications structurelles -par exemple la réduction du nombre des tribunaux-, gestion et méthodes de travail, technologies de l'information, arriéré judiciaire et efficacité, frais de justice, rénovation et construction de nouveaux bâtiments) Since the 2015 review, the Act on the amendment of the laws governing experts and on the further amendment of the Act on Proceedings in Family Matters and in Matters of Non-contentious Jurisdiction (Gesetz über das Verfahren in Familiensachen und in den Angelegenheiten der freiwilligen Gerichtsbarkeit - FamFG) was adopted by legislative bodies and entered into force on 15 October 2016. This amendment stipulates, inter alia, that the expert is under obligation to immediately review the matter as to conflicts of interest and to report them, along with any delays that may arise, and establishes measures serving to accelerate evidence as provided by an expert. However, the initial legislative proposal by the federal government, as laid out in Germany's 2015 report, to require mandatory hearing of the parties prior to appointing an expert, was changed by legislators. In point of fact, the law establishes that the hearing of the parties shall be the general rule, thereby giving the court more flexibility in the matter at hand with a view to discouraging unnecessary delay in proceedings.

In accordance with recent European Court of Human Rights rulings, German legislators, in the context of debate on the above amendments have implemented special measures aimed at accelerating family proceedings concerning the place of residence of a child, the right of contact, or the surrender of the child, as well as proceedings based upon endangerment to the welfare of the child. In such vital cases, in addition to the right to compensation (see question 37), participating parties have the right to complain about delays (Beschleunigungsrüge) and, if no remedy is achieved, to bring the matter before the second instance court for evaluation of the timeliness of proceedings (Beschleunigungsbeschwerde). The court of second instance may advise on binding measures to accelerate proceedings before the first instance court.

3.1. Accès à la justice et aide judiciaire On 2 June 2017, the "Act to Adjust the Environmental Appeals Act and other Provisions to Requirements under European and International Law" entered into force. This new legislation significantly extends the possibilities for recognised environmental associations to bring court actions concerning environmental law.

4. Conseil supérieur de la magistrature no foreseen reforms

5. Professionnels de la justice (juges, procureurs, avocats, notaires, agents d'exécution, etc.) : organisation, formation, etc. organisation, education and training, etc. no foreseen reforms.

6. Réformes en matière civile, pénale et administrative, de conventions internationales et d'actes de coopération no foreseen reforms.

7. Exécution des décisions de justice The Federal Ministry of Justice and Consumer Protection is conducting a research project into how the Act on Compulsory Auctions and Compulsory Administration (Gesetz über die Zwangsversteigerung und Zwangsverwaltung – ZVG) needs to be reformed.

8. Médiation et autres mesures alternatives au règlement des litiges no foreseen reforms

9. Lutte contre la criminalité no foreseen reforms

9.1 Système pénitentiaire no foreseen reforms

9.2 La justice adaptée aux enfants no foreseen reforms

9.3 La violence entre partenaires no foreseen reforms

10. Nouvelles technologies de l'information et de la communication no foreseen reforms

11. Autres no foreseen reforms